BnF Gallica

Les questions roumaines du temps présent / par T. Jonesco, D. Hurmuzesco, V. Dimitriu... [et al.] ; avant-propos de M. [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

. Les questions roumaines du temps présent / par T. Jonesco, D. Hurmuzesco, V. Dimitriu... [et al.] ; avant-propos de M. Raymond Poincaré. 1921.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

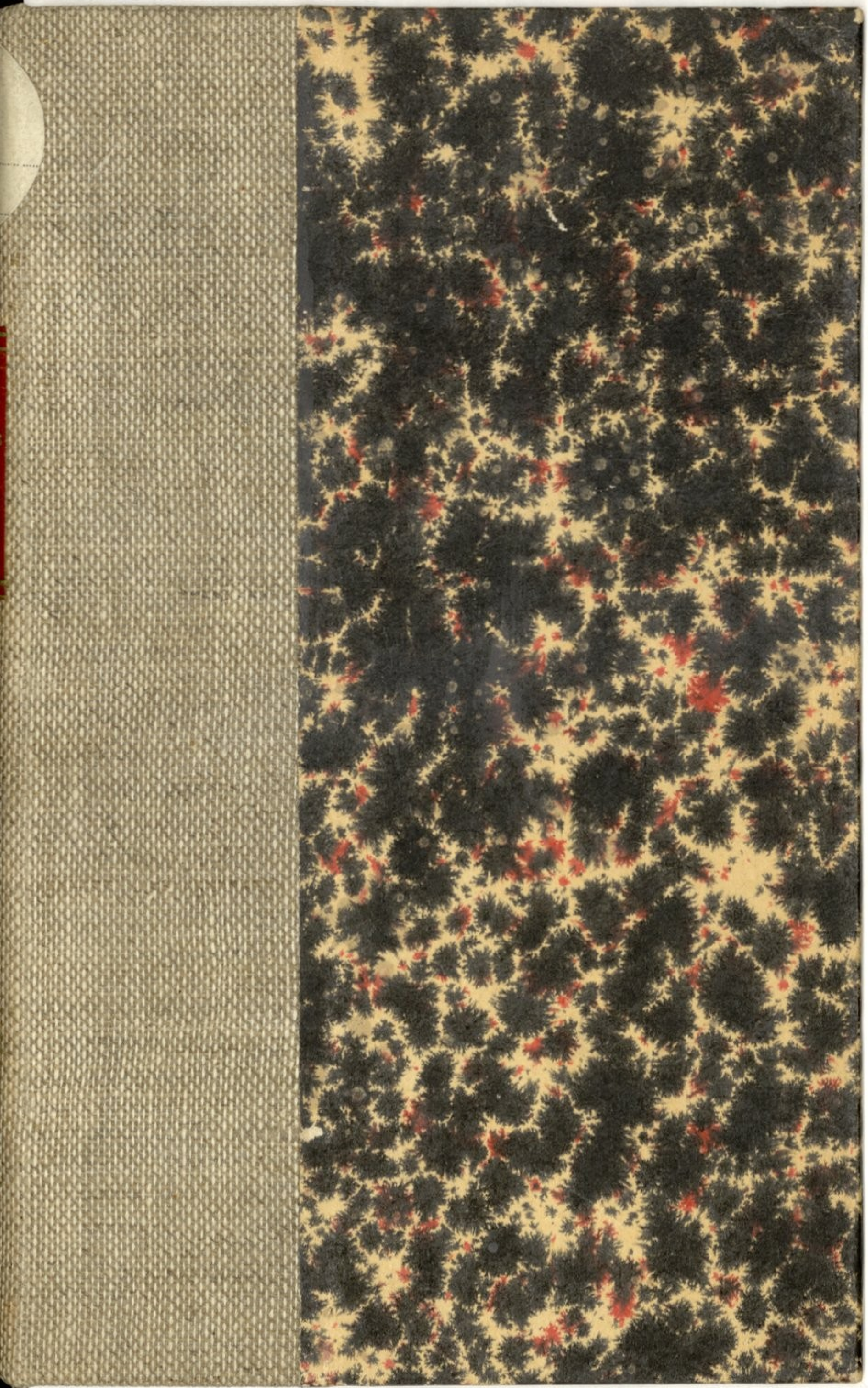
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter **utilisation.commerciale@bnf.fr**.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

CONSTANTIN REL

8° J 8731

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

J. JONESCO, D. HURMUZESCO, V. DIMITRIU
E. PANGRATI, C. M. SIPSOM
J. GAVANESCO, D. NÉGULESCO, J. URSU

Les Questions Roumaines du Temps présent

Avant-propos de M. RAYMOND POINCARÉ

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN.

LES QUESTIONS ROUMAINES

DU TEMPS PRÉSENT

DU PARLEMENT

181

8° J
8731

T. JONESCO, D. HURMUZESCO, V. DIMITRIU
E. PANGRATI, C.-M. SIPSOM
J. GAVANESCO, D. NÉGULESCO, J. URSU

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

LES

QUESTIONS ROUMAINES

DU TEMPS PRÉSENT

AVANT-PROPOS DE M. RAYMOND POINCARÉ

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e^

1921

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous pays.

AVANT-PROPOS

Les conférences réunies en ce petit recueil ont été prononcées à l'École des Hautes Études Sociales. Elles sont l'œuvre de Roumains éminents qui, aux heures les plus sombres, n'ont désespéré ni de leur pays, ni du nôtre.

Ils m'ont prié de leur donner aujourd'hui, auprès du public français, un mot de présentation. Mais leurs noms, qui sont connus et aimés en France, suffisent à recommander la lecture de leurs études, et quiconque aura ouvert ce livre sera vite conquis par l'intérêt des questions traitées et par le talent des auteurs. Si j'ai volontiers répondu à l'appel de MM. Thomas Jonesco et de ses compatriotes, ce n'est donc pas dans l'impertinente pensée qu'il fût utile de les cautionner vis-à-vis des lecteurs, c'est avec le désir un peu égoïste de saisir une heureuse occasion de leur exprimer une fois de plus ma sympathie et mes vœux.

J'ai pu juger par moi-même des généreux

efforts qu'ils ont faits, les uns et les autres, pour déterminer la Roumanie à prendre parti dans la guerre, à côté des alliés. Non seulement ils comprenaient que jamais leur patrie ne trouverait des circonstances plus propices pour réaliser ses aspirations nationales et reconstituer son unité, mais ils avaient le sentiment très net que, dans un conflit où se jouait l'avenir de la civilisation latine, la Roumanie devait se ranger auprès de la France.

Le peuple roumain tout entier a eu, en 1916, le même pressentiment de ses destinées et il s'est jeté dans la lutte avec une vaillance et une abnégation qui ont fait alors, j'en suis témoin, l'admiration de tous nos chefs militaires.

Un jour est malheureusement venu où la défection russe a livré la Roumanie aux empires du Centre. Son territoire a été envahi, sa capitale est tombée entre les mains des Allemands ; sa belle armée, pressée par le nombre, décimée par le feu, dévorée par les épidémies, a dû se replier ; et les alliés impuissants ont assisté de loin à ce désastre sans être en mesure de porter secours à cette noble nation qui était menacée de périr.

Dans ces journées terribles, les hommes dont on lira plus loin les éloquentes conférences ont entretenu la flamme sacrée. Lorsque la Rou-

manie acculée a été forcée de subir une paix de violence et de spoliation, ils ont élevé, devant le monde, la protestation du droit outragé. Et à peine les troupes victorieuses du général Franchet d'Espérey sont-elles arrivées sur le Danube, que les invincibles espérances de ces bons patriotes se sont enfin transformées en vivantes réalités.

La Roumanie, affranchie du joug qui avait un instant pesé sur elle, est redevenue l'alliée de la France ; elle a obtenu son intégrité territoriale et elle a repris, à l'est de l'Europe, son poste de gardienne de la vieille culture romaine.

Comme l'a excellemment expliqué, dans une conférence qu'il a lui-même faite à la Sorbonne, le 25 octobre 1920, M. Take Jonesco, Président du Conseil des Ministres de Roumanie, l'illustre frère de M. le Docteur Thomas Jonesco, si la Roumanie cherche aujourd'hui, dans la petite Entente, le moyen de se rapprocher plus étroitement de la Tchéco-Slovaquie, des Serbes, des Croates et des Slovènes, des Polonais et s'il est possible des Grecs, ce n'est point pour s'éloigner de la France, de l'Angleterre et de l'Italie, c'est, tout au contraire, pour former, avec les jeunes nations libérées ou fortifiées par les traités de Versailles et de Saint-Germain, un faisceau qui leur permette à toutes de suivre par delà l'Alle-

magne une politique conforme à la nôtre et d'assurer ainsi plus aisément le maintien de la paix. Nous ne doutons des sentiments d'aucune des nations qui composent ou composeront la petite Entente, mais nous savons que, parmi elles, les Roumains seront toujours au premier rang de nos alliés et que, parmi les Roumains, les auteurs de ce livre seront toujours eux-mêmes au premier rang de nos meilleurs amis.

RAYMOND POINCARÉ.

IMPRIMÉS.

LES QUESTIONS ROUMAINES

DU TEMPS PRÉSENT

BIBLIOTECA NAȚIONALĂ A ROMÂNIEI

I

Les provinces roumaines dominées par la Hongrie et leur libération,

PAR

THOMAS JONESCO,

Ancien Recteur de l'Université de Bucarest.

Tout Roumain a, dès le berceau, rêvé de l'unité nationale, mais des générations entières ont emporté ce rêve dans la tombe. Je suis heureux et fier d'appartenir à la génération née avec ce rêve, mais qui, plus heureuse que celles qui l'ont précédée, a pu le voir transformé en une vivante réalité et qui pourra emporter dans le tombeau l'assurance d'avoir légué aux générations futures un pays renfermant toute l'âme roumaine et qu'ils n'auront plus que la charge de mener aux grandes destinées que l'avenir lui réserve.

L'unité nationale accomplie, il n'est pas inutile de connaître l'appoint qu'ont apporté pour la réaliser nos frères de Transylvanie, car, sans leurs souffrances, sans leurs luttes continuelles, pour garder intacte leur conscience nationale, l'unité roumaine n'aurait pas été possible. C'est pour cela

que je tiens à montrer en un bref tableau les phases les plus importantes de la vie sociale et politique des Roumains du royaume de Hongrie.

Les Roumains ont été installés entre le Dniester et la Tissa, le Danube et la mer Noire, par les colons de Trajan, en l'an 107 de l'ère chrétienne. La race est due à l'association des vieux Daces qui occupaient cette contrée et des colons venus de Rome. Ce n'est qu'en 1075 que les Magyars, nouvellement installés en Europe, ont commencé leur infiltration, lente mais continue, dans ce pays daco-romain ; à partir de ce moment, commence la lutte entre les Roumains et l'élément barbare des Magyars qui voulait les asservir, les dominer et les exploiter. Peu à peu, les Magyars réussirent à asservir les paysans roumains et à les transformer en de véritables serfs et à dénationaliser en partie les dirigeants roumains, qui sont devenus, avec les barbares hongrois, les oppresseurs du peuple. Cet état dura des siècles, et la Transylvanie, nom générique qui comprend toutes les provinces habitées par les Roumains entre le Dniester et la Tissa, — le Maramuresh, la Temishana, la Crishana et le Banat, — a été transformée en un État féodal où il n'y avait que des maîtres hongrois et des serfs roumains. Contre cet État, le paysan roumain s'est révolté à plusieurs reprises, et nous trouvons des révolutions nombreuses à travers les siècles, révolutions ayant le même but : la destruction de la féodalité et l'affranchissement des serfs.

C'est à la suite de ces révolutions et de ces oppressions que des ducs roumains de Transylvanie ont quitté le pays à travers les Carpathes pour pas-

ser dans la plaine du Danube et former les deux provinces qui ont formé le noyau de la Roumanie libre, la Valachie et la Moldavie. C'est en effet à la suite de la révolution de 1290, au XIII[e] siècle, que le prince roumain Radu Negru, grand-duc de Fagarash et d'Almash, se révolta contre le roi de Hongrie, passa les Carpathes avec sa cour et un grand nombre de nobles roumains, et fonda la principauté indépendante de Valachie.

En 1343, quelques dizaines d'années plus tard, à la suite d'une autre révolte contre le roi de Hongrie, le prince Bogdan, duc de Maramuresh, quitte la Transylvanie septentrionale, franchit les Carpathes et fonde la principauté indépendante de Moldavie.

Ces deux faits prouvent la liaison intime qui a existé de tout temps entre les Roumains d'au delà et d'en deçà des Carpathes. Il était naturel qu'une pensée unique, celle de l'unité nationale, ait toujours prévalu chez tous les habitants de la Vieille Dacie. Cette pensée, du reste, s'est traduite en faits accomplis, à deux reprises, dans l'histoire de notre peuple. La première fois, la tentative n'a réussi qu'à moitié. Ce fut Pierre Raresh, prince de Moldavie, qui a pu conquérir, en 1529, une partie de la Transylvanie pour l'unir à la Moldavie. Mais la véritable réalisation de l'idéal d'unité politique roumaine n'a été accomplie qu'en 1599 par le plus illustre des souverains roumains de Valachie, Michel le Brave, qui put réunir sous son sceptre les trois provinces : la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie, et leur donner pour capitale Alba-Julia.

Malheureusement, cette union ne dura qu'une année et disparut avec la mort de celui qui l'avait fondée. A partir de ce moment, l'unité nationale resta un rêve que les événements ne permirent plus de réaliser.

Parmi les nombreuses révoltes que nos frères transylvains provoquèrent pour échapper à la domination magyare, je signalerai surtout la révolution de 1784 et celle de 1848.

La révolution de 1784 a été faite par les paysans serfs contre la noblesse dominante magyare. Elle a été conduite par trois hommes dont les noms sont restés des symboles pour tous les Roumains : Horia, Closha et Crishan. Victorieuse des magnats magyars, cette révolution fut noyée dans le sang par l'intervention de l'Autriche. Horia et Closha subirent le supplice de la roue, en 1785, à Alba Julia.

La révolution de 1848, répercussion de la révolution française de février, souleva les Roumains de Transylvanie contre le mouvement des Hongrois provoqué par Kossuth. La Hongrie avait mis à la base de sa révolution l'idée de la libération des peuples de l'empire austro-hongrois opprimés par l'Autriche, base éminemment libérale et conforme aux idées du moment. Mais bientôt les Magyars victorieux montrèrent leurs véritables tendances : la consécration de l'hégémonie magyare dans le royaume et la constitution d'un grand Etat national magyare aux dépens des nationalités. C'est contre ces tendances d'oppression que les Roumains de Transylvanie se soulevèrent et que, dans la fameuse réunion du 15 mai 1848, au Champ de la Liberté, à Blaj, les grands patriotes Siméon Barnutz, Avram

Jancu, Baritziu, Laurian, etc., déclarèrent l'indépendance de la Transylvanie et inaugurèrent la lutte contre les Hongrois, lutte à laquelle vinrent s'unir les autres nationalités de la Hongrie : les Croates, les Serbes, les Saxons et les Slovaques.

Les Roumains, conduits par Jancu, furent victorieux, mais la révolution ne fut réellement étouffée que par l'intervention des armées russes. L'Autriche ne garda pas la reconnaissance qu'elle aurait dû avoir pour l'intervention des Roumains et, bientôt, ceux-ci furent de nouveau abandonnés à l'influence et à l'oppression magyares.

En réalité, sur dix-huit siècles d'existence, la Transylvanie n'a été dominée que pendant deux siècles par la Hongrie, mais la lutte entre Roumains et Magyars a existé de tout temps. A toutes les tentatives d'anéantissement de la race, en transformant les Roumains en véritables serfs, en leur enlevant tout droit à la vie libre, les Magyars, ne pouvant arriver à leur but, ont ajouté un autre moyen qui leur a semblé plus efficace, celui de s'attaquer à la religion qui constituait un ciment puissant d'union pour tous les Roumains. Ils essayèrent donc de magyariser l'église roumaine par la conversion des chefs de l'église au calvinisme. Ils firent imprimer des livres religieux ; le catéchisme et la bible en roumain pour la propagande, afin de remplacer le slavon qui était la langue de la religion orthodoxe. Cet essai n'eut d'autre effet que d'éveiller la conscience du peuple roumain et de lui faire connaître sa véritable langue, qui remplaça le slavon.

Quand plus tard l'Autriche et l'élément allemand cherchèrent à supplanter l'influence magyare en

Transylvanie, leur première manifestation fut une énergique propagande catholique dans le même but de germaniser l'église et, avec elle, l'âme roumaine. Cette propagande eut plus de succès que celle des Magyars. La moitié, à peu près, du clergé et du peuple roumain de Transylvanie accepta la conversion, qui consistait dans ces quatre points : suprématie du pape; dogme du purgatoire; procession du Saint-Esprit; consécration de l'hostie azyme. La conversion au catholicisme eut un effet absolument contraire à celui que se proposaient ses initiateurs. C'est de la pléiade de prêtres roumains qui sont allés s'instruire à la Ville Éternelle que sont sortis les grands apôtres de la renaissance nationale roumaine. Les grands historiens et patriotes roumains, Shincaï, Innocent, Pierre Major, Hilariano, ont puisé leurs inspirations dans le passé glorieux de Rome et sont revenus implanter en Transylvanie d'abord, puis dans les principautés danubiennes, la conscience de la latinité du peuple roumain qui les a appelés à la vie vraiment nationale.

Jusqu'en 1866, les Roumains de Transylvanie, grâce à la révolution de 1848, ont conservé leur autonomie, malgré les essais infructueux des Magyars pour la détruire. Mais le désastre de Sadowa amena l'Autriche à un compromis, dicté par Bismarck victorieux, et d'où est sorti le Dualisme austro-hongrois. A partir de ce moment, les Magyars sont devenus les véritables maîtres de l'empire, et l'Autriche, malgré les protestations des Roumains, dut céder la Transylvanie aux Magyars.

A partir de 1867, commence le véritable martyre des Roumains de Transylvanie, qui subirent non sans

réaction l'oppression des Magyars, qui renièrent sans vergogne tous les principes de liberté pour les nationalités inscrits dans leur constitution. Cette constitution, en effet, assurait aux Roumains, tout comme aux autres nationalités, l'autonomie religieuse, la liberté de l'enseignement, de la presse, de l'opinion et des réunions publiques; dans les comités habités en majorité par des Roumains, l'administration et la justice exercées par des fonctionnaires ou magistrats roumains et avec l'usage de la langue roumaine.

Toutes ces garanties furent foulées aux pieds. L'école roumaine fut délaissée, et l'Etat hongrois n'entretint à ses frais aucune école. Ces écoles n'ont pu vivre que grâce aux efforts des Roumains et à ceux du gouvernement de la Roumanie libre. On comprend, dès lors, l'état précaire de l'enseignement national en Transylvanie, où, pour 4 millions de Roumains, il n'y avait, en 1905, que 3500 écoles primaires, 5 lycées et pas une seule université roumaine. La seule université de Transylvanie, celle de Cluj, est hongroise. Pour détruire même ce faible enseignement national et obliger les Roumains à abandonner leur langue pour le magyar, les Hongrois n'ont pas hésité, par les lois de Tréfeurt, 1879, et celle d'Apponyi, 1917, à placer les écoles roumaines sous le contrôle des autorités administratives magyares, en leur donnant le droit de les fermer et de les remplacer par des écoles magyares. Rien ne prouve mieux la volonté magyare d'empêcher tout développement de la conscience nationale roumaine que la statistique suivante :

En Transylvanie, il y a un lycée pour 42000 Magyars; un lycée pour 26 000 Saxons; un lycée pour 600 000 Roumains.

La *liberté religieuse* a été enfreinte par la création de paroisses gréco-catholiques mises sous la juridiction d'évêques hongrois.

La *liberté d'opinion* a été supprimée par de constants procès faits aux journaux roumains toutes les fois qu'ils soutenaient la cause nationale. Pour se faire une idée de la persécution dont la presse a a été l'objet, il suffira de rappeler que la *Tribune* de Sibiu a subi, en l'espace de dix ans, des condamnations dont le total s'élève à 50 000 couronnes d'amende et à dix-sept années de prison pour ses rédacteurs. Un bilan établi par les journalistes transylvains des condamnations subies par eux, de 1876 à 1916, accuse 250 000 couronnes d'amendes et 100 années de prison.

La *liberté électorale* a été faussée. Les circonscriptions ont été délimitées, de telle façon que les contrées purement roumaines étaient morcelées de façon à favoriser l'élément étranger auquel le système censitaire et la loi sur les illettrés accordaient déjà d'énormes avantages électoraux. Quand, dans ces conditions d'infériorité patente, les Roumains voulaient néanmoins exprimer leurs votes, l'intervention du gendarme magyar venait créer pour eux des difficultés ou même l'impossibilité de le faire.

Ceci explique pourquoi le peuple roumain de Transylvanie, qui, proportionnellement à son nombre, aurait dû avoir, au Parlement de Budapest, 70 à 75 représentants, n'en a jamais eu que 5 à 10 au plus.

Au point de vue *administratif*, dans les comtés habités en majorité par des Roumains, il n'y a jamais eu un préfet ni de fonctionnaires supérieurs roumains.

La *langue roumaine* a été bannie aussi bien des administrations que des tribunaux, malgré les garanties constitutionnelles.

Au point de vue *économique*, les Roumains, en grande partie paysans travaillant la terre, ont été mis dans l'impossibilité d'acheter des terres, car l'Etat hongrois achetait les terres des magnats pour les distribuer à des colons magyars. Ainsi la terre transylvaine était, par la grande propriété, le monopole des magnats et, par la petite propriété, entre les mains des colons venus de Hongrie. Cet état précaire du paysan transylvain explique son exode vers la libre Amérique, où plusieurs centaines d'entre eux ont trouvé la liberté et le droit à la vie.

Tel était l'état de choses en Transylvanie quand commença la réaction qui se traduisit par la constitution du *parti national* fondé à Sibiu, le 12 mai 1881. Chose à noter, cette constitution eut lieu deux jours après la proclamation du royaume libre de Roumanie. Le comité national roumain de Transylvanie rédigea, en 1892, le fameux *Memorandum* contre la politique de magyarisation et réclamait l'ancienne autonomie de la Transylvanie et la reconnaissance de la nationalité roumaine. Trois cents notables roumains voulurent présenter ce mémoire à l'empereur d'Autriche, qui refusa de les recevoir. Les Magyars, considérant cet acte comme une atteinte à l'unité de leur Etat, instituèrent un procès aux chefs du mouvement national et les

firent condamner par le tribunal hongrois de Cluj à des pénalités allant de trois mois jusqu'à cinq ans de prison.

C'est ce procès qui fit dire à M. Clemenceau que *c'était vraiment une honte pour la libre nation magyare*.

En 1906, pendant l'exposition jubilaire de Bucarest, eut lieu la plus belle et la plus imposante manifestation des Roumains de Transylvanie pour leurs frères du royaume. En effet, les délégations sans nombre, vêtues du costume national, sont venues de tous les coins de la Transylvanie. Elles ont parcouru les rues de Bucarest au chant du *Réveille-toi, Roumain*, le chant national de l'union, dû à un grand poète transylvain. Ces manifestations, aussi vives que spontanées, étaient la plus éclatante des preuves de leur volonté d'affirmer et d'augmenter encore la puissance des liens qui nous unissent.

Une autre preuve que nos frères de Transylvanie nous donnèrent de leur désir de toujours de s'unir à nous a été fournie par la réponse que les membres du Comité national de Transylvanie ont faite aux propositions des gouvernements centraux pour améliorer le sort de la Transylvanie. En effet, à la fin d'octobre 1914, arriva à Bucarest M. Beldiman, ministre de Roumanie à Berlin. Il apporta, de la part du gouvernement allemand, d'accord avec le gouvernement austro-hongrois, une proposition d'autonomie partielle touchant les écoles, l'église et l'administration pour la Transylvanie. Le gouvernement roumain l'aboucha avec quelques membres du Comité national de Transylvanie, qui se trou-

vaient alors à Bucarest, parmi lesquels le R. P. Lucaciu et M. Octavian Goga.

A ces propositions, les patriotes roumains transylvains répondirent de la façon suivante : « Nous n'acceptons pas des autonomies locales. Nous voulons l'union de tous les Roumains. Nous voulons notre Etat national roumain qui puisse combattre et briser toute tentative d'oppression de la part de nos ennemis. Voilà notre politique nationale, l'unique, la seule que nous désirons suivre dans ces moments historiques. »

Pendant la guerre mondiale, nos frères transylvains ont prouvé maintes fois leur attachement à la cause sacrée de l'union, car, obligés de lutter dans l'armée austro-hongroise, ils ont saisi toutes les occasions pour déserter la lutte, pour une cause qui n'était pas la leur, et se rendre en masse. Ce fait a été dénoncé en plein Parlement de Budapest en affirmant que plus de 150 000 Roumains se sont rendus de leur plein gré soit aux armées russes, soit aux armées roumaines. Plus tard, les prisonniers roumains de Transylvanie ont lutté sur tous les fronts à côté des armées alliées contre l'ennemi commun. On a vu des soldats roumains de Transylvanie sur le front occidental, mais surtout sur le front oriental, où, a côté des Tchéco-Slovaques, ils ont lutté en Sibérie, et plus de 12000 sont venus en Roumanie en 1917 pour combattre à côté de nos troupes.

C'est dans le courant du mois de juin que sont arrivés les premiers bataillons de Roumains de Transylvanie prisonniers en Russie. Ce fut un jour d'enthousiasme indescriptible que celui où eut lieu la solennité de la prestation du serment devant le

roi, le général Berthelot et les autorités militaires et civiles. Des discours enflammés d'un patriotisme ardent furent prononcés du piédestal de la statue du prince Couza, sur la place Unirea, à Jassy. Des officiers roumains de Transylvanie affirmèrent leur joie de voir le moment venu de pouvoir lutter pour l'union de la Transylvanie à la Roumanie. Bientôt suivirent d'autres bataillons, et la légion des Roumains de Transylvanie formait un groupe compact de 12000 combattants pour la sainte cause. C'était la preuve la plus patente de la volonté inébranlable de nos frères d'au delà des Carpathes de secouer le joug magyar et de s'unir à nous.

Cet exposé rapide et succinct des luttes séculaires de nos frères d'outre-mont pour la conservation de leur nationalité et les preuves toutes récentes de leur désir de lutter à côté de nous pour la réalisation du même rêve prouvent jusqu'à l'évidence leur tendance constante vers la liberté et l'unité nationale.

A ces luttes séculaires, les Roumains du royaume ont répondu par de nombreux faits, tendant tous vers le même but, celui de resserrer de plus en plus les liens qui nous rattachent à nos frères d'au delà des Carpathes. En effet, nous aussi, nous avons vécu toujours dans cet espoir de l'unité nationale et n'avons perdu aucune occasion d'aider nos frères dans la lutte commune. L'appel que nous avons toujours fait aux maîtres d'école de Transylvanie dans le but d'unifier notre enseignement national; la création de l'Académie roumaine à Bucarest où la Transylvanie était largement représentée et qui constituait l'unité intellectuelle, destinée à pré-

parer l'unité politique qui a toujours été le but de cette institution culturale; la ligue culturale de l'Unité roumaine avec ses ramifications dans tout le pays, remplissaient la noble mission d'entretenir le feu sacré de l'union dans le cœur des Roumains de partout. L'aide constante, matérielle et morale, donnée par le gouvernement roumain aux écoles de Transylvanie, l'appel fait aux colons de Transylvanie pour peupler la Dobroudja, sont autant de manifestations permanentes de l'intérêt que la Roumanie n'a cessé de porter à la sainte cause de l'unité nationale.

Tous ces faits bien connus par les Roumains des deux côtés des Carpathes ont eu pour résultat de préparer la conscience nationale de ceux qui n'attendaient que le moment propice pour accomplir la tâche qui leur était dévolue, c'est-à-dire la libération des frères opprimés et l'union de tous les Roumains. Aussi on comprend alors la pleine confiance que le peuple roumain des deux côtés des Carpathes avait dans la perspicacité et le patriotisme de ses dirigeants, et c'est à ceux-ci qu'incombait le devoir de saisir le moment opportun et surtout de ne point le laisser échapper.

Ce vœu va s'accomplir. Les Roumains de partout, de Bessarabie, de Transylvanie, de Bukovine et du royaume, vont être enfin unis et formeront la Roumanie Nouvelle. Aux 7 500 000 Roumains du Royaume viendront s'adjoindre près de 3000000 de la Bessarabie, 400 000 et plus de la Bukovine et plus de 4 000 000 de la Transylvanie. Je dis Transylvanie, mais je dois préciser encore une fois que, sous ce nom, je

désigne toutes les provinces roumaines de la Hongrie comprises entre les Carpathes, la Tissa et le Danube. Car dans cette contrée, qui comprend la Transylvanie proprement dite, la Temishana, la Crishana, le Maramuresh et le Banat, la population se trouve dans les proportions suivantes : 71 °/₀ de Roumains, 16 °/₀ de Hongrois, 9 °/₀ d'Allemands et 4 °/₀ divers. Si, dans certaines de ces provinces, la majorité des Roumains n'est que relative, il n'est pas moins vrai que toutes appartiennent historiquement à la vieille Dacie, colonisée par Trajan, et que les autres races sont venues par infiltration progressive mordre par-ci par-là dans le bloc autochtone, qui est incontestablement daco-roumain. Aussi je m'abstiens de prendre chacune de ces provinces à part pour prouver le bien fondé du droit des Roumains à leur libération intégrale. Confiant dans le jugement impartial de la Conférence de la Paix, je suis certain que toutes les provinces roumaines du royaume de Hongrie seront unies intégralement au reste des Roumains pour former la Roumanie Nouvelle.

La Roumanie Nouvelle ne ressemblera en rien à celle d'hier. Comprise entre la Tissa et le Danube, la mer Noire et le Dniester, elle aura une population homogène de plus de 14 000 000 d'habitants. Son existence et celle de la race roumaine seront assurées grâce à sa nouvelle conformation géographique, dont le plateau transylvain constitue la forteresse inexpugnable. En effet, en ouvrant la carte du sud-est de l'Europe, on est frappé par un fait, c'est que la nation qui possède dans cette partie de l'Europe le plateau de Transylvanie détient la cuirasse indis-

pensable qui assurera son existence contre les assauts, d'où qu'ils viennent. Ce plateau est disputé par deux nations, les Hongrois et les Roumains.

En fait les Hongrois le possède depuis mille ans de droit, les Roumains l'occupent depuis toujours, car sa possession par les Hongrois est due à la force, tandis que notre occupation est issue du droit.

Celle des deux nations qui ne possède pas la Transylvanie ne peut se défendre et est condamnée avec le temps à disparaître. C'est ainsi qu'il faut comprendre les paroles d'Andrassy, qui, dans ses écrits au début de la guerre mondiale, disait sans détour : « La Hongrie ne saurait perdre la Transylvanie, car avec elle périrait aussi la steppe hongroise que la Transylvanie défend. »

Nous lui répondons. La Transylvanie nous est nécessaire pour assurer l'existence de la vallée danubienne, car, si la Roumanie ne possède pas le bouclier transylvain, elle perdra avec le temps aussi le pays actuel.

Au point de vue politique, économique et social, la Roumanie nouvelle sera établie sur des bases tout autres que celles sur lesquelles reposait la Roumanie d'hier. En effet, l'union de tous les Roumains en un seul pays n'est pas le résultat d'une conquête, mais constitue au contraire le rassemblement de plein gré de toutes les forces vives de la nation décidées à travailler en commun à l'établissement d'un nouvel état de choses, qui formera ce pays de plus de 17 000 000 d'habitants établi suivant le modèle des démocraties occidentales.

Dans cette vaste démocratie, nos frères de Transylvanie aussi bien que ceux de la Bessarabie et de

la Bukovine auront un rôle principal à jouer, et nous donnerons notre concours pour faire disparaître à jamais toute trace des oligarchies et des privilèges qui ont constitué la base de l'état social et politique du royaume de Roumanie.

La Roumanie nouvelle renfermera aussi des noyaux de race étrangère ; mais, à l'encontre des nationalités opprimantes, elle aura pour les peuples des autres nationalités que la sienne le respect des droits sacrés pour lesquels elle a elle-même si abondamment versé son sang. Conduite par l'idée de droit, de justice et de liberté, elle respectera la langue, la religion, les traditions de chacun, et se montrera ainsi digne de la confiance que lui ont témoignée les démocraties conscientes de l'Occident.

La Roumanie nouvelle n'oubliera jamais qu'elle doit son unité nationale à trois facteurs : à la lutte séculaire des frères de Transylvanie, qui, par des sacrifices uniques, ont su garder, à travers les siècles, intacte leur conscience nationale sans laquelle tout espoir d'union eût été détruit; aux sacrifices illimités que les Roumains du royaume se sont imposés pour la réalisation de leur idéal national ; enfin à l'appui moral et effectif que les démocraties du monde ont apporté à la sainte cause de la libération des peuples.

L'union qui de tout temps a existé entre le peuple roumain et le peuple français a été cimentée une fois de plus par le sang versé en commun sur le sol roumain. La Roumanie n'oubliera jamais cette phalange de héros qui, aux moments les plus douloureux, sont venus chez nous pour organiser notre armée et combattre à nos côtés.

Comme par le passé la Roumanie nouvelle continuera à être un des phares les plus avancés de la civilisation française aux portes de l'Orient. Son développement intellectuel et social se fera suivant les principes impérissables établis par la France en 1793 : les droits de l'homme.

La Roumanie, consciente des liens qui l'unissent au berceau de sa race, à la ville éternelle, se souviendra toujours d'avoir dû, aux mêmes heures, subir les mêmes liens et s'en être affranchie par les mêmes gestes presque simultanément sous l'impulsion de la même volonté, pour parfaire son unité nationale. Ces souvenirs établis sont des liens plus forts que jamais entre les deux sœurs latines : l'Italie et la Roumanie.

Avec toutes les nationalités opprimées, la Roumanie saura toujours reconnaître ce qu'elle doit à la grande nation britannique. L'Angleterre pouvait rester simple spectatrice dans cette guerre. Elle ne l'a pas voulu. Elle n'a pas hésité à risquer son existence même pour faire honneur à sa signature, qui assurait la neutralité de la Belgique. Cet exemple du culte de l'honneur restera l'un des dogmes de l'humanité future.

Enfin la Roumanie, comme tous les peuples conscients de la gravité des moments par lesquels le monde a passé, gardera une reconnaissance éternelle à ce geste dont la beauté n'a d'égale que la grandeur, celui de la libre Amérique, qui est venue mettre à la disposition de la cause sacrée de l'Europe démocratique luttant contre l'autocratie, son or, son travail et ses fils.

Comme toutes les démocraties du monde, la nou-

velle démocratie roumaine suivra l'exemple de cette démocratie consciente, qui semblait, pour les observateurs superficiels, uniquement préoccupée d'intérêts pratiques et qui, en réalité, était une grande idéaliste qui n'a pas admis qu'une main sacrilège souillât ce qu'elle vénérait dans son culte ardent du droit et de la liberté.

La Roumanie a conscience du rôle qu'on lui assigne en assurant son union nationale, celui d'être une sentinelle vigilante aux confins orientaux de l'Europe, pour assurer la paix en opposant une barrière infranchissable aux visées d'expansion germanique vers l'Orient. Son passé doit être le garant de la façon dont elle saura remplir ce rôle, car, pendant des siècles, elle a lutté contre l'envahissement de l'Europe par les barbares du Sud. Elle saura, dans l'avenir, résister à ceux du Nord.

cette
bser-
'inté-
rande
rilège
ent du

on lui
celui
ntaux
nt une
nsion
tre le
e rôle,
e l'en-
Sud.
ord.

II

La Bessarabie, son rattachement à la Roumanie; leur rôle envers la future fédération slave-orientale,

PAR

D. HURMUZESCO,

Professeur à l'Université de Bucarest.

Rôle de l'Université. — Chez nous plus qu'ailleurs, l'Université et l'école ont eu un rôle capital dans la conservation et le développement de notre nationalité.

Placés, géographiquement, comme une île latine au milieu de la masse slave, nous étions encore, au commencement du XIX^e^ siècle, guettés par les trois empires de proie : la Turquie, la Russie et l'Autriche-Hongrie.

La Turquie nous avait enlevé la *Dobroudja*.

L'Autriche-Hongrie, qui au cours des siècles nous avait séparés de nos frères transylvains, nous enleva encore en 1779 la *Bukovine* avec Succava, l'ancienne capitale de la Moldavie et Putna, où étaient les tombeaux de nos glorieux rois.

Et la Russie nous arracha la Bessarabie en 1812.

Devant le danger qui nous menaçait sans cesse, —

et de tous les côtés, — dans cette atmosphère de veille inquiète continuelle, l'Université et les écoles, inspirées de nos grands précurseurs et grands patriotes, les professeurrs transylvains, devinrent le foyer de résistance nationale, le levier des énergies nouvelles.

Le rôle de ces écoles ne fut donc pas seulement de répendre la culture, de développer les intelligences, mais de former les caractères, de fortifier les consciences et de garder vivant et intact notre idéal national.

L'union de toute la race roumaine dans un seul Etat, dans un seul organisme, était la condition essentielle de notre existence.

Dans cette activité politique nationale, professeurs et étudiants communiaient dans le même esprit, et les dates historiques du dernier siècle attestent leur grande activité. Ainsi, à l'acte de 1859, l'union des deux principautés, les professeurs et les étudiants ont été les plus ardents apôtres de notre évangile national.

Et en 1914, quand fut déchaînée sur l'humanité la fureur des appétits sauvages, malgré les pressions externes, malgré notre situation difficile, étudiants et professeurs de l'Université de Bucarest manifestèrent les premiers leur indignation contre l'agression brutale des hordes barbares et demandèrent dès le début notre entrée en action à côté des *soldats du droit*.

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE NATIONALE DE L'UNIVERSITÉ. — Mais, pour défendre notre existence nationale pendant tout le temps et à tout moment, il fallait aussi organiser et diriger l'activité économique, car c'était

la condition même de notre indépendance nationale, et notre vie économique était menacée par l'extension et même par l'emprise allemande et austro-hongroise.

L'Université roumaine a vu le danger et s'est employée à défendre les intérêts supérieurs du pays, en cherchant à diviser la jeunesse dans une voie plus pratique par la création d'un enseignement technique supérieur.

De sorte qu'à côté des activités didactiques scientifiques elle a dû réunir les préoccupations politico-nationales et économiques.

Pour mieux suivre le sujet proposé, qui est : *la Bessarabie, son rattachement à la Roumanie et leur rôle envers les États slaves d'Orient*, nous devrions analyser tour à tour :

I. Nos rapports antérieurs avec la Russie ;

II. Quelle était la situation de la Bessarabie après son annexion par la Russie ;

III. Les circonstances qui ont favorisé et précipité son union au royaume ;

IV. Et, en étudiant ainsi le passé, connaissant le présent, que pouvons-nous espérer pour l'avenir de nos relations avec nos voisins slaves du nord-est ?

Ces questions, qui représentent une étude de grande envergure, ne pouvaient être approfondies dans les limites d'une causerie ; aussi prendrons-nous seulement les points indispensables au développement du sujet.

Politique du testament de Pierre le Grand. — Nos rapports avec le grand empire tzariste étaient empreints de méfiance, surtout pendant le dernier

siècle ; nous étions même à nous défendre contre son invasion. Cette invasion faisait partie du système politique qui suivait la tradition du fameux testament de Pierre le Grand, c'est-à-dire la *marche vers Constantinople*.

Et même, en 1812, pendant la grande tourmente de guerre qui traversait l'Europe, les deux principautés roumaines ont failli être englouties par la redoutable voracité de l'ours moscovite.

Annexion de la Bessarabie. — Mais, devant la menace de la campagne que Napoléon entreprenait contre elle, la Russie, diminuant subitement ses prétentions, se contenta d'annexer seulement la partie comprise entre le Dniester et le Pruth, c'est-à-dire presque la moitié de la Moldavie.

Cet acte fut stipulé par le traité de Bucarest, mai 1812, entre la Turquie et la Russie.

Cette partie de notre patrie nous fut ainsi violemment arrachée et attachée à l'empire russe sous la dénomination de *Bessarabie*, appellation qui désignait avant la partie méridionale seule de ce pays, et qui dérive du nom de Bassarab, prince roumain qui avait conquis cette province. Pourtant les projets de la Russie de s'annexer tout le pays roumain s'affirmaient de plus en plus, surtout devant la faiblesse grandissante de l'empire turc. Seule la rivalité autrichienne pouvait calmer un peu ces appétits.

Occupation russe. — Malgré ces épreuves et contre toutes sortes de difficultés, ainsi déchiquetés par nos voisins, guettés comme une proie, nous avons pu garder l'autonomie d'une partie du pays, sentant après chaque coup grandir en nous le désir

et l'espoir de notre revanche. Pourtant, en *1832*, le moment fut très critique; la Russie fut près d'aboutir, et nous eûmes à subir pendant quelque temps son occupation.

En 1853, l'empereur Nicolas Ier déclare la guerre à la Turquie ; les armées russes traversent les pays roumains pour arriver au Danube, mais la guerre se complique par l'intervention de la France, de l'Angleterre et de l'Italie en faveur de la Turquie.

Sébastopol. Traité de Paris (1856). — Les Russes sont battus à Sébastopol et forcés à demander la paix.

Par le traité de paix de Paris de 1856, entre autres stipulations, la partie méridionale de la province enlevée injustement à la Moldavie lui est rendue.

Je ne vous ferai pas un cours d'histoire roumaine, mais vous énumérerai simplement les faits ayant trait au sujet. Passons plus loin.

Développement. Progrès. — Nous voici arrivés en avril 1877 ; les pays roumains, la Moldavie et la Valachie se sont réunis depuis 1859 dans un seul État. Le pays est libre et autonome, absorbé par le travail d'organisation nécessaire, essayant de gagner le temps perdu.

Un grand souffle patriotique incitait et conduisait ses différentes activités. Une époque de plus grande conscience nationale et de prospérité se dessine.

Le nombre des écoles augmentait de plus en plus; l'agriculture prenait un plus large développement ; le commerce et l'industrie présentaient une activité croissante; les différentes institutions nationales se créaient et s'organisaient ; nos relations extérieures prenaient de l'importance : aussi le pays se voyait

sollicité par les différents États d'établir des traités de commerce et des conventions.

Notre indépendance de fait était complète ; la suzeraineté de la Turquie était plutôt nominative.

Il est important d'ajouter que la France, qui nous avait beaucoup aidé par son influence lors de la réalisation de notre union en 1859 et de ses conseils après, tenait une place prépondérante dans toutes les manifestations de notre vie ; son commerce tenait la première place dans nos transactions.

Guerre de 1877. — A cette époque, la Russie, prenant fait et cause pour les Serbes, qui luttaient contre les Turcs, préparait une nouvelle campagne contre l'empire ottoman. Pour pouvoir passer ses troupes par la Roumanie, elle poursuit des démarches pour obtenir l'assentiment de notre pays.

La Roumanie, libérée de la tutelle-garantie des puissances et laissée seule à décider de son sort, accède au désir de la Russie et conclut une convention par laquelle l'empire des tzars reconnaît l'intégrité territoriale de la Roumanie.

La guerre commencée, l'armée roumaine se retire tout entière du côté de l'Œlténie, pour laisser la place libre aux troupes russes.

Les Russes passent le Danube et, après les premières victoires, se trouvent tout d'un coup devant les forces importantes qu'Osman Pacha avait réunies à Plevna, qui les attaquent vigoureusement, les repoussent avec énergie et menacent de les jeter au Danube.

C'est alors que le Grand-Duc Nicolas, frère du tzar Alexandre II, intervient, priant notre prince Carol

d'arriver au plus vite et à n'importe quelle condition, car autrement, et je cite ses mots : *la cause de la chrétienté est perdue.*

L'armée roumaine passe le Danube, arrive à Plevna, où elle rétablit une situation compromise qui pouvait devenir un désastre ; elle décide la capitulation de Plevna, nettoie le côté droit du Danube des forces turques qui s'y trouvaient. Les Turcs demandent la paix.

En récompense de nos sacrifices et des services rendus, les Russes, fidèles à leur politique fourbe, demandent à nouveau la Bessarabie, et le Congrès de Berlin (1878), sous la présidence et l'influence de Bismarck, approuve et confirme cette spoliation, qu'on ne peut caractériser assez durement.

Quelle était la vie de cette province pendant ce laps de temps, au point de vue :

1° Politique ;
2° Social ;
3° Economique.

Après avoir annexé la Bessarabie en 1812, la Russie, *espérant attirer toute la Moldavie*, inaugure un régime assez doux. Elle lui laisse son autonomie, permettant ainsi à cette province d'être administrée par une assemblée nationale élue parmi les boyards et sous la présidence d'un gouverneur roumain.

Mais ce régime tolérant ne pouvait convenir longtemps au gouvernement despotique de l'empire, dont la politique tantôt doucereuse et corruptrice, tantôt implacable, travaillait pour russifier les grands propriétaires et les boyards roumains. Aussi, en 1818, cette assemblée fut remplacée par un conseil choisi dans la noblesse soumise et nommé

par le sénat de Pétrograd, suivant les recommandations du gouverneur, qui à partir de ce jour fut toujours un Russe.

Ce conseil supérieur reçut différentes modifications lui enlevant successivement jusqu'à la dernière parcelle d'autorité et d'indépendance, et il fut complètement supprimé en 1834, c'est-à-dire *au lendemain de la tentative infructueuse essayée pour annexer toute la Roumanie.*

Depuis, la Bessarabie était totalement sous l'administration d'un gouverneur, c'est-à-dire devint *goubernia* russe.

Les mesures administratives deviennent de plus en plus oppressives. La langue roumaine est remplacée par le russe dans l'église et dans l'école.

Enfin, en 1859, et probablement pour répondre à l'acte de l'union de la Moldavie et de la Valachie, la langue nationale fut complètement supprimée de toutes les écoles de Bessarabie.

Les autres réformes soi-disant libérales de l'empire appliquées aussi dans cette province n'eurent aucune influence bienfaisante sur la population roumaine.

Plus tard, la création des Zemstvos et l'introduction de la Constitution n'améliorèrent guère le sort de la population roumaine tenue à l'écart de toute participation politique.

Le voile de l'obscurantisme et du silence devenait de plus en plus épais.

Le représentant du gouvernement du *petit Père le Tzar*, c'est-à-dire le cosaque et son knout, n'apparaissait que pour terroriser la population et ramasser les contributions et les impôts qui rapportaient à la cause de l'État et à celle des grands-

ducs environ 250 millions de revenus. De cet argent, le paysan roumain ne bénéficiait guère; il ne possédait ni écoles, ni églises, ni voie de communication; car la Bessarabie ne possédait ni route carrossable, ni chaussée. Les communications se faisaient à travers champs en voiture et, pour les transports lourds, il fallait attendre que la terre fût gelée ou couverte de neige. Une seule ligne de chemin de fer à voie unique traverse le pays de l'ouest à l'est, s'inclinant vers Odessa.

La Bessarabie économique. — Et pourtant la Bessarabie aurait pu devenir très prospère, car c'est un des pays dont le sol a une très grande fertilité grâce à la couche épaisse d'humus noir qui le recouvre.

Sans enfumure ni engrais, elle produit abondamment du blé de la meilleure qualité.

A cause de son terrain accidenté identique à celui de la Moldavie, elle produit de très bons fruits et du bon vin.

Les habitants s'occupent aussi de l'élevage et de la pêche dans les lacs et sur le Dniester.

Population. — Lors de son annexion par la Russie, la population de la Bessarabie était formée par les Roumains presque exclusivement. Depuis le gouvernement russe avait employé tous les moyens de russification, avait établi et encouragé des colonisations étrangères; il avait aussi fait transporter de nombreux Roumains pour coloniser l'intérieur de la Russie.

Malgré toutes ces conditions défavorables, la population actuelle de cette province *est dans sa grande majorité moldave* (roumaine), confirme le

témoignage du ministre tzariste Casso (1913). Et, en effet, d'après la dernière statistique officielle dressée par l'administration russe, on avait le dénombrement suivant :

Population totale	2 604 800
Roumains	1 397 700
Ukrainiens	210000
Russes	85 000
Juifs	270 000
Allemands	70 000
Bulgares	65 000

Il y eut même plusieurs familles françaises qui s'y établirent en 1818 et fondèrent les villages Fère-Champenoise, Paris, etc.

Les colonies de Bulgares et d'Allemands ont été appelées par le gouvernement russe à plusieurs époques, depuis l'annexion jusqu'à nos jours, car il travaillait de toutes ses forces à coloniser notre province par des étrangers et à transplanter les populations roumaines de l'autre côté du Dniester jusqu'en Sibérie. Aussi existe-t-il plus d'un million et demi de Roumains dans le reste de la Russie, disséminés par groupes compacts.

Pourtant, malgré une occupation de plus de cent six ans et contre tous les moyens employés pour la russification, le caractère de la race roumaine s'est conservé tel qu'il était au moment de l'annexion dans toute la population rurale, car c'est elle qui garde le caractère ethnique et les traditions d'un pays.

L'école russe et l'église russe n'ont pu modifier ni la langue ni les traditions ; elles n'ont fait qu'isoler la Bessarabie et l'empêcher de marcher dans la voie du progrès au même niveau que le reste de notre peuple.

Dans les villes, l'influence s'est traduite par un changement plus important; l'aspect de la vie roumaine avait été voilé par l'afflux des fonctionnaires russes, par l'invasion des étrangers et des juifs qui avaient en mains tout le commerce du pays.

L'ÉCOLE. — Nous avons déjà fait remarquer comment, et pour quelles raisons, l'empire tzariste tenait à se montrer plus libéral avec notre chère province, immédiatement après l'avoir annexée. C'est dans un but politique que le gouvernement aussi lui permit l'enseignement dans la langue maternelle et, sous l'influence du métropolite Gavril, autorisa même l'impression de livres didactiques et religieux.

Dans les écoles secondaires qu'on créait en 1833, on tolérait à peine l'enseignement de la langue roumaine, et on le supprima après 1859.

Après cette époque, on ne tolérait plus aucune école roumaine et aucun enseignement en roumain, tandis que l'on permettait la création *des écoles allemandes dans les villages allemands et des écoles bulgares pour ces derniers habitants.*

Cette persécution va encore plus loin : elle interdit d'une manière absolue tout livre roumain ; et, dans les bibliothèques de Bessarabie, on ne peut en trouver trace.

Et, pour empêcher leur introduction de la Roumanie, les agents des points frontières confisquaient tout livre, tout imprimé, aux voyageurs qui avaient le malheur de vouloir passer dans l'empire du tzar. Ceci créait une barrière difficile à franchir, et nos relations en devenaient pénibles.

Pour nous faire une idée de l'obscurantisme dans

lequel l'empire russe tenait cette province, il suffit de dire que le nombre des écoles secondaires dans toute la Bessarabie était seulement de 13. Combien insuffisant lorsqu'on le compare au nombre des écoles de ce degré que nous avions en Moldavie, où, pour une population presque égale, nous en possédons plus de 100.

Comme école supérieure, la Bessarabie n'en possédait aucune.

Le gouvernement tzariste, fidèle à ses principes, ne désirait pas répandre les bienfaits de la culture intellectuelle parmi les Roumains de Bessarabie. Et même la faible lumière permise perçait difficilement le voile qui enveloppait cette malheureuse population.

Les quelques écoles existantes étaient organisées dans le but exclusif de la russification et n'avaient agi que sur la population des villes. Les écoles primaires rurales, — une pour quatre communes, et encore, — n'attiraient que peu d'élèves ; l'enseignement y était peu intéressant et dans une langue que les enfants ne parlaient pas et comprenaient mal. Aussi les parents préféraient-ils garder auprès d'eux leurs enfants pour les aider aux travaux domestiques et agricoles.

L'ÉGLISE. — Si, par l'école, le gouvernement ne put obtenir la russification voulue, il pouvait espérer un meilleur résultat du *pape*, car le paysan roumain est très pratiquant et a une grande confiance dans les prêtres de son église. Mais là encore, en remplaçant les prêtres roumains par les prêtres russes, qui officiaient dans une langue que le paysan ne comprenait pas, le gouvernement ne fut pas adroit.

Aucun lien véritable ne put se former entre le prêtre et ses paroissiens, et toute leur pratique religieuse se réduisit peu à peu à des pratiques de superstitions.

Nos relations avant cette guerre. — Voilà l'état dans lequel était fondée cette province qui nous avait été arrachée. Nos relations avec l'empire voisin ne pouvaient donc être ni très amicales, ni très confiantes.

Sa politique nous manifestait une hostilité évidente et d'autant plus certaine qu'elle comptait faire de la Bulgarie, qu'on venait d'appeler à la vie, un prolongement de l'empire russe dans les Balkans.

Ne pouvant réussir à réaliser ce désir, elle prit les précautions nécessaires contre nous en signant avec ce pays, en 1913, une convention militaire.

Grâce à cette politique hostile de la Russie, nous étions méconnus à Paris et desservis jusque dans les derniers temps auprès de la France par sa grande alliée, qui protégeait la Bulgarie.

Ce ne fut qu'en 1913, lorsque la diplomatie de l'Entente se fut rendu compte de la duplicité bulgare, quand elle entrevit ses visées impérialistes, qui allaient de connivence avec la politique austro-hongroise, que la Russie se montra tout à coup plus amicale à notre égard, et le tzar vint même, accompagné de toute sa famille, nous rendre visite à Constanza. On sentait dans l'air que des événements graves étaient proches.

La Russie se rendit alors bien compte que, par nos sentiments et même par nos intérêts les plus urgents, nous serions à côté de l'Entente dans un conflit possible avec les puissances centrales.

On sait que, pendant la guerre de 1913, la Russie s'était encore laissé toucher par les supplications pressantes de la Bulgarie.

Aussitôt que l'armée roumaine était entrée en jeu, le tzar Ferdinand envoyait les télégrammes les plus plats au tzar de Russie et au roi Carol de Roumanie, demandant que la honte d'une capitulation lui fût épargnée.

La politique russe, croyant à la sincérité de ces démarches et de ces protestations, était prête de nouveau à lui donner toute sa protection.

Telle était la situation après la paix de Bucarest, 1913. La Russie s'était rapprochée un peu de nous ; mais sa préférence allait toujours à la Bulgarie, prête à lui pardonner ses trahisons antérieures, tandis que *nous*, nous étions toujours l'obstacle de son ambition vers Constantinople.

La guerre actuelle. — C'est dans ces conditions que nous trouve la grande guerre, et à nouveau la Bulgarie trahit la confiance de la Russie.

Abandonnés à nous-mêmes, ayant à défendre un front de 1 300 kilomètres, l'aide de nos alliés russes nous manquant, nous fûmes contraints à une retraite pénible. — Je ne ferai pas ici l'historique de notre campagne, elle vous est assez connue avec toutes les tristesses, les défections et les trahisons de nos voisins alliés. L'hiver 1916-1917, nous l'avons passé dans la plus grande détresse, décimés aussi par les épidémies, menacés de famine grâce surtout aux armées russes qui occupaient notre territoire Mais, en *mars 1917*, éclata la révolution russe ; en juillet, arriva la débâcle de Tarnopol, suivie de celle de Riga. En novembre, les Bolcheviks s'emparaient du pouvoir.

Le document Polivanow. — Les Bolcheviks, dans la publication de certains actes de la diplomatie secrète, ont publié aussi un document signé par le général Polivanow, qui nous fait voir quel était le sentiment de la Chancellerie russe à notre égard, même alors que nous avions payé par de si grands sacrifices notre entrée en guerre et que nous étions à leur côtés.

C'est le même sentiment des panrusses, pour lesquels nous étions toujours un obstacle pour la réalisation de leur projet de marche vers Constantinople.

Voici donc l'historique de nos relations avec l'Empire russe, jusqu'au moment de la Révolution russe, qui détermina la libération de la Bessarabie, son rattachement à la Roumanie.

1° D'abord une première étape, commençant (1er mars 1917) par la proclamation de la Révolution russe, jusqu'à la proclamation de l'autonomie de la Bessarabie, 3 novembre 1917 ;

2° Depuis cette époque, jusqu'à la proclamation de son union complète à la Roumanie, 9 avril 1918.

Pendant la première période et surtout depuis que le gouvernement de Kerensky avait proclamé le droit des nationalités, la Bessarabie a suivi l'exemple de l'Ukraine.

Un officier bessarabien, que j'ai rencontré pendant mon voyage en Russie en août 1917, pendant le long trajet de Jassy à Kiew, et avec lequel j'ai longuement causé sur nos aspirations communes et nos projets, me disait textuellement. « Nous, les Bessarabiens, nous suivons l'exemple de l'Ukraine, sans nous confondre avec elle, mais nous tâcherons

de profiter de tous les droits et de toutes les libertés qu'elle obtiendra. » Ce qui est arrivé, du reste.

Les principes de la Révolution russe du mois de mars 1917 secouèrent la conscience du peuple roumain de Bessarabie.

Les patriotes de ce pays appelèrent à la vie nationale le peuple roumain. La propagande en langue roumaine traversa tout le pays, comme un souffle de liberté.

Nos cœurs ont tressailli d'une joie profonde et d'espoir lorsque la nouvelle nous parvint que les soldats de Bessarabie avaient défilé à Odessa, à Kiew, à Kishinau, sous les plis du drapeau roumain et en affirmant ainsi l'autonomie de la Bessarabie.

Le principe de l'autonomie nationale, en séparant les différents peuples, allait nous rendre nos frères arrachés, enlevés à nous depuis plus d'un siècle.

En effet, lorsque l'Ukraine se déclara autonome et se sépara du gouvernement russe, la Bessarabie se trouva complètement isolée de la Russie. Et comme le gouvernement de Pétrograd était submergé par les soucis et les luttes politiques, la Bessarabie fut abandonnée à elle-même. Elle dut donc s'occuper elle-même de son sort.

Le 3 novembre 1917, à Kishinău, l'autonomie de la Bessarabie fut votée à l'unanimité par l'assemblée des soldats roumains de Russie. Le résultat a été proclamé sous les plis du drapeau roumain et au milieu du plus grand enthousiasme et des chants patriotiques.

On décida l'élection d'une assemblée nationale, qui se réunit à Kishinau, le 21 novembre 1917, pour la première fois, une centaine de membres, choisis-

sant comme président M. Niculetz, professeur extraordinaire à l'Université de Pétrograd.

Une fois la représentation nationale résolue, on se proposa d'organiser l'armée, en réunissant tous les soldats bessarabiens en corps indépendants de l'armée russe.

On choisit un commandement national, un uniforme différent de celui des armées russes, avec la cocarde et les drapeaux roumains, ce qui était une indication suffisante.

Pour décider de ces questions militaires, 500 délégués, représentant plus de 200 000 soldats bessarabiens, disséminés sur les différents fronts, se réunirent à Kishinau.

Aussitôt que l'organisation politique et militaire fut décidée, on s'empressa de donner plus de lumière à la population en créant d'abord des écoles normales pour former les maîtres d'écoles et ensuite une université populaire avec le concours des transylvaniens prisonniers de guerre en Russie. Ainsi donc, restant dans la tradition, c'est encore par l'enseignement patriotique des professeurs venus de Transylvanie que la conscience nationale des Moldaves de Bessarabie se réveille et se fortifie ; comme il y a près d'un siècle, les leçons de Q. Lazar Barnuz et d'autres appelèrent la Moldavie et la Valachie à la vie nationale. On y voit encore une fois la manifestation de la solidarité de toute la race roumaine.

Les écoles furent créées ; partout on demandait des maîtres ; on voulait entendre parler et enseigner le roumain, l'histoire, la littérature et les chansons roumaines si longtemps prohibées.

Mais l'autonomie ne suffisait plus aux Bessarabiens ; ils désiraient ardemment l'union complète avec la Roumanie ; le gouvernement roumain ne trouvait pas encore opportun de les encourager dans son désir de ne pas troubler les rapports et susciter pour le moment de nouvelles complications. Ainsi, le 9 juin 1919, lors de la réception des premiers contingents de volontaires transylvains à Jassy, on a eu toutes les peines pour empêcher que les officiers et soldats bessarabiens ne fassent aussi des déclarations unionistes, à côté des officiers et des soldats transylvains.

Le gouvernement révolutionnaire russe ne sachant prendre aucune mesure salutaire, l'armée russe marcha à pas précipités vers la désorganisation complète. Suppression de toute discipline et l'anarchie la remplaçant.

La crise éclata brusquement, produisant la défaite de Tarnopol en juin 1917, et ne fit qu'augmenter jusqu'à celle de Riga, en septembre, après quoi on peut dire que l'armée russe *cessa* d'exister comme force militaire.

Le gouvernement bolchevik finit par dissoudre et anéantir ce qui en restait encore.

Les soldats quittèrent les lignes du front et, pour se procurer l'argent, vendirent armes et chevaux, armes et canons, se répandirent dans les pays de l'arrière en pillant et en détruisant.

Pour notre pays, ces bandes de bolcheviks et d'anarchistes furent un grand danger, et il fallut remplir les vides qui se creusaient sans cesse dans les lignes par leurs défections, organiser la défense du front qu'ils abandonnaient et aussi faire la police à

l'intérieur contre les déserteurs devenus des bandes de pillards.

Le général russe Tcherbatchew, commandant de ces forces en Roumanie, demanda l'aide des troupes roumaines pour garder les dépôts de provisions et de munitions formés en Bessarabie pour le front roumain et chercha, avec l'aide des régiments bessarabiens, à maintenir une partie des lignes, l'autre tombant à la charge de notre armée.

Notre gouvernement avait aussi à défendre contre l'exode des pillards tout le matériel de guerre et provisions déposés en Bessarabie, en partie évacués de Roumanie pendant la retraite, en partie reçus de France.

Pour bien montrer les intentions pacifiques du gouvernement roumain, d'accord avec la mission militaire des Alliés, les contingents qui passèrent en Bessarabie pour défendre ces dépôts furent commandés et conduits par des officiers français.

Au milieu de l'anarchisme débordant, et malgré la propagande la plus effrénée, la population roumaine de Moldavie et celle de Bessarabie restèrent inaccessibles à ces manifestations ; leur robuste santé morale et leur confiance les gardèrent intactes de la contamination bolchevik.

En présence de cette folie barbare et de son danger, les populations roumaines de ces deux provinces sœurs sentirent plus étroites la solidarité et leur union.

L'acte de l'union de la Bessarabie. — Depuis sa séparation de la Russie, l'attachement et l'union étaient virtuellement accomplis ; les cœurs battaient

ensemble et les âmes communiaient déjà dans une même pensée : il ne manquait que la formalité extérieure pour traduire ce désir en fait accompli. L'anarchie bolchevik le précipita, et le 9 avril 1918 cet acte historique a été accompli par l'assemblée nationale de Besserabie par 86 voix contre 3, au milieu du plus grand enthousiasme.

Le 12 avril, le président de l'assemblée nationale, M. Niculetz, et son vice-président, M. Halipa, sont venus à Jassy pour présenter les résultats.

On fêta la rentrée à nouveau dans la famille roumaine de cette province arrachée à nous pendant plus d'un siècle par un imposant service religieux à la cathédrale, et, au milieu du plus grand enthousiasme, tous les dignitaires et délégués, la famille et le peuple ont dansé la traditionnelle farandole de l'union, au même endroit où, il y a cinquante-neuf ans, on avait fêté la première union et où, ou mois de juin 1917, on fêtait, avec les volontaires transylvains, l'union tant désirée de la Transylvanie. Le sort a donc décidé de donner à la ville de Jassy la gloire et l'émotion de voir cimenter en ses murs toutes les unions de notre peuple ; cette ville si poétique restera pour nous à jamais le symbole de la réalisation de notre idéal.

On sait par quelles brutalités le gouvernement bolchevik chercha à se venger de ces manifestations légitimes du droit et de la liberté.

Contre toute justice, contre le droit des gens admis et pratiqué depuis des siècles, ce gouvernement de sinistres sectaires mit en prison les membres de notre légation de Pétrograd, arrêta nos compatriotes qui se trouvaient en Russie et les

soumit à des régimes des geôles et à toutes espèces de privations et de misères et massacra quelques-uns de nos jeunes officiers.

Nos rapports d'avenir avec les États de la Russie. — Pour l'avenir, il est certain que nul ne peut faire que des hypothèses ou des desiderata, — car l'avenir « n'est à personne », — mais les prédictions que nous pouvons faire sont les déductions logiques des vérités du présent. Les sacrifices énormes consentis par les nations conscientes ont été menés *jusqu'au bout malgré le prix* pour assurer à l'humanité future une ère de paix, de justice et de concorde. En rendant à chaque peuple ses frontières naturelles ethniques, en supprimant ainsi toute revendication justifiée, en rompant toutes les chaînes, les peuples de l'Entente ont assuré pour un long temps du moins la paix du monde. Le temps des politiques secrètes d'ambitions criminelles de certaines castes ou même d'individus a pris fin. La Société des Nations représentera la justice immuable. Ainsi donc, pour parler de nous, la Roumanie formant une unité ethnique de plus de 16 000 000 d'habitants, ayant réuni enfin autour d'elle la totalité presque de ses fils épars, la Roumanie consciente de son avenir n'aura qu'un but, qu'un désir, travailler pour le bien comme utiliser les richesses dont la nature l'a généreusement dotée et établir les rapports pacifiques avec ses voisins, en tenant allumé constamment dans ce coin d'Europe le flambeau du génie latin. Car de tous les temps l'élément latin fut un élément civilisateur. Et les Roumains ont gardé sur ce coin de terre la tradition de la race, où même pendant les années de tourmente nationale nos

intellectuels furent porter la culture latine jusqu'à Kiew et Pétrograd.

Je ne pourrais d'ailleurs mieux illustrer mes idées qu'en citant les paroles écrites en 1840 par un Français qui avait habité la Roumanie pendant huit ans et qui, connaissant à fond notre pays et ses habitants, avait appris à l'aimer et à l'apprécier, et je le cite surtout parce qu'il parle de nos rapports intellectuels avec la Russie :

A ce peuple de si haute origine, qui aux différentes phases de sa vie s'est montré si constamment brave, avant-garde de la chrétienté, sans lequel la Hongrie et la Pologne n'en seraient peut-être pas quittes pour être déchues du rang des nations, mais se verraient aujourd'hui sinon mulsumanes, du moins liées comme lui à la Porte ; à ce peuple qui, chaque fois qu'il a pu prendre haleine, a témoigné de sa soif des progrès de l'intelligence, qui, au commencement du XVe siècle, avait déjà des écoles de droit à Suczava et à Hotin, une académie à Cotnar dans le milieu du XVIe siècle ; qui en 1673 entretenait dans tous ses chefs-lieux des écoles, foyers des sciences, d'où, malgré les guerres incessantes, sont cependant sortis quelques hommes distingués : Simion Movila, fondateur à Kiew de la première académie ecclésiastique de Russie ; Nicolas Cormel, ambassadeur en Chine ; Paul Bermdes, auteur du premier dictionnaire slavon-russe ; J. Milesco, précepteur de Pierre le Grand ; Cantemir, connu par ses ouvrages et président de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg ; à ce peuple qui, dans la guerre comme dans la paix, s'est toujours montré ce qu'il pouvait être ; chez qui, à l'époque la plus

fatale de son histoire, les Grecs eux-mêmes vinrent étudier leur langue et puiser les principes d'indépendance qui leur ont rendu une patrie, etc...

Il continue ainsi, plaidant ardemment la cause de notre pays.

— Mais ceci, c'est le passé, c'est le temps de tourmente et de grande épreuve. Depuis que Vaillant écrivit ce chaud appel, notre pays, resté libre, a pris un grand développement. Nos universités attiraient la jeunesse des pays voisins et, conscients de notre force présente et de notre rôle à remplir, nous devrons à l'avenir de plus en plus servir de centre de radiation pour la civilisation occidentale. Notre situation géographique, qui, au cours des siècles, nous a tenus en but à toutes les invasions, servira, dans une ère de paix, aux peuples de l'Occident pour en faire une base de leur œuvre pacificatrice et de civilisation vers l'Orient. D'ailleurs, parler de ces choses en ce moment devient vain. Nous vivons l'histoire, et en ce moment même, à Jassy, capitale de la Moldavie, les missions de l'Entente et les représentants différents des démocraties russes s'y rencontrent pour établir les bases de leur union fédérative, qui ramènera enfin, espérons-le, à une vie normale civilisée leur pays bouleversé par l'anarchie. Pour le bien de l'Europe et dans notre intérêt à nous, nous faisons les vœux les plus sincères pour la complète réussite du congrès qui se tient à Jassy. Et Jassy, la ville de nos unions nationales, aura servi une fois de plus à faire disparaître les entraves qui séparaient les frères de même race et à cimenter leur union et les rapports pacifiques et amicaux parmi les peuples voisins.

III

Les droits de la Roumanie sur la Bukovine. Rapports de la Bukovine avec la Pologne et l'Ukraine,

PAR

V. DIMITRIU,

Professeur à l'Université de Jassy.

Il n'est pas au monde un pays où l'indulgence envers les étrangers puisse être comparée à celle de la France. Y a-t-il dans l'univers une nation qui sache habiller cette indulgence d'une manière si délicate, si élégante, si exquise, qu'on finit par oublier ses propres imperfections ? N'est-elle pas légendaire la politesse française ? Voilà pour la première source de mon courage inexplicable !

Quant à la seconde source, elle jaillit du malheur de mon infortunée patrie. Les proscrits volontaires de la Roumanie, reçus, comme des frères, sur le sol béni de la sœur aînée, ont contracté un devoir sacré : celui de faire connaître à la France immortelle sa sœur cadette du Danube. Oh ! elle la plaindra certes, mais elle n'en rougira point. Fille abandonnée d'une noble race, de la plus noble race, de celle dont le poète a dit qu'elle porte sur son front une

étoile divine, la Roumanie n'a jamais failli à son origine. Malgré les flots impétueux, qui souvent se sont répandus sur son corps meurtri, malgré les ouragans terribles qui l'ont plongée dans le malheur, l'âme latine de la Roumanie, soutenue par la vaillance héritée de ses deux ancêtres, a fièrement parcouru la route des siècles. Elle a été toujours, dans le passé, la digue contre les barbares ; elle devra être et sera à l'avenir le phare qui portera la lumière civilisatrice de l'Occident vers le clair-obscur des régions de l'Orient. Travailler pour que cette noble mission soit bien comprise ; travailler pour que le monde politique connaisse les vraies frontières de la nation roumaine ; travailler pour que le monde économique connaisse les richesses inconnues du sol roumain ; travailler enfin pour faire ressortir la foi que la Roumanie doit inspirer au monde entier, voilà notre tâche ; voilà notre devoir commandé, et voilà aussi la seconde source où j'ai puisé mon courage inexplicable.

M'appuyant sur ces considérations, j'aborde mon sujet, qui porte sur une province roumaine opprimée, dont la superficie dépasse 10 000 kilomètres carrés et dont la population dépasse 800 000 âmes. Mon sujet porte sur la Bukovine.

Bukovine ! Beau jardin fleuri, qui couronne le nord de la Moldavie, comme un diadème ceint le front d'une souveraine. Terre sainte pour les Roumains ! et par les souvenirs historiques qu'elle évoque et par les dépôts sacrés qu'elle conserve ! Cher Panthéon ! Repos éternel des premiers princes moldaves, parmi lesquels n'oublions jamais le sublime héros Étienne le Grand, l'Athlète du Christ.

Bukovine! D'où vient-il ce nom inconnu, jusqu'au moment où cette fille chérie de la Moldavie fut arrachée du sein de sa mère? Ni dans son passé jusqu'à la formation de la Moldavie, ni pendant qu'elle était le cœur de cette principauté ; ni après, quand Souczava cessa d'être la capitale et Jassy prit sa place, ce nom de Bukovine ne fut jamais prononcé. C'est en vain que nous chercherons dans notre histoire nationale ce baptême, car il ne fut célébré qu'après le rapt infâme, dont cette province fut la victime. Rapt infâme dont mon collègue Gavanescou, professeur à l'Université de Jassy, disait dans le journal *la Roumanie* du 29 août 1918 :

« Lorsque, plus tard, les générations futures,
« après la victoire de l'esprit nouveau de
« liberté et d'égalité des peuples, liront l'histoire
« du monde, elles ne sauront comprendre comment
« l'humanité a pu tolérer si longtemps l'odieux
« spectacle des grandes nations dépeçant les petites
« tombées en proie aux assassins avides, tel que ce
« fut le cas des nations roumaine et polonaise. »

Donc ce n'est qu'après ce rapt que le nom de Bukovine apparaît dans l'histoire ! Et si vous voulez connaître son origine, il faut la chercher parmi les inventions de l'Autriche. En effet, elle voulait à tout prix rompre définitivement le lien qui unissait cette partie du nord de la Moldavie au reste de la principauté moldave. Or elle ne pouvait pas la nommer « Moldavie autrichienne », car c'eût été affermir justement son lien ; et, pour la même raison, elle ne pouvait adopter un nom dérivé des districts de Suczava, de Czernovitz ou de Campouloung, qui constituaient la province ravie. Alors elle se rappela

que ces districts étaient couverts d'immenses forêts, très riches en hêtres, d'où leur venait aussi la dénomination de *Sylvæ faginariæ* (les forêts des hêtres). L'Autriche s'inspira du nom des arbres qui peuplaient ces forêts. Elle n'accepta pas naturellement un nom dérivé du latin *fagus*, pour ne pas faire ressortir l'origine latine du pays; mais comme hommage à la nouvelle province slave, qui lui fut attribuée dans le partage de la Pologne comme hommage à la Galicie, elle prit le nom *Buko*, qui en slave traduit le mot « hêtre », et forma le nom de « Bukovine », c'est-à-dire le pays des hêtres. Voilà pourquoi, depuis un siècle et demi, le nord de la Moldavie fut connu sous le nom de Bukovine. Mais, si l'Autriche à pu changer le nom, elle n'a jamais réussi à changer l'âme, qui resta toujours fidèle à la mère latine. Malgré toutes les mesures prises, malgré tout le favoritisme énervant et révoltant des Ruthènes, malgré toutes les statistiques fantaisistes ordonnées par le gouvernement autrichien, l'âme de la Bukovine resta toujours moldave, resta toujours roumaine; et, s'il faut justifier cette affirmation par un témoignage, invoquons celui de M. Albert Thomas, qui, passant pour la première fois la frontière de la Bukovine, s'écria : « Mais nous sommes en Roumanie déjà ! » tant les costumes, le langage et la manière d'être l'avaient surpris. Et alors ! Tous ces efforts séculaires de la Bukovine pour conserver intactes les traditions anciennes, les mœurs moldaves, la vie et la langue roumaines, doivent assurer sa réunion à la mère patrie. La victoire du droit prétend la punition du crime commis par l'Autriche; la victoire de la liberté demande le bris

des chaînes qui asservirent la Bukovine; la victoire de la justice réclame la réparation du tort causé à la Roumanie.

Du reste, un aperçu historique prouvera les droits des Roumains, la mauvaise foi de l'Autriche et les prétentions injustes des Ruthènes (Ukrainiens) et des Polonais. Mais ne descendons pas trop dans la nuit sombre de l'antiquité, et reportons-nous seulement au moment où la gloire de Trajan eut raison de la vaillance de Décébale, au moment où l'empire des Daces fut soumis à la domination romaine. C'était au commencement du IIe siècle; la Dacie était limitée à l'est par le Dniester, au sud par la mer Noire et par le Danube, à l'ouest par la Tissa (Theïss) et au nord par la chaîne des Carpathes et la partie supérieure du Dniester. Elle comprenait donc la Bessarabie, la Bukovine, la Moldavie, la Valachie, l'Œlténie, la Transylvanie, le Banat de Temishana, le Banat de Crishana et le Maramuresh.

L'empereur Trajan, pour pouvoir se garantir contre les incursions réitérées des barbares, partagea la Dacie en deux parties séparées par les Carpathes, suivant leur contour jusqu'au point où l'Aluta, l'Oltl d'aujourd'hui, pénètre en Valachie, et de là suivant le cours de cette rivière jusqu'à son embouchure au Danube, la partie occidentale fut transformée en vraie province romaine, qu'il nomma *Dacia Trajana*, la Dacie Trajane; l'autre partie, comprenant toute la plaine orientale et au sud des montagnes, était seulement soumise à la domination romaine.

Durant la vie du conquérant de la Dacie, les peuples voisins respectèrent la nouvelle frontière

romaine ; mais, dès sa mort, les Sarmathes, les premiers, envahirent le territoire conquis. L'empereur Adrien, pour mieux défendre son empire, s'appliqua à faire des fortifications ; dans ce but, il creusa, près des bouches du Danube, le fossé destiné à protéger la *Scytia Minor*, la Dobroudja actuelle, qui fut réunie à la couronne de la Valachie sous le règne de Mirtschea le Grand. Le fossé partait des Carpathes, passait près de la ville de Tecoutschi, traversait le Sereth à Ploschcouseni et le Pruth à Vadoul-loui-Isac, pour aboutir aux environs d'Akerman ou *Tschetatea Alba*, sur la mer Noire.

Au IIIe siècle, un peuple de race teutonne, les Goths, descendant du nord de l'Europe, se fixa sur le littoral de la mer Noire, d'où il faisait des incursions dans l'empire romain et par terre et par mer. Ceux-ci pénétrèrent même dans la *Dacia Trajana*, par la Tour Rouge, mais ils furent repoussés par l'empereur Gordien. Depuis ils renouvelèrent leurs invasions. Aurélien, pour mieux se défendre, se vit forcé de faire appel à toutes les légions romaines qui se trouvaient dans la Dacie Trajane ; vers l'an 270, il abandonna même cette province et fonda en Mésie la *Dacia Aureliana*.

Au IVe siècle, les Huns apparurent en Europe. Ces barbares, les plus barbares parmi les barbares, mirent en fuite les Goths. Ceux-ci passèrent d'abord en Moldavie, puis en Valachie, d'où ils pénétrèrent en Mésie. Dans les montagnes de Bouzéou, en Valachie, ils perdirent leur trésor en or massif, qui fut trouvé, longtemps après, par le peuple roumain. Ce trésor fut conservé, tel quel, dans le musée de Bucarest sous le nom populaire de « la Poule aux

poussins d'or » (*Closca eu pui de aur*). Les Huns pénétrèrent aussi dans la *Dacia Trajana* ; mais ils ne suivirent pas la même route que les Goths. Ils y arrivèrent par le nord des Carpathes en descendant en Panonie, et de là, par les vallées des affluents de Tissa, ils pénétrèrent dans le centre des Carpathes.

Poussés du côté de l'est par les Goths et de l'ouest par les Huns, les Daco-Romains se retirèrent dans les montagnes, où ils trouvèrent un abri sûr, qui les défendit contre les atrocités barbares. Plus tard, chaque fois qu'ils se virent menacés par de telles hordes, ils s'abritèrent dans les crêtes carpathines, où les flots envahisseurs n'osaient les attaquer. Ce fait explique pourquoi presque tous les sommets des Carpathes portent des noms romains ou roumains, qui se sont très bien conservés à travers les siècles écoulés ; tandis que, dans les plaines on trouve très rarement des noms romains de villes qui soient parvenus jusqu'à nos jours. Dans les plaines, les anciennes villes daces ou romaines furent pillées, dévastées et démolies par ces brutes humaines, tandis qu'aux crêtes montagnardes furent épargnées leurs indésirables visites.

Après la retraite des Daco-Romains dans les montagnes, après la fuite des Goths dans la Mésie et après la marche triomphale des Huns vers l'Occident, le territoire de la Dacie fut inondé par des peuples slaves, qui se trouvaient au nord du Dniester. Ces peuples, attaqués et massacrés par les Huns, se dispersèrent : les uns se dirigèrent dans la direction nord-est vers Kiew, où, plus tard, ils fondèrent la principauté de Halic, ou la Galicie ; les autres pas-

sèrent le Pruth et descendirent dans les plaines carpathines : ceux qui pénétrèrent dans les plaines orientales constituèrent la « Slavinia ».

Vers le VI^e^ siècle, les Slavins, écrasés par une nouvelle avalanche de barbares, par les terribles *Avares*, prirent la fuite ; les uns, les plus nombreux, passèrent le Danube et se réfugièrent dans la Dacia Aureliana ; les autres se cachèrent dans les Carpathes. Ainsi ces Slaves vinrent en contact avec les Daco-Romains, qui se trouvaient déjà et en Mésie, dans les Balkans, et en Dacie dans les Carpathes. Les deux peuples étaient des malheureux, qui se sont enfuis devant la sauvagerie barbare. Le malheur adoucit les cœurs et unit les infortunés. Cette union établit une vie commune entre eux. La vie commune détermina leur fraternisation. Cette fraternité prépara le triomphe ethnique du slavisme dans les Balkans et du romanisme dans les Carpathes. Tous les Slaves qui se réfugièrent dans les Carpathes s'assimilèrent aux Daco-Romains. De cette assimilation pacifique et lente de la blonde race des Slaves aux rameaux glorieux des Romains, greffés sur le tronc vigoureux des Daces, naquit un nouveau peuple ; ce nouveau peuple sortira dans quelques siècles de la citadelle des Carpathes, arrachera des mains impies la riche plaine moldave ; et, sous la mâle vigueur d'un héros, surgira une nouvelle nation armée de pied en cap comme Minerve de la tête de Jupiter (Xenopol, I). Mais n'empiétons pas sur l'ordre chronologique.

Les Bulgares étaient arrivés en Europe avant les Avares, et ils s'étaient fixés au sud de la Bessarabie ; mais bientôt ils furent suivis par les barbares, qui

les assujettirent. Mais, vers 678, les Bulgares se révoltèrent et, sous leur chef Cubrat, s'affranchirent du joug des Avares, passèrent en Moldavie, puis en Valachie et même dans la Dacie Trajane et occupèrent ainsi toute la Dacie. Sous Asparuch, le fils de Cubrat, ils traversèrent le Danube et pénétrèrent en Mésie. Dans cette province, les Bulgares vinrent en contact avec les Slaves ; ils fraternisèrent avec eux, perdirent leur origine mongole et devinrent Slaves.

Pendant deux grands siècles, la population des Carpathes vécut dans une paix relative. Les habitants des montagnes commencèrent à descendre dans les plaines ; les Roumains commencèrent à s'organiser ; ils constituèrent des rudiments d'Etats. Ces Etats rudimentaires portaient le nom de « knéziats » ; quelquefois, pour mieux se défendre, plusieurs knéziats s'unissaient entre eux ; ils formaient ainsi un « woëvodat », organisation politique, dont le chef portait le nom de « woëvode ». Ce nom est d'origine bulgare, et il est composé du mot « woï », qui veut dire « guerre », et du mot « voda », qui signifie « chef » ; donc un woëvode est un chef de guerre.

Au IXe siècle, la vie pacifique est troublée par l'apparition en Europe des Hongrois.

Vers la fin du siècle, ils se fixèrent entre Dnieper et Sereth, d'où ils déclenchèrent leurs invasions. Pendant une incursion, les Bulgares et les Petschénègues, qui venaient de l'Asie, attaquèrent la population hongroise qui n'avait pas pris part à l'expédition, et ils la massacrèrent ; ceux qui purent se sauver s'enfuirent dans les montagnes des Carpathes ; selon une opinion, qui paraît très justifiée, de cette émigration date l'origine des Tzeklers, les

seuls Hongrois qui ont habité les montagnes et qui forment même aujourd'hui une masse assez compacte au milieu des Transylvains du côté sud-est de la Transylvanie. Quand la bande revint de l'expédition et trouva le pays ruiné, pillé et dévasté, elle quitta définitivement la localité et prit la direction de l'Occident par la même route que ses ancêtres les Huns. Ils se fixèrent en Panonie, qu'ils occupèrent, en menaçant les Roumains de la Dacie Trajane. Ceux-ci étaient organisés en quatre woëvodats : Menoumorouth dans le Banat de Temishana ; Glad dans le Banat de Crishana ; Gelu dans le nord de la Transylvanie avec le Maramuresh et Kean dans le sud de la Transylvanie. Ils ne se retirèrent plus dans les montagnes, mais ils furent soumis à la domination hongroise ; cependant leurs woëvodats continuèrent à exister, ce qui explique l'autonomie apparente de la Transylvanie, dont elle jouit jusque dans les temps modernes.

Avec les Hongrois se termine la liste des longues invasions pénétrantes dans le centre de la Dacie. L'histoire roumaine sort du centre des montagnes, qui furent le berceau de sa nationalité ; elle se transporte au delà des Carpathes, dans ces deux provinces qui, bientôt, se firent connaître sous les noms glorieux de Moldavie et de Valachie ; dans ces deux provinces, qui, pendant des siècles, soutinrent le choc le plus formidable du nouveau peuple barbare qui fit trembler le monde; dans ces provinces qui, en des luttes homériques, se couvrirent d'une gloire impérissable et devinrent le rempart du christianisme menacé par la Semi-lune triomphante ! Mais revenons à notre aperçu historique.

Les Petschénègues, qui suivirent les Hongrois au xᵉ siècle, occupèrent la Moldavie et la Valachie; mais, en s'attaquant à l'empire byzantin, ils furent battus, massacrés et dissipés; ils disparurent totalement.

Leurs cousins germains, de la même race mongole et parlant la même langue, les Cumains, prirent leur place dans la Moldavie et la Valachie; ils s'entendirent avec les Bulgaro-Roumains et prirent part avec leurs chefs Bulgaro-Roumains aux luttes contre Byzance. Leur domination prit fin par l'invasion des Tatars. Un éternel oubli effaça le nom de « Cumanie », dont ils avaient baptisé le pays roumain.

Les Tatars, toujours des Mongols, après avoir dévasté la Russie et la Pologne, pénétrèrent en Dacie par le défilé des Carpathes, dit « la Porte de Russie ». Les uns s'abattirent sur la Hongrie; d'autres passèrent en Transylvanie et franchirent même le sud des montagnes entrant en Valachie; tandis qu'une autre branche, sous la conduite de Bochator, descendait par les versants opposés des Carpathes dans la plaine moldave et pénétrait jusque dans l'évêché des Cumains. Après trois ans de dévastation barbare, les Tatars s'établirent définitivement en Crimée. Ils recommencèrent leurs expéditions de temps en temps, mais ils furent à la fin incorporés par la Russie.

Remarquons, pour le moment, le fait suivant: depuis l'invasion des Slaves du vᵉ siècle, le territoire de la Moldavie ne fut plus envahi par d'autres peuples slaves. La principauté de Halic, ou la Galicie, fut constituée en 1141 et, en 1340, fut incorporée par la Pologne.

Après la retraite des Tatars et la disparition de toute domination étrangère, au XIII^e^ siècle, les Roumains de Transylvanie émigrèrent en masse dans les territoires libres, en cherchant un refuge contre l'oppression et la tyrannie hongroise devenues intolérables. Les formations d'Etats, commencées dans les deux principautés danubiennes après le déclin de la puissance des Avares, furent menacées pendant l'invasion des Tatars; mais, dès la retraite de ces sauvages, les divers États commencèrent à se réorganiser. Des documents indiscutables nous parlent des formations politiques qui existaient avant l'invasion des Tatars; ainsi on cite, au XII^e^ siècle, le chef roumain Bassaram-Bam (Banal Bassarab) dans le Banat du nord de l'Olténie ; un autre chef, Séneslas, sur la rive gauche de l'Olt ; une *bulle* papale cite la formation roumaine, qui se trouvait dans l'évêché des Cumains, dans le district de Poutna d'aujourd'hui ; dans le voisinage de ces Valaques, l'historien byzantin, Cinamus, mentionne une organisation valaque dans le district de Bacou d'aujourd'hui; ces Valaques auraient renforcé les troupes de l'empereur Alexius, marchant contre les Hongrois ; l'historien byzantin Nicétas Choniatès nous parle d'une autre formation, qui aurait baptisé la forteresse des Teutons du nom de Tschetatea Neamtzouloui, dont les ruines existent même aujourd'hui encore dans le district de Neamtzoul ; le même historien nous parle encore d'une autre organisation valaque au nord de la Moldavie, à la frontière de la Galicie, donc dans la Bukovine ; ces Valaques firent prisonnier Andronic, qui s'était évadé de la prison où il avait été enfermé par l'ordre de son neveu, l'empereur

Manuel Commène; il avait passé le Danube et était déjà arrivé sur les confins de la Galicie, quand il fut pris par les Roumains et remis à l'empereur. Enfin, au delà du Dniester, les Roumains pénétrèrent jusqu'au Bug supérieur, où ils formèrent un district nommé « Bolochovo », nom dérivé du russe « boloch », forme ancienne de « voloch », c'est-à-dire Valaque. Cette étymologie est confirmée par le fait que la localité « Bolochovo », de la Galicie orientale, est connue plus tard au XV^e^ siècle sous le nom de « Villa Valachorum » ; ainsi que par le fait que les annales russes mentionnent au XIII^e^ siècle une organisation valaque, dont les chefs sont nommés « Huyazi Bolochovscii », dans la Bolokooskaia Zemlea, la « terre des Valaques ». On trouve cette expression de terre des Valaques dans les documents de la Transylvanie qui mentionnent la « Terra Blacorum » pour le duché de Fagarash et ses environs ; ainsi que la « Terra Zeurini » pour le district de Severin ; la « Terra Maramoriensis » pour la province de Maramuresh ; la « Terra Sepenicensis » pour le district de Tzepenische et la « Terra Moldaviæ » pour le woëvodat de Dragosch. Les chroniques roumaines parlent de ce dernier woëvodat comme étant le premier organisé par les émigrants du Maramuresh ; mais il est incontestable aujourd'hui que ces chroniques veulent dire seulement qu'il est le premier woëvodat constitué par de tels émigrants, après la retraite des Tatars. Ces chroniques racontent encore un fait très instructif, c'est-à-dire que Dragosch partit avec ses guerriers contre les Tatars, aux premiers rangs des troupes hongroises. Donc, jadis comme aujourd'hui, dans la guerre contre les

Tatars comme dans la guerre mondiale, les Roumains du royaume hongrois partaient en guerre toujours aux premiers rangs. Comme l'histoire se répète ! (Onciul, *Convor.*, lit. XLIX).

Démètre Cantémis, prince de Moldavie, dans sa *Descriptio Moldaviæ*, confirme les faits déjà énoncés. Il dit dans son ouvrage (1710) que le district de Campouloung comprenait quinze villages de paysans libres (*mosneni*), qui constituaient presque une république, pareille à celle de « Vrautschea » du district de Poutna, ou à celle de « Tiguetschiou » (Tigheciu) de Bessarabie. Ces républiques jouissaient de droits exceptionnels depuis des temps très anciens ; elles se présentent comme les reliques des vieux knéziats. La ville de Campouloung, sur la rivière Moldova, paraît être le plus ancien centre des Roumains émigrants de Transylvanie ou du Maramuresh. Tzetzoun, sur le Pruth, paraît l'avoir suivie, dans le woëvodat de Tzepenisch, sous le woëvode Etienne ; et ce n'est que plus tard que Kaïa apparut et devint le centre du nouveau woëvodat « Terra Moldaviæ », constitué par Dragosch. Tous ces woëvodats existaient déjà, mais sous la souveraineté hongroise, quand le brave Bogdan, le woëvode du Maramuresh, se révolta contre les Hongrois, partit avec ses troupes, soumit les trois woëvodats, battit les Polonais, qui aidaient un des fils du woëvode Etienne de Tzepeniche ; battit les Hongrois qui soutenaient les descendants du woëvode Sas, fils de Dragosch, woëvode de la « Terra Moldaviæ » ; et constitua ainsi la principauté indépendante de la Moldavie, que le génie militaire d'Etienne le Grand étendit un siècle après sur toute la plaine comprise

entre les Carpathes, le Dniester et la mer Noire.

Pendant trois siècles, malgré toutes les invasions qui se répandirent sur le territoire de la Moldavie, malgré toutes les guerres que cette principauté a dû soutenir ou entreprendre soit contre les Hongrois, Polonais ou Autrichiens, soit contre les Turcs, Tatars ou Kosacs, soit même contre ses propres frères, les Valaques de la Valachie, les Moldaves, vrais descendants des vaillants Daces et des glorieux Romains, ne perdirent pas un hectare de la terre ancestrale ; ils souffrirent le protectorat, mais armes en mains ils empêchèrent le déchirement de la patrie. Cependant où les armes de tous les ennemis réunis ne purent triompher, la ruse, la fausseté et l'ignominie de l'Autriche réussirent !

L'Autriche ne pouvait pas admettre les droits de protectorat sur les principautés danubiennes que la Russie avait obtenus par le traité de Kouschione-Kaïnardji (1771). Depuis longtemps elle convoitait ces territoires escomptés sur la succession de la Turquie, et avec ce maudit traité elle voyait se dissiper le rêve qu'elle avait formé. La Turquie, inconsciente et impotente, ne pouvait plus résister aux prétentions moscovites ; il fallait donc intervenir en sa faveur, du moins en apparence, pour pouvoir arracher par lambeaux ce qu'on convoitait en totalité.

L'Autriche ne voulut pas commencer ces machinations avant que le maréchal russe Roumantzow eût quitté la Moldavie. Cette conduite était dictée par un double intérêt : et pour que la Turquie ne puisse pas se douter d'une entente entre la Russie et l'Autriche, et pour que la Russie ne puisse

pas intervenir directement, en soutenant le prince de Moldavie, qui devra protester de toutes ses forces contre le rapt préparé. Pour assurer la réussite de son plan et pour mettre la main sur la Bukovine, l'Autriche se servit d'une politique pleine de duplicité : vis-à-vis de la Russie, elle laissa entrevoir le traité secret conclu avec la Turquie, comme une menace; mais en même temps elle fit comprendre que, si la Russie ne s'opposait pas à la prise de la Bukovine, elle pourrait exercer sur la Porte une pression en tous points favorable aux intérêts russes. La Russie ne fut pas dupe des raisons invoquées par l'Autriche; mais elle préféra l'avoir dans ces circonstances comme amie et garda une neutralité apparente. Vis-à-vis de la Turquie, l'Autriche invoquait et son intérêt de se défendre contre les Tatars, et l'intérêt de la Porte, soutenant que, sans la petite bande de terrain qu'elle réclame, elle ne pouvait pas lui aider conformément au traité secret conclu entre elles, c'est-à-dire elle ne pouvait pas lui aider à reprendre la Crimée occupée par la Russie. Donc les pourparlers se bornaient à une petite bande de terrain nécessaire pour le passage des troupes; mais, en réalité, on préparait le rapt d'une province dont la superficie dépassait 10000 kilomètres carrés. L'Autriche savait par expérience qu'en Turquie les raisons, toutes fondées qu'elles soient, risquent de n'être pas acceptées si elles ne sont pas accompagnées aussi d'autres arguments plus matériels ; c'est pourquoi elle mit en œuvre tout un système de corruption. A ce sujet, permettez-moi de vous lire le passage relatif de l'histoire roumaine écrite en français par notre savant his-

torien A. D. Xenopol, de l'Université de Jassy : « Il est « vrai que l'Autriche, qui savait à qui elle avait « affaire, ne se basait pas seulement sur la logique « irrésistible de ses arguments, elle en employait « aussi d'autres, de nature sonnante, qui avaient « spécialement le don de convaincre les Turcs. Après « avoir acheté le maréchal Roumantzow par un don « de 5000 ducats pour lui faire évacuer plutôt la « Moldavie, elle avait fermé les yeux au pacha de « Hotia sur l'étendue de la région usurpée par un « pourboire de 30000 florins; le Reiss Effendi est « gagné par un poignard garni de brillants et por- « tant une montre, qui avait été ciselée à Vienne et « à Paris, et il faut noter comme détail curieux le « conseil de Thugut de choisir de bonnes pierres, « car le Reiss Effendi se connaissait en pierres pré- « cieuses. Thugut craignait donc que les brillants « ne fussent faux. Iacovachi Rizou, le beau-père de « Ghica et son agent près de la Porte, qui faisait « passer sous les yeux de Thugut tous les papiers « qui arrivaient de Moldavie, est maintenu dans ses « bonnes dispositions par des pourboires successifs ; « enfin le commissaire turc nommé pour tracer « la délimitation sur le terrain est aussi acheté « par un don de 1000 ducats. Il fait descendre « les limites de la région cédée à l'Autriche si « profondément dans le corps de la Moldavie que « celle-ci perd encore une vingtaine de villages, « en deçà de la ligne fixée par la convention. « Cette convention fut signée le 4 mai 1775 » (Xenopol, II, 231). Et encore : « Les Moldaves « voyant le péril qui menaçait leur pays envoient « à la Porte, par l'entremise de leur prince, Gré-

« goire Al. Ghica, une plainte rédigée par le divan.
« Mais malheureusement elle fut inspirée par les
« Russes, écrite dans le camp du général Roumantzow
« et se terminait par les paroles comminatoires :
« Que si le Sultan, contre toute attente, ne donnait
« point l'attention méritée au principal intérêt d'une
« province soumise à sa domination, les Moldaves
« ne sauraient s'il leur faudrait recourir à la force ou
« si, réduits à la dernière extrémité, ils ne devraient
« pas chercher leur salut dans la protection d'une
« puissance étrangère. La Moldavie menaçait donc
« directement la Porte d'invoquer la protection russe
« et de faire usage de la stipulation du traité de
« Kouschione-Kaïnardji, que les Turcs abhorraient
« (*ibidem*, p. 230). Mais quand le divan de la
« Moldavie demanda l'intervention de la Russie en
« sa faveur, il reçut pour réponse que, « depuis la
« restitution de la Moldavie à la Porte, la Russie
« n'avait plus le droit de se mêler de ses affaires. »

Voilà donc ce que signifiait la protection russe! Voilà comment la spoliation abominable fut accomplie! Voilà comment le machiavélisme diabolique, uni à la basse corruption, consomma ce rapt ignoble, qui fit saigner le cœur moldave! Mais, pour caractériser définitivement la moralité de cette œuvre autrichienne, permettez-moi de vous lire deux lignes d'une lettre écrite le 4 février 1775 par cette impératrice qui gouvernait l'empire, par cette Marie-Thérèse elle-même : « Nous sommes complè-
« tement dans le tort en ce qui concerne ces affaires
« moldaves... Je confesse ne pas savoir de quelle
« manière nous nous en tirerons, mais ce sera bien
« difficilement avec honneur, et ceci me cause une

« indicible douleur. » (Iorga, *Histoire des Roumains de Bukovine*, p. 38.)

N'ajoutons plus rien à l'aperçu historique : la marque de l'impératrice régnante est trop transparente.

Il est temps maintenant de tirer des conclusions. N'est-il pas certain que les droits des Roumains sur la Bukovine se dégagent de l'histoire sans la moindre tache? N'est-il pas hors de doute qu'avec son effondrement le dernier fondement de l'éphémère droit de l'Autriche disparaît complètement, ne laissant que le souvenir d'un mauvais rêve, si ce n'est le triste souvenir de la honte et de la fausseté dont cet empire avait été capable? N'est-il pas indiscutable que les prétentions des Ruthènes et des Polonais, de se déclarer habitants aborigènes du nord de la Moldavie, sont insoutenables, du moment que, depuis le VI^e^ siècle jusqu'au XIV^e^, ils n'ont fait aucun acte d'autorité? Mais, à propos de ce dernier sujet, je me croirai tout à fait incomplet si je n'envisage pas une nouvelle considération invoquée *in extremis* par ces mêmes Ruthènes et Polonais, c'est-à-dire que, malgré les documents examinés, leur droit est reconnu par les chroniqueurs roumains, et spécialement par le savant Miron Constio, qui confirme un fait déterminant en cause. En effet, il dit que le premier village de la Bukovine fut bâti par un apiculteur de Snyatin, nommé Iatzko, qui jeta les fondations de Itzkani. Donc un peuple slave se trouvait en Bukovine avant les Roumains. Pour réfuter cet argument, permettez-moi de laisser parler M. Nestor, professeur à l'Université de Czernovitz : « Miron Costin se rapporte à des faits qui se sont

« passés deux siècles avant, et son témoignage « ne se trouve pas dans son précieux ouvrage his- « torique, mais dans une épopée polonaise, dédiée « à son gracieux maître et bienfaiteur, au très illu- « miné et invincible prince des Sarmates Jean III « Sohieschi, par la grâce de Dieu, roi de Pologne « (1684). Son ouvrage avait comme but de charmer « les Polonais, parmi lesquels il avait vécu et avait « gagné sa belle culture humanitaire. Dans sa riche « fantaisie, il arrive à Suczava, où il tombe sur « Iatzko de Snyatin, qu'il croit non seulement le « fondateur d'Itzkani, mais de la ville de Suczava « même. En effet, il dit : « La colonie du vieux « Iatzko devint plus tard la ville de Suczava, à qui « le destin n'a pas permis de conserver le nom de « son premier fondateur. » Vu ces affirmations on « doit admettre que, dans ce cas, on n'a point « affaire à *une vieille tradition historique*, mais à « une invention du savant chroniqueur. Heureuse- « ment aujourd'hui, en vertu d'un document authen- « tique, nous sommes éclairés sur la vraie origine « du village Itzkani. Alexandre, woëvode, permit à « l'abbesse du monastère, qui se trouvait aux envi- « rons de Suczava, d'établir des villages sur les terres « du monastère. Munie de ce krisobule de 1453, « l'abbesse Frevenia reçut des étrangers de diffé- « rents pays : soit des Moldaves, Munteni, Russes, « Grecs, Polonais, Hongrois, n'importe qui; et « ainsi elle jeta les fondations du village Itzkani. — « Donc ce village fut bâti *cent ans* après l'arrivée « de Bogdan, le fondateur de la principauté mol- « dave ! »

Voilà comment l'histoire de Bukovine fut écrite.

Mais l'heure est passée, je dois finir. Seulement je vous demanderai encore deux minutes d'attention.

J'ai fait appel aux historiens roumains pour éclairer la route que je viens de vous faire suivre. J'ai laissé le cœur roumain vous dire toute sa douleur. Souffrez aussi que l'âme roumaine vous fasse son vœu. Elle le cristallise en une apothéose. Par les traits estompés, la France se dessine! Cette France adorée! Cette France surgie de l'héroïsme incomparable des braves entre les plus braves! Cette France vainqueur de la force par le génie de ses fils, qui la rendent immortelle! Cette France en joie, s'élançant au sommet des peuples, groupés à ses pieds, portant haut le symbole de la justice, du droit et de la liberté, et étreignant ses deux filles chéries et reconquises!... Et plus bas, la Roumanie reconnaissante; la Roumanie épuisée par ses malheurs, mais vivifiée par son rêve réalisé! Cette Roumanie en joie, étendue sur les versants des Carpathes, se reposant à l'ombre des sapins séculaires, arrosée par l'onde claire de la Tissa, mouillée par l'onde bleue du Danube et par l'onde blanche du Dniester et baignée dans les vagues inconstantes de la mer Noire!

IV

L'extension économique de l'Entente en Roumanie,

PAR

E. PANGRATI,

Ancien recteur de l'Université de Bucarest.

Les auteurs qui m'ont précédé vous ont parlé des problèmes politiques concernant la nation roumaine. Ils vous ont dit l'histoire des provinces roumaines irrédimées, qui nous reviennent aujourd'hui par la manifestation la plus spontanée et la plus nette de leurs populations. Ils vous ont dit les aspirations vers l'unité nationale, dans le passé souvent douloureux et dans le présent plein d'allégresse. Unité nationale proclamée solennellement aujourd'hui dans toutes les provinces de l'ancienne Dacie, et qui sera confirmée certainement par la paix de justice que nous attendons tous.

*
* *

Je *récapitule* en quelques mots les renseignements qui vous ont été donnés dans les conférences précédentes sur la Roumanie. Quand il s'agit d'organiser la vie économique d'un peuple, d'établir

des relations d'affaires, utiles et profitables, il faut tout d'abord bien connaître ce peuple et bien le faire connaître aux pays avec lesquels son avenir économique doit être lié.

Les Roumains se sont montrés, à travers de longs siècles d'épreuves, un peuple vaillant et vigoureux. Nous osons l'affirmer, car une histoire millénaire l'affirme, non pas en paroles, mais par des faits indiscutables.

* * *

On vous a parlé de cette province de la Bessarabie, arrachée à la Moldavie en 1812 par notre voisin de l'Est. Pendant plus d'un siècle, la Bessarabie est restée sous la domination russe, et elle a été administrée avec la même méthode qui a conduit l'immense empire des tzars à l'effondrement épouvantable dans lequel nous le voyons. Elle a été administrée, — la Bessarabie, — par la méthode des ténèbres, de l'*ignorance absolue*. Comme en Russie, sa population donne une énorme proportion d'illettrés, d'ignorants.

Pendant plus d'un siècle, la conscience nationale n'a été qu'une tradition orale pour les anciens paysans moldaves. Et, quand la Révolution a désagrégé l'Etat russe, quelle fut l'attitude de ce peuple de Bessarabie ? Il a proclamé la République *Moldave* ». Après cent ans il se souvenait...

Et, peu de temps après, par deux manifestations successives et presque unanimes, il a demandé et voté l'union à la Roumanie, l'*union*, dans les plus tragiques moments que la Roumanie a traversés.

Trahie par le bolchevisme russe, qui lui déclarait

en outre la guerre, attaquée par les puissantes armées de Mackensen, la Roumanie se voyait encerclée, perdue... la Roumanie se mourait.

C'est alors que le peuple de Bessarabie est venu vers nous, demandant de nous être uni même dans le désastre, même dans la mort. Quelle preuve plus éclatante de la puissance du sentiment national de ce peuple bessarabien, laissé par la Russie dans les ténèbres d'une ignorance séculaire !

* * *

On vous a parlé de la Bukovine, qui a été volée à la Moldavie par la perfide Autriche en 1777. Après près d'un siècle et demi, quand l'empire des Habsbourg s'est effondré, les Moldaves de Bukovine, comme ceux de Bessarabie, d'un seul élan ont proclamé l'union à la Roumanie et, fait d'une extrême importance, les Allemands autrichiens et les juifs galiciens immigrés en Bukovine ont été à côté des Roumains pour demander cette union. Il n'y a eu que les Ruthènes, — immigrés eux aussi de Galicie et de l'Ukraine voisine, amenés par les Autrichiens comme un élément dissolvant pour la nation roumaine, — il n'y a eu que les Ruthènes de fraîche date dans la Bukovine du Nord qui ont tourné leurs regards vers l'*Ukraine*, si accueillante aux Allemands *leurs amis*.

Après 142 ans d'oppression autrichienne, les Roumains de Bukovine ont fait le même geste de conscience nationale que les Roumains de Bessarabie avaient déjà fait après 107 années de ténèbres moscovites.

On vous a parlé de la Transylvanie et des provinces qui l'entourent, formant les marches de l'ancienne Dacie Trajane, le Maramuresh, la Crishana, la Temishana, les pays des Trois-Rivières : le Muresh, le Crish, le Temish. Pour mémoire, je rappelle que la Temishana est ce qu'on appelle aujourd'hui, un peu partout, le *Banat*, je ne sais pas trop pourquoi. Car Banat, c'est un titre de gouvernement, comme principauté, royaume, empire, république. Banat veut dire marquisat, marche. Il peut y avoir plusieurs banats, et il y en a plusieurs. Je cite le banat de l'Œlténie, qui fait partie intégrante de la Roumanie et forme la marche occidentale de l'ancienne principauté de Valachie. Correctement, il faudrait dire le banat de la Temishana, et cela sonne si bien le roumain. Mais...

Oui, on vous a parlé de la Transylvanie, du Maramuresh, de la Crishana et de la Temishana, ces provinces de l'ancienne Dacie Trajane, qui depuis mille ans subissent la domination magyare. La domination magyare, cela veut dire la plus terrible des oppressions, le plus violent système de dénationalisation.

Depuis mille ans ! Les Hongrois ont élevé un peu partout des *Vautours* commémorant cet anniversaire millénaire d'Aopad, et au-dessus de Brashov, à la frontière roumaine même, un immense monument millénaire rappelait aux Roumains de Transylvanie et de partout qu'il y avait mille ans depuis qu'ils souffraient.

Quand l'empire des Habsbourg, rois de Hongrie, s'est effondré, avec lui s'est effondré aussi le monument millénaire, et tous les Roumains des

provinces transylvaines ont proclamé leur union à la Roumanie !

Après mille ans, ceux-là n'avaient pas oublié. Quelle preuve plus puissante de la vigueur du sentiment national roumain !

* * *

Ici, comme en Bukovine, les Allemands transylvains, les Sass (anciens Saxons) ont envoyé leur délégué à Bucarest pour demander, eux aussi, l'union à la Roumanie. Ils ont assez de la domination de leurs alliés les Magyars !

* * *

La nation roumaine s'est montrée vaillante, depuis dix-huit siècles que les colons romains ont été amenés par l'empereur Trajan en Dacie.

Dans les conférences précédentes, on vous a parlé des invasions barbares qui ont traversé pendant de longs siècles nos provinces roumaines. Tous les barbares y ont passé : Goths, Ostrogoths, Visigoths, Gépides, Huns, Bulgares, Magyars. Tous ont pillé, dévasté, incendié, tué. Après mille ans, leurs descendants se sont montrés dignes de leurs ancêtres. Au commencement du XX^{e} siècle, les Allemands, les Huns modernes, les barbares, les assassins, ont pillé, volé, incendié, tué comme les barbares de jadis ! Les invasions ont passé, les unes après les autres, sur la Dacie, sans laisser d'autres traces dans l'âme roumaine que la haine de la barbarie.

Ensuite sont venus les Turcs, les plus guerriers des peuples touraniens. Ils sont venus vers les princi-

pautés danubiennes, ces Osmanlis, au moment de leur plus grande puissance. Ils avaient tout balayé sur leur passage. Toutes les nations balkaniques avaient perdu leur indépendance. La Grèce, la Bulgarie, la Serbie étaient tombées sous la domination musulmane. En Hongrie même, les Turcs ont dominé. Il y a eu des pachas à Budapest. Et Vienne a été assiégée par leurs armées et délivrée seulement par l'intervention d'un prince roumain, Cantacuzène, woëvode de la Valachie.

Les principautés danubiennes n'ont jamais été conquises par les Ottomans. Des princes, grands capitaines parmi les plus grands capitaines de l'histoire, ont combattu les Turcs et les ont refoulés au delà du Danube. Pendant près d'un demi-siècle, Etienne le Grand et le Saint de Moldavie, — Stefan cel Marc si Sfânt, — a lutté chaque année contre les hordes des Turcs. Il a perdu une seule bataille ; dans toutes les autres, il a été victorieux, et pour chaque victoire, il a élevé sur le sol de la Moldavie et de la Bukovine un monument commémoratif, une église. Il y en a 44 de ces églises rappelant les victoires roumaines qui ont arrêté l'avance des Turcs vers l'Occident. L'Occident ne lui a envoyé aucun secours, à Etienne le Grand ; mais le Pape l'a proclamé « bouclier de la chrétienté ».

Epuisées par tant d'efforts, les principautés roumaines ont signé avec les Turcs des traités de vassalité, comme il en a été signé entre tant de pays au moyen âge. Mais jamais les Turcs n'ont conquis les pays roumains, jamais Pacha n'a gouverné à Bucarest ou à Jassy, jamais minaret de mosquée ne s'est élevé sur le sol roumain.

Voilà ce que dit l'histoire sur la vaillance du peuple roumain !

*
* *

Il s'est battu avec vaillance dans *cette guerre* aussi. Pendant trois mois il a combattu seul sur un front de *1 200 kilomètres* contre les armées de Falkenhayn au Nord (qui étaient destinées au front de Broussilof), contre les armées de Mackensen au Sud (qui étaient destinées au front de Salonique). Pendant plus de dix-huit mois, toutes ses armées, environ quarante divisions, ont été retenues sur le front roumain et ont subi des pertes considérables ,... malgré le bolchevisme russe.

Plus de 300 000 Roumains ont sacrifié leur vie dans cette lutte désespérée.

Plus du double de ce chiffre sont morts pendant une retraite douloureuse, en décembre 1916, par les épidémies au cours de l'hiver 1916-1917, ou encore dans les camps des prisonniers de l'Allemagne, de Hongrie et de Bulgarie, où la mortalité a atteint 60 et 70 p. 100 des prisonniers roumains. Et malgré tout les Roumains n'ont pas perdu courage, ne sont pas devenus bolchevistes!

Voilà la race sur l'avenir économique de laquelle je veux vous parler.

Cette race, sur laquelle aucun des envahisseurs et aucun de ses puissants voisins n'a pu laisser de traces d'une influence appréciable, cette race roumaine s'est toujours montrée amie de la France et a subi franchement l'influence de la culture française.

Notre amitié pour la France, nous l'avons ma-

nifestée non pas aux jours de victoire, de joie, de toute-puissance française, mais bien aux jours d'épreuves.

— En 1870, quand la France était vaincue, les Roumains ont fait presque une révolution pour empêcher les Allemands de fêter leur victoire contre la France à Bucarest.

— En 1914, quand la France, surprise, était en danger, la Roumanie a refusé de marcher avec les agresseurs, et les universités roumaines ont demandé au gouvernement et au roi de déclarer la guerre aux Puissances centrales.

— En 1916, quand le front russe fléchissait et quand les Allemands se ruaient furieux contre la France, pour l'écraser avant que la préparation anglaise soit terminée, — en 1916 dans tous les coins du pays le peuple roumain manifestait énergiquement, demandant la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche, guerre que la Roumanie a déclarée le 28 août, empêchant l'effondrement du front oriental pendant plus d'une année...

Voilà les sentiments des Roumains pour la France, aux moments où les sentiments ne pouvaient être suspectés d'aucun opportunisme.

*
* *

L'influence de la culture française s'est manifestée dans les principautés roumaines depuis la fin du XVIII^e^ siècle et surtout au cours du XIX^e^. Parmi les premières écoles organisées en Moldavie, le premier lycée du pays, l'académie « Mihaïleana », fondée par Michel Stunza woëvode, a été transformée pendant quelques années en *lycée français* sous la

direction de Maisonabe. Et combien d'autres professeurs français, Cunet, Malgouverne, etc., ont enseigné dans cette première moitié du XIXe siècle à Jassy et à Bucarest.

Pendant les derniers cinquante ans, l'Allemagne a exercé un effort extraordinaire de mainmise sur la Roumanie. Elle avait abouti à des résultats effrayants, partout, dans notre finance, dans notre industrie, dans notre commerce, jamais dans nos écoles ! Et c'est dans ces écoles roumaines, dans nos universités que l'influence de la culture française n'a fait que progresser. Ils l'ont bien vu, les Allemands, par les manifestations de l'université de Bucarest en 1914, en 1915, en 1916 et depuis, malgré les jours malheureux que nous avons traversés. Ils l'ont bien vu les Allemands ; aussi leur haine contre les universitaires roumains s'est manifestée de toutes les façons dans cette charte d'esclavage qu'ils voulaient nous imposer sous le nom de traité de paix.

Tout cela est passé... Un avenir plein d'espoir s'ouvre pour la nation roumaine. Cet avenir, nous voudrions le rendre fécond par la plus étroite collaboration franco-roumaine !

* * *

La *Roumanie* d'avant la guerre, c'est-à-dire le royaume de Roumanie formé par les provinces de la Moldavie, de la Valachie, de l'Œlténie et de la Dobroudja, avait une surface de *139 577 kilomètres*, c'est-à-dire près de *14 millions d'hectares*. Sa population se chiffrait entre 7,5 et 8 millions d'habitants. La guerre et les épidémies ont réduit cette population d'environ un huitième d'après des

données malheureusement indiscutables. Nous avons perdu entre 800 000 et 1 000 000 d'habitants.

En récupérant les provinces roumaines irrédimées, la Bessarabie, la Bukovine, la Transylvanie et toutes ses marches de l'Ouest, la surface et la population de la future Grande Roumanie seront plus que doublées par rapport aux chiffres précédents.

Le Royaume de Roumanie d'avant la guerre était un pays *éminemment agricole*, d'après une expression consacrée. Les deux tiers de sa surface, — exactement 69 p. 100, — étaient du sol cultivable : 9 500 000 *hectares*. La culture moyenne en céréales représentait une surface de plus de 5 millions d'hectares.

La production annuelle correspondante, pour la dernière période triennale (1910-1912) avant la première guerre balkanique qui a ouvert la série des guerres européennes, se succédant sans interruption depuis, était la suivante :

Blé : 31 à 39 millions d'hectolitres ;
Maïs : 36,5 à 39 millions d'hectolitres.

Et en ajoutant la production des autres céréales (escourgeon, seigle, avoine, millet), on arrive à une production totale annuelle entre 84 500 000 et 99 500 000 hectolitres, soit près de *100 000 000 d'hectolitres par an*.

Cette production formidable pouvait satisfaire tous les besoins de la population et permettre une exportation très importante.

Pour le blé : de 1 400 000 à 1 850 000 tonnes par an ;
Pour le maïs : de 600 000 à 1 600 000 tonnes par an.

Et ajoutant les autres céréales, l'exportation représentait de *2 800 000 à 3 150 000 tonnes par an.*

Cette puissance agricole donnait à la vie économique roumaine une grande élasticité et permettait de traverser avec succès les crises les plus aiguës. C'est pour cela que la Roumanie a été toujours un pays à finances saines, qu'elle a toujours fait honneur à sa signature et qu'on n'a jamais parlé d'un krach roumain, comme cela est arrivé à beaucoup d'autres pays plus grands et plus riches en apparence que nous.

La guerre actuelle nous a porté des grands coups au point de vue économique; mais nous nous refaisons vite, plus vite que les pays industriels, parce que, justement, pays agricole. Il faudra pour cela que nous soyons aidés. Notre cheptel est détruit par l'ennemi. Notre bétail de labour est disparu. Il faut le remplacer et le remplacer vite par des machines, car toute récolte perdue, aux prix actuels des céréales, représenterait une perte de plus de *3 milliards de francs*.

Dans la Grande Roumanie, la puissance agricole va s'accroître par l'union avec la Bessarabie, pays puissamment agricole lui aussi. Mais la formation de la Grande Roumanie va encore améliorer notre situation à un autre point de vue.

Notre ancien royaume possédait des mines de pétrole très importantes, des mines de sel, des mines de lignite brun, de grandes richesses forestières. Mais il manquait de charbon et de minerais. L'*adjonction* de la Transylvanie, pays très minier, nous apportera le charbon et le minerai nécessaires. La vie économique du pays sera beaucoup mieux équilibrée de cette façon. Les industrie roumaines prendront un important essor.

Une autre condition économique favorable résultera de la nouvelle loi qui règle l'expropriation des grandes propriétés rurales et le partage des terres aux paysans. Beaucoup de personnes craignent que, par la réduction des propriétés, la production agricole elle-même ne subisse une dangereuse baisse comme quantité et même comme qualité.

Si cela arrivait, dans une certaine mesure et pour les premières années, la production de la Bessarabie apporterait une compensation suffisante, et bien vite le remplacement de la culture actuelle, extensive, par une culture intensive, scientifique, augmentera et la production et la qualité de nos céréales.

En même temps l'expropriation des grandes propriétés rurales libérera de nombreux capitaux. Jusqu'à présent tous nos capitalistes plaçaient leur argent de préférence dans la terre, placement excellent, car la valeur de la terre augmentait chaque année dans de très fortes proportions. Cette valeur a doublé, a triplé, a même quadruplé dans certaines régions du pays, dans l'intervalle des dernières vingt-cinq années.

La libération des capitaux sera d'un grand profit à l'industrie nationale. Les capitalistes ne pouvant plus placer leur argent dans les propriétés rurales seront nécessairement amenés à les placer dans l'industrie, et de là un essor considérable pour cette seconde branche de notre activité économique.

*
* *

Quelle était l'*importance de notre industrie avant la guerre?*

Nous avions d'abord, en première ligne, l'industrie pétrolifère, qui nous procurait un combustible idéal et une matière première de laquelle on pouvait tirer de nombreux dérivés : pétrole lampant, benzine, huiles minérales lubrifiantes, vaseline, paraffine, etc.

Cette industrie représentait des *capitaux investis* pour environ *600 millions*.

Les autres industries du pays (l'ancien royaume de Roumanie), d'après les statistiques officielles du ministère de l'Industrie et du Commerce, représentaient un capital investi de *356 millions* pour quatorze catégories d'industries visées par la loi de l'encouragement de l'État. Malheureusement dans ces statistiques ne figurent pas les petites industries nationales non encouragées et certaines industries qui sont des exploitations de l'État (régie des monopoles : comme le sel, le tabac, etc.). On peut donc dire que le capital investi dans les industries de l'ancien royaume de Roumanie représentait un chiffre supérieur à *1 milliard*.

L'adjonction de la Transylvanie, pays industriel, doublera, triplera peut-être ce chiffre. On ne peut donner des précisions à ce sujet, car on ne sait dans quel état la barbarie allemande a laissé derrière elle toutes ces industries. Mais nous espérons que la justice forcera les barbares à restaurer les pays ravagés.

*
* *

Quelle était l'importance de la production industrielle en Roumanie ?

L'industrie pétrolifère, en 1913, la dernière année

avant la guerre mondiale, a donné une production de près de *1900 000* tonnes, d'une valeur de *132 millions de francs*. La valeur des dérivés, prix d'avant-guerre, se chiffrait à *178 millions* pour 1913.

Les autres quatorze catégories d'industries encouragées donnaient une production valant environ 620000000 (les industries alimentaires représentant à elles seules une production annuelle de 382000000 francs).

Le total de la production industrielle annuelle se chiffrait donc à 797 millions, soit environ 800000000 de francs par an, sans compter les petites industries non encouragées par l'Etat.

Notre mission économique, que préside M. le ministre Danielopol, a eu l'honneur de présenter au gouvernement français un mémoire donnant des informations plus complètes sur toutes ces questions concernant l'industrie roumaine. Depuis, cette mission économique, unie à un certain nombre de nos professeurs faisant partie de la mission universitaire roumaine en France, a discuté et complété ce mémoire. Notre collègue M. Niculcéa a apporté à ce travail une contribution statistique très importante. Nous espérons que cette étude sera publiée et mise à la portée de tous nos amis qui s'intéressent aux questions économiques roumaines. C'est à cette étude que j'ai emprunté en grande partie les chiffres cités jusqu'ici, et j'en remercie vivement M. Niculcéa.

* * *

Passons, enfin, à un dernier ordre de renseignements : le commerce extérieur de la Roumanie.

Notre collègue M. Danaila a publié, dans le dernier numéro du journal *la Roumanie* de Paris, des données sur cette question, d'après l'ouvrage du Dr J. N. Angelescu, *le Commerce extérieur et l'Industrie nationale dc la Roumanie* (Bucarest, 1916). Les données de M. Danaila se rapportent à l'année 1912, qui représente un maximum.

Dans l'étude de la mission économique, M. Niculcéa a établi des tableaux de moyennes, pour une période de cinq années (*1909-1913*). Je me servirai encore ici, en général, de ces moyennes.

Le commerce de la Roumanie s'est développé à peine dans la dernière moitié de siècle depuis que les bateaux de haute mer peuvent arriver aux ports danubiens de Braïla et Galatz.

En *1866*, notre commerce représentait :

71 1/2 millions pour les importations;
116 1/2 millions pour les exportations.
Total... 188 » millions par an. C'était bien modeste!

En *1913*, dernière année avant la guerre mondiale, ces chiffres étaient devenus :

590 millions pour les importations;
691 millions pour les exportations.
Total... 1 261 millions par an.

Augmentation de plus de *600 p. 100* dans une période de *47 ans*. Encore une preuve évidente de notre prospérité.

Les moyennes pour la période 1909-1913 donnent des chiffres impressionnants pour les *importations* :

En tête vient :	1° l'Allemagne	avec	185 millions	36 p.	100
	2° l'Autr.-Hongrie	—	119 —	23	—
Ensuite :	3° l'Angleterre	—	68 1/2 —	13	—
	4° *la France*	—	31 1/2 —	6	—

de notre importation totale.

Dans cette même période, nos *exportations* représentent un tout autre classement des pays occidentaux :

En tête vient :	1° la Belgique	avec	189	millions	31 p. 100
	2° l'Autr.-Hongrie	—	81	—	13 —
	3° l'Italie	—	69	—	11 —
	4° Pays-Bas	—	64 1/2	—	10 —
	5° *la France*	—	47 1/2	—	8 —
	6° l'Angleterre	—	42 1/2	—	7 —
	7° *l'Allemagne*	—	35 1/2	—	6 —
	Etc...				

En groupant les pays comme ils se sont groupés dans la grande guerre mondiale, on a :

	Importations.	Exportations.
Pour les Alliés :	*33,4* p. 100	58,7 p. 100
Pour nos ennemis la proportion est inverse :	61,8 p. 100	*22,9* p. 100

Il est vrai qu'une partie de notre exportation à Rotterdam et Anvers allait ensuite par le Rhin et par l'Escaut, en Allemagne, ce qui changerait cette proportion.

D'après la nature des marchandises exportées, nous vendons pour environ :

486 1/2	millions	par an	de céréales et leurs dérivés ;
66	—	—	du pétrole ;
85 1/2	—	—	d'autres produits.

En établissant le tableau du *commerce extérieur total pour la période 1909-1913* (importations et exportations), nous avons les résultats suivants :

1° Allemagne	221	millions		19 1/2	p. 100
2° Belgique	207	—		18	—
3° Autriche-Hongrie	201	—	environ	18	—
4° Angleterre	111	—	—	10	—
5° Italie	94	—		8	—
6° *France*	79	—		7 p. 100 !	

Ainsi donc nos relations économiques avec la France et avec ses alliés étaient très faibles, par rapport aux affaires que nous faisions avec nos ennemis. *Il faut que cette situation change !*

La Roumanie, la Grande Roumanie de demain, placée aux bouches du Danube, peut espérer un développement industriel et commercial analogue à celui de la Belgique et des Pays-Bas, placées aux bouches de l'Escaut et du Rhin. Mais il faut que ce développement économique la rapproche de ses amis, de sès alliés et l'éloigne à jamais de ses ennemis qui ont opprimé pendant des siècles ses frères transylvains et qui ont ravagé son sol !

*
* *

Comment étaient arrivés les Allemands à cette prédominance dans la vie économique de la Roumanie ?

Pendant un demi-siècle ils ont fait tous les efforts possibles pour exécuter leur mainmise complète sur nos finances, sur notre industrie, sur notre commerce. Ils avaient amplement réussi ! Mais pourquoi ? Et comment ?

Beaucoup de personnes croient que la situation politique de l'Allemagne a aidé beaucoup ses progrès, son expansion économique. Cela est certainement vrai, au moins en partie.

On croit aussi que leur situation en Roumanie a été favorisée par les sympathies du pays. Cela est complètement faux. On l'a bien vu en 1914.

On a cru, encore, que le capital allemand étant venu se placer abondamment en Roumanie, il a exercé une influence déterminante. Cela est encore

faux, au moins en ce qui concerne la proportion entre la cause et l'effet. L'influence allemande a été de beaucoup plus grande que l'importance de leurs capitaux venus chez nous. Ils ont souvent su représenter et tirer les profits de capitaux alliés venus en Roumanie par la voie de Berlin ou même directement !

Il y a, enfin, des personnes qui croient que l'importance exceptionnelle de l'influence allemande dans le commerce et les affaires mondiales, en Roumanie comme ailleurs, était due en grande partie, peut-être en première ligne, au nombreux personnel technique et commercial que l'Allemagne exportait partout, et spécialement en Roumanie. Je suis de ceux qui partagent cet avis.

Rarement on a vu un accaparement tel que celui que les Allemands ont exercé sur tous les emplois dirigeants dans notre industrie, dans nos banques et dans notre commerce.

Ils nous exportaient en vérité beaucoup de marchandises, mais encore plus de personnel : des ingénieurs, des chimistes, des comptables et surtout des directeurs et des directeurs généraux !

*
* *

La triste expérience du passé nous a démontré que, dans les *837 usines et fabriques* existant en Roumanie et bénéficiant de la loi de l'encouragement par l'Etat, parmi les *58871 employés* qui y étaient utilisés, on comptait :

Dans l'administration, 21 p. 100 d'étrangers;

Dans le personnel technique, 49 p. 100 d'étrangers;

Parmi les ouvriers, environ 12 p. 100 d'étrangers.

La grande majorité de ces étrangers étaient des sujets allemands, autrichiens et hongrois.

Si l'on tient compte du personnel *effectivement dirigeant* des industries, la proportion des Allemands est encore plus forte que ne l'indique les chiffres que nous venons de donner.

Oui! voilà la principale cause de leur succès : l'accaparement de tous les emplois importants dans la vie économique du pays. Quels admirables agents de commerce représentaient tous ces directeurs, tous ces ingénieurs, tous ces chimistes qui nous venaient d'Allemagne. Et, en même temps, quels admirables agents d'informations de toutes sortes, politiques, militaires, etc. Quels admirables « espions » pour la grande cause de la *Deutschland über alles !*

Maintenant ils sont partis. La guerre les a chassés. Leurs places sont vacantes. Il faut qu'ils ne puissent plus revenir les occuper de nouveau!

* * *

Prenons l'exemple d'une de nos industries les plus importantes.

Les Allemands et leurs alliés avaient accaparé presque tous les emplois supérieurs dans notre industrie du pétrole.

D'après le *Rapport de la Commission de surveillance de l'Etat pour l'industrie du pétrole*, le personnel de cette industrie comprenait en février 1913 :

	Etrangers.	Roumains et Juifs.	Total.
Ingénieurs et chefs d'exploitations :	56	50	106
Fonctionnaires de bureaux :	80	160	240
Maîtres sondeurs, chefs :	33	77	110
Etc...	...	...	...
Total.....	*769*	*11 246*	*12 055*

Ces nombres ne comprennent pas le personnel des directions générales, des raffineries et des conduites de pétrole, où la proportion des étrangers était encore plus grande.

Dans certaines raffineries de pétrole, tout le personnel dirigeant, mais *tout*, était formé d'étrangers. Exemple, la fabrique de l'Astra Romana, où, sur 12 fonctionnaires supérieurs, il n'y avait pas un seul Roumain ! J'emprunte ces données toujours au même rapport officiel.

En décembre 1914, cinq mois après le commencement de la guerre mondiale, le nombre des étrangers — j'entends des « Allemands » — dans le personnel dirigeant de notre industrie pétrolifère avait augmenté. Au lieu de 56, nous trouvons 65. Curieux phénomène des mobilisations *sur places* que les Allemands ont tant pratiqué chez nous et ailleurs.

Pourquoi cette mainmise de l'Allemagne sur les pétroles roumains ? Est-ce parce que, — comme le dit la légende, — « l'Allemagne est la principale intéressée » dans les pétroles roumains? — Nullement.

M. D. G. Many, professeur à l'école des Ponts et Chaussées de Bucarest et membre du Conseil supérieur des Mines de Roumanie, a publié une étude sur cette question. Par trois voies différentes d'analyse, il prouve que l'importance relative des Allemands dans l'industrie pétrolifère roumaine est très faible.

1° *Capitaux engagés :*

Capitaux austro-allemands	: 166 millions	28 p. 100 ;	
— autres :	434	—	72 —
Total.....	600	—	

représentant l'ensemble des capitaux engagés aux prix coûtants d'avant-guerre.

2° *Production du pétrole brut roumain (en 1913)* :

Soit : 26 p. 100 les Sociétés austro-allem. :		492 000 tonnes p. an.	
— 74 — — autres (R^ns, Alliés, N^tes) :		1 393 000	—
Production totale.....		1 885 000	—

Les Alliés seuls (Américains, Anglais, Belges, Français et Italiens) dépassent dans la production 50 p. 100, c'est-à-dire le double de la production des Austro-Allemands.

3° *Raffinage* (en 1913) :

Soit : 36 p. 100 Raffineries austro-all. :	643 000 tonnes.	
— 64 — — autres (R^ns, Alliés, N^tes) :	944 000	—
Total.....	1 587 000	—

Cette proportion serait encore plus désavantageuse pour les Allemands si on défalquait les capitaux alliés et neutres qui figurent dans les sociétés allemandes.

On arriverait ainsi aux proportions exactes :

Austro-Allemands :	29	p. 100
Alliés :	45	—
Roumains :	4	—
Neutres :	22	—
Total	100	

Voilà donc la réalité. Dans l'industrie pétrolifère roumaine, les Austro-Allemands représentent :

Moins de 28 p. 100 comme intérêts financiers ;
— 26 — — industriels ;
— 29 — — dans les raffineries.

et, malgré cela, ils ont accaparé la direction de cette très importante industrie, qui s'est révélée en même

temps comme une industrie de guerre de premier ordre.

L'industrie du pétrole roumain a eu un développement extraordinaire. Elle justifie les plus grandes espérances pour l'avenir.

Voilà comment a varié la *production :*

	En 1857,	*275*	tonnes !	valant	11 000 fr.
Après 40 ans :	En 1897,	1 110 050	—	—	4 400 000 —
— 10 —	— 1917,	1 129 297	—	—	50 818 365 —
— *6* —	— 1913,	*1 885 225*	—	—	131 885 225 —

Comment Roumains et Alliés ont pu laisser envahir les directions d'une telle industrie par la camelote allemande ?

Immense faute! Il faut que l'avenir la répare complètement. Et le même fait, en des proportions peut-être moindres, se répète dans nos autres industries.

Il faut nationaliser notre personnel technique et dirigeant! Mais, pour cela, il faut créer un personnel national compétent.

Il faut créer des écoles techniques supérieures; il faut créer des laboratoires de recherches en vue de l'industrie; il faut créer une législation nous défendant contre l'invasion du personnel venant des pays ennemis, et il faut faire appel aux pays amis pour nous aider à occuper les places aujourd'hui vacantes et que nous ne sommes pas en mesure d'occuper par nos nationaux.

Je rappelle les paroles par lesquelles l'éminent président du Conseil, M. Clemenceau, l'organisateur de la victoire, a annoncé l'armistice :

« L'armistice est signé ; la guerre va se terminer par le triomphe des armées du Droit et de la Civili-

sation. Mais, pour que la victoire soit complète, pour que la victoire économique fasse suite à la victoire militaire et apporte aux peuples vainqueurs la prospérité à laquelle tant de sacrifices et d'héroïsme leur ont donné droit de prétendre, *il faut qu'à l'alliance dans la guerre succède l'indéfectible alliance dans la paix.*

V

Les rapports moraux, intellectuels et économiques de la Roumanie avec la France,

PAR

C. M. SIPSOM,

Professeur à l'Université de Bucarest.

La décision prise par la Roumanie d'entrer dans la lutte ne constitue pas, à proprement parler, un acte de volonté isolée, d'entraînement passionnel irréfléchi, non plus qu'une improvisation politique de l'Etat roumain, mais elle est, au contraire, la résultante normale, à forme nécessaire, je pourrais même dire à caractère fatidique de ce qu'est la Roumanie, de ce qu'elle représente foncièrement et de la mission qu'elle doit accomplir ; son acte a été comme le développement de la portion d'activité qui lui a été attribuée par le destin dans le monde, et, en étant ce qu'il fut, il ne pouvait être autre et ne pourra jamais changer.

Ainsi, comme en toute chose, les raisons d'agir, les intérêts normaux et sains concordent avec ce qui conditionne le sujet agissant.

Mon étude se résumera en ces trois propositions :

La première : la Roumanie, antérieurement à

toute alliance avec l'Entente, indépendamment d'elle, à travers toutes les contingences d'une vie nationale, particulièrement cahotée et difficile, a toujours été unie, originairement, historiquement, intellectuellement, à l'un des pays de l'Entente, à la France.

Tout la rattache à elle, et rien ne peut l'en détacher ; car, quelles que soient les circonstances, la nature essentielle des peuples, comme celle des individus, ne peut être changée ni altérée.

La deuxième : c'est que, formée au moule moral et intellectuel de la France, la Roumanie constitue comme une prolongation en Orient de la civilisation de celle-ci, civilisation à forme transposée, adaptée, à caractère local, à physionomie originale, à personnalité indépendante, à ampleur moindre, pâle reflet il est vrai et lointain de cette lumière éclatante et unique qu'est la civilisation française, mais, et c'est là son titre de gloire, participant quand même de cette lumière.

C'est donc la Roumanie, et la Roumanie seule, qui représente et peut représenter la mentalité française et, à travers elle, celle des Romains, en Orient. Et comme ce patrimoine de traditions, de grandeurs, d'élévation et de beautés morales, de civilisation et de progrès humain, doit être, non seulement conservé, mais encore, pour le bien et pour la dignité des hommes, propagé et répandu dans le monde ; comme ce qui est conçu par l'intelligence, dirigé par la raison et la volonté doit s'établir et se réaliser aussi par la conquête et l'assujettissement des forces matérielles, la Roumanie, représentant en Orient les idées que personnifie la France en

Occident, est unie naturellement et indissolublement à celle-ci. Car elle est la missionnaire, qui a dévoué toutes ses jeunes énergies et toutes ses volontés à l'accomplissement d'une grande tâche similaire, parallèle à celle de la France : propager la civilisation, dissiper les nuages qui obscurcissent la raison et la morale, s'opposer à la barbarie envahissante et toujours renaissante ; et si, dans cette lutte, la France a devant elle la quintessence de toutes les barbaries : l'Allemagne, l'Allemagne scientifiquement amorale et définitivement incivilisable, la Roumanie a eu et aura le triste privilège de combattre toutes les nuances de barbaries : la barbarie inconsciente du Nord, la barbarie brutale et sournoise du Sud, la barbarie criminelle de l'Ouest. La Roumanie a besoin de la France de laquelle elle s'inspire, vers laquelle elle tend, en laquelle elle espère. Et réciproquement, la France a besoin de la Roumanie, qui, mise en état d'être complètement elle-même, sera une force au service du bien.

Réservoir et tremplin économique de la France dans son expansion en Orient, la Roumanie est la nation qui représentera pour l'Europe l'équilibre des forces en Orient. Et c'est là ma deuxième proposition.

Enfin la troisième : c'est que les circonstances actuelles ne contredisent en rien ce que je soutiens ; elles doivent être appréciées, non d'après leurs apparences, mais d'après la réalité.

Ce n'est pas la violentation odieuse d'une volonté, à la faveur de toutes les complicités criminelles, qui peut constituer une paix. Quand on est contraint,

par la violence et le chantage, de tout laisser prendre, on n'a pas consenti à être dépouillé ; on n'a pas pactisé avec le voleur. Victime des lâchetés et des crimes des autres, la Roumanie continue à être, avec une révolte supplémentaire contre ses agresseurs, dans les mêmes idées, dans la même croyance, dans la même foi.

J'entreprends de légitimer d'abord ma première affirmation que la politique qu'a faite la Roumanie n'est ni une improvisation, ni un caprice, qu'elle est l'aboutissant d'anciennes traditions, à la suite logique de tout son développement historique.

Je n'entrerai pas dans le détail de cette exposition, qui me mènerait trop loin aujourd'hui. Je me référerai, pour établir cette donnée, au travail publié dernièrement par l'éminent historien roumain Jorga, traitant des relations entre la Roumanie et la France.

Vous me permettrez, ceci étant fait, de me reporter directement, pour continuer l'exposition des rapports franco-roumains, à l'époque de la Révolution de 1848.

Sous la Révolution de 1848, pendant laquelle des hommes comme Rossetti, les frères Démètre et Jean Bratiano, Nicolas Balcesco, Golescu, Voinescu propagèrent l'union entre la Roumanie et la France, de grands Français aimant la Roumanie, comme Lamartine, président de la Société des étudiants moldo-valaques ; Edgar Quinet, Elias Regnault, Michelet, établirent l'indissolubilité définitive des rapports que la nature et l'affinité avaient créés entre Français et Roumains.

Regnault indiqua le grand rôle qui revient aux

Roumains, dont l'existence même en Orient est, disait-il, une bonne fortune inattendue pour la latinité. Il montre que tous les Roumains, ceux des Principautés, avec leurs congénères de Transylvanie, du Banat, de la Bukovine et de la Bessarabie formant un empire de 10 000 000 d'hommes, au lieu d'être protégés par une Europe toujours tardive à répondre à l'appel, seraient eux-mêmes une digue protectrice à cette Europe menacée par l'avance fatale des peuples de la steppe orientale. D'autres encore abondaient en ce sens.

Après la guerre de Crimée et après une forte propagande faite à Paris par l'élite de l'intelligence roumaine, aidée par des amis de France, les vœux de la nation roumaine furent entendus par Napoléon III.

En facilitant, en permettant, en reconnaissant l'union des principautés roumaines, la France, créatrice de l'esprit roumain, créa aussi la Roumanie politiquement.

Après diverses difficultés, l'union des principautés se fit sur le nom du colonel Couza, élu en même temps prince de Moldavie et de Valachie, en février 1859.

Alexandre-Jean Ier se considéra toujours comme le protégé de la France, à laquelle il devait son instruction et son trône. Son secrétaire politique était un Français, Baligot de Beyne ; des officiers de la mission militaire française organisèrent son armée ; il fit de grandes réformes sociales. La conspiration militaire, qui fit abdiquer Couza en février 1866, n'entendait changer en rien l'influence de la France en Roumanie.

L'offre du trône au prince Napoléon ainsi qu'à l'ancien candidat le comte de Flandre, que proposait déjà en 1859 Blondel, ministre de Belgique à Constantinople, ne fit que confirmer ces idées, qui ne furent pas contredites par l'élection de Charles de Hohenzollern-Sigmaringen en mai 1866, car ce dernier, quoique Allemand par son père, était le recommandé de la France et de Napoléon III.

Je n'essaierai pas de montrer l'évolution que Charles Ier, prince d'abord, puis roi de Roumanie en 1882, reconnaissant à Napoléon III et au second Empire, essaya, plutôt qu'il ne réussit, de faire suivre au pays roumain

Pris dans un milieu indéfectiblement lié à la France, malgré sa volonté, malgré son habileté et son prestige, le roi Charles ne put modifier en rien la mentalité des Roumains qui voulaient ignorer l'Allemagne et qui méprisaient instinctivement sa force et sa prétendue civilisation. Rien ne réussit à pousser la Roumanie vers le germanisme, ni l'infiltration économique, ni la mainmise financière, ni les marques de sympathie allemandes. L'emprise naturelle de la France dominait l'âme roumaine.

En 1870, lors des malheurs de la France, un Roumain, qui aujourd'hui se trouve à Bucarest et qui avait alors toute l'ampleur de la conscience nationale, M. Carp, exprima le sentiment de toute la nation roumaine quand il s'écria, étant ministre des Affaires étrangères : « Là où flotte le drapeau de la France, se trouvent les sympathies des Roumains » ! Ces sentiments continuèrent à être ceux de tous les Roumains ; aucune brèche ne fut faite à l'union de la Roumanie avec la France. Son alliance

même avec l'Autriche ne contredit en rien cet état ; car c'est la diplomatie française qui en fut l'auteur et l'initiatrice, alors que l'Autriche apparaissait comme étant la rivale de l'influence russe dans les Balkans. Quoique cela paraisse paradoxal, c'est des mains de Paris que Bucarest prit l'alliance avec l'Autriche-Hongrie. Ce fut toujours pour suivre la France que la Roumanie dénonça cette alliance en 1916 ; depuis lors jusqu'aujourd'hui, et pour toujours, l'union des deux pays latins s'est scellée définitivement par la communion du sang versé pour le même idéal et la même cause, par les souffrances endurées, par la foi dans le grand avenir de bien. C'est la conclusion nécessaire de toute l'évolution de l'histoire roumaine. Je veux montrer maintenant en quelques paroles que c'est aussi le résultat d'un parallélisme de destinées et d'une similitude de situation.

Toutes deux ont eu, en effet, au cours de l'histoire, un rôle ressemblant et une action similaire. Elles ont eu à se défendre et à défendre le monde contre l'invasion des barbares. En même temps que la France, promontoire avancé de la civilisation européenne en Occident, luttait contre le flot envahissant des Germains, des Visigoths, des Vandales, des Huns, les pays roumains, situés aux confins de l'Orient, servaient de digue à l'Europe contre la marée des peuples asiatiques.

Représentant les Romains qui les avaient laissés là, à ce poste d'honneur et de souffrance, les Roumains ont subi pendant dix-huit siècles l'avalanche de tous les appétits sauvages, qu'ils aient eu nom Turcs, Tatars, Hongrois, ou Slaves, Touraniens de

toutes catégories, se ruant vers l'Occident. A peine ont-ils eu, de toute leur histoire, cinquante ans d'éclaircie et de tranquillité. Emprisonnés, étouffés, encerclés de tous côtés par la lie morale des peuples de l'Europe, ils supportent encore aujourd'hui avec horreur et dignité la plus formidable convergence de toutes les barbaries.

Prise entre deux courants criminels, attirés l'un vers l'autre, la Roumanie, après s'être défendue héroïquement et avoir paralysé pendant plus d'un an les efforts destructeurs, — submergée, asphyxiée, — doit voir se fondre, sur son corps ensanglanté, l'union révoltante des animalités ethniques, qui triomphent momentanément.

Combien dans son histoire la Roumanie ressemble en cela à la France, laquelle, rempart inébranlable et invincible de la civilisation, eut à lutter dès le IVe siècle contre toutes les invasions des peuples barbares, les uns venus du Nord, les autres essayant de percer par le Sud, ou s'acharnant sans relâche à forcer son entrée par l'est, tous animés par la convoitise des biens et des richesses de la France !

Il a fallu toute l'admirable volonté d'un peuple conscient de sa grande supériorité morale et de la mission que la vie lui a donnée, il a fallu le grand héroïsme du peuple français pour pouvoir s'opposer aux assauts continuels, ininterrompus, que lui donnaient à travers les siècles ce monde de Barbares qu'attirait, tels des animaux de proie, l'odeur de la curée.

Et après ces siècles de combats, heureusement triomphants contre les Barbares primitifs, — les

dévergondés de l'instinct, — la France ne subit-elle pas aujourd'hui l'assaut plus formidable encore des plus qualifiés parmi les Barbares modernes, les dévoyés de l'intelligence, les Allemands ?

Ses belles provinces de l'Est, envahies, saccagées, pillées par ces rongeurs carnassiers à forme humaine, subissent depuis quatre ans la contrainte et l'horreur. Terrés, enfouis, incrustés dans ces terres qu'ils infestent et déshonorent, ils menacent la France, et tout son patrimoine de richesses morales et matérielles, qu'elle détient pour le bien de l'humanité. De là ils guettent, de là ils entreprennent, ils réalisent à chaque moment des crimes, suivis d'autres crimes encore; mais la haute conscience humaine, révoltée du triomphe apparent ou momentané de ces malfaiteurs, ne permettra pas l'accomplissement du sacrilège.

La France, aidée par ceux qui, en la sauvant de l'étreinte, sauveront en même temps leur propre vie et leurs intérêts, aura encore une fois délivré le monde de la barbarie.

Elle aura accompli ainsi la plus grande action de l'histoire moderne. Mais tous ces sacrifices de vie et de richesses — énormes et incalculables — étaient-ils indispensables ou auraient-ils dû et pu être épargnés? Les Allemands ne seraient-ils pas des Barbares et pourraient ils être, comme le croient d'aucuns, qualifiés autrement? Est-ce une exagération de pensée, ou une injustice de sentiment révolté contre leur force opprimante qui nous dicte cette appellation? Et si, comme nous le croyons, ils sont des Barbares, comment doit-on agir envers eux dans le présent et dans l'avenir? Agir en sorte que

soient méconnues et annihilées toutes les règles sur lesquelles s'établissaient le progrès moral du monde et le respect de la personnalité humaine, n'est-ce pas être barbare ?

Leur but, qui est la domination du monde, et leurs moyens, qui sont l'emploi et l'exaltation des vices humains, qualifient suffisamment leur action, qui est, comme le disait Edgar Quinet, de vouloir dominer l'humanité en rompant avec les sentiments humanitaires.

Pour réussir, les Allemands se sont servis avant tout du mensonge, de l'espionnage, de la corruption. Rien de ce qu'ils ont fait n'a été obtenu autrement, et cette force qui demeure tout leur orgueil, et à leurs yeux toute leur rédemptrice glorification, ne constitue elle-même que le simulacre de la vaillance vraie, parce qu'elle sera toujours faite de la faiblesse déterminée chez l'adversaire par la vénalité et la corruption ; parce qu'ainsi les succès et les victoires de l'Allemagne n'auront jamais été dus à la seule puissance combative de ses armées, mais obtenus pour la plupart à travers l'affaissement de ceux que l'appât du gain et le vice peuvent corrompre.

Ainsi, les soi-disant avantages remportés au début contre la France n'ont été dus qu'à leur sournoise infiltration d'avant-guerre, à la faveur de laquelle ils prirent, par surprise, possession des départements dans lesquels ils se sont lâchement terrés depuis lors. De même, les succès qu'ils escomptaient en Angleterre, ils les attendaient de la traîtrise des Casement et de leurs acolytes. Auraient-ils pu faire cette courte incursion en Italie si, par avance, la corruption, servant d'ambassadeur aux armées

impériales, n'avait travaillé et ouvert la voie ? Comment ont-ils paralysé pendant quelque temps l'énergie hellénique, — heureusement ressuscitée ? Grâce à la double fourberie de Constantin et de Sophie, secondés par une nuée de corbeaux allemands et par une tourbe de gredins locaux. Et quel a été leur moyen d'obtenir l'effondrement russe ? La trahison de la tsarine, de Sturmer et de Protopopof aux débuts, sous l'empire ; après, sous la révolution, tous les moyens immoraux : l'achat des consciences des Lénine et des Trotsky, l'association avec tous les malfaiteurs de la Russie révolutionnaire, la tromperie des naïfs, aveuglés par la séduction d'une paix générale et gavés de mensongère fraternité.

La victoire des Allemands en Russie n'est pas une victoire de leurs armées, mais une victoire des escrocs et des suborneurs allemands, sur un peuple veule et lâche, qu'ont abusé les vendus à l'Allemagne : maximalistes, léninistes, trotzkystes et autres agents germano-judaïques aux gages du Kaiser et de l'infamie, son associée.

Enfin, à la faveur de toutes ces ignominies, l'*assassinat roumain*, la strangulation d'un peuple, d'une nation préalablement investie de tous côtés, encerclée par des agents et des complices du crime allemand. Cette victoire, la dernière, celle du plus mauvais aloi, est une action d'escarpe et non pas une guerre.

Beau tableau de victoires des armées allemandes ! Ce qui a triomphé jusqu'à présent en Allemagne, et par elle, c'est la honte et la corruption ! Ayons le courage de dire ce que les faits nous crient : l'Alle-

magne n'est pas forte par ses armées, mais par *sa malhonnêteté*. C'est le déshonneur, malheureusement, qui a eu tous les succès jusqu'à présent ; et c'est là la chose la plus affligeante ; car le spectacle de l'injustice triomphante est un agent de corruption très puissant sur l'âme humaine.

Il ne faut pas qu'on puisse arriver à s'incliner au culte du succès et à l'adoration de la force du mal, car autrement l'on serait perdu.

Et c'est pour cela qu'il faut combattre les Allemands par tous les moyens et s'en éloigner avec horreur.

Il faut proclamer que leur action, ainsi que leur mentalité, est une barbarie. Et peu importent leurs progrès scientifiques, industriels, techniques et organisateurs, s'ils ne servent qu'à renforcer la puissance nuisible des Allemands et les effets de leur volonté de mal. Plus cette dernière est développée et ingénieuse, plus elle présente de dangers ; et je ne puis concevoir qu'on admire même le génie, si génie il y a, quand il est diabolique et destructeur.

Sachons, sans hésitation, formuler nettement la vérité qui est comprise dans les termes de cette alternative irréductible :

Ou bien ce que font les Allemands, leur but et leurs procédés ne sont ni un crime ni une barbarie, mais une forme de leur supériorité intellectuelle, un manque de scrupule qui atteste la force d'esprit et la puissance, et alors il faudrait chercher à faire comme eux, ou bien ce qu'ils conçoivent et réalisent est le mal, et alors il faut le haïr et les haïr. Car il n'est pas admissible, si leur formule de vie est

BIBLIOTECA CENTRALĂ IMPRIMĂS.

supérieure à la nôtre, d'avoir leurré par l'éducation les générations présentes et de tromper aussi les générations à venir, en leur enseignant des règles de conduite idéales, scrupuleuses, lesquelles devraient toujours, en pratique, s'effacer devant la brutalité des réalisations amorales, en les mettant ainsi dans une situation d'infériorité constante, en face des agents du mal triomphant.

Il faut, pour que les âmes puissent encore croire à l'existence et à la réussite du bien, s'interdire toute indulgence et toute compromission envers le mal. Il faut avoir une doctrine et une action de haine contre lui. Le pardon, l'oubli sont faiblesse et immoralité.

Le monde ne peut être sauvé que par la haine contre le crime et contre le mal et par le combat actif qu'elle doit leur livrer.

Assez de concessions, assez de faiblesses, de prétendues largeurs d'esprit qui ne sont que déliquescences et veuleries morales, assez de scrupules élégants, d'apparentes générosités qui ne sont que ménagements intéressés et lâchetés ; assez d'oublis et de pardons que le temps arrache à la lassitude de vouloir, car ils ne sont que complicités inconscientes et appâts d'intérêts particuliers déguisés. Il ne faut pas pardonner parce que le malfaiteur consent à oublier sa faute, mais alors seulement qu'il prouve s'être corrigé.

Jusqu'alors rigueur et exclusion, on ne communie pas avec le mal, il faut qu'il abdique et se repente. S'il est plus fort que nous, qu'il domine nos biens, qu'il vole nos richesses, mais il ne peut cependant forcer notre volonté et nos cœurs. Ne lui livrons

jamais ce qu'il ne peut prendre par la violence, nos âmes. N'oublions pas le mal, haïssons le crime et le criminel. C'est là toute la morale et toute la vérité. Et c'est là ce qui doit être à présent, et devra être après la guerre, notre règle de vie. La Roumanie et la France doivent être unies aussi dans cette confraternité. Il faut, après la guerre, que tous les Etats qui ont été ligués pour faire triompher le bien continuent à être liés entre eux. Cette union doit envisager les deux formes de l'activité de l'Etat : la forme politique et la forme économique. Je ne parlerai qu'en quelques brèves paroles de la première, pour m'étendre plus longuement sur la seconde.

J'avoue ne pas comprendre, — pour me servir d'un euphémisme trouvé par un grand esprit français, — la superidéalité de la pensée de ceux qui croient pouvoir et qui veulent constituer après guerre une société des nations, dans laquelle prendraient place l'Allemagne et ses complices.

Car une semblable fédération ne serait qu'un piège ou n'aurait aucun sens. Il ne peut, en effet, y avoir de société qu'entre êtres sociables, et de société des nations qu'entre nations sociables.

Une société est un contrat basé sur la confiance réciproque des associés et sur le respect des engagements.

L'idée de vouloir y comprendre l'Allemagne est donc exclue en principe, si on ne veut se préparer un nouveau jeu de dupes.

Pouvons-nous croire, après les expériences faites, que l'Allemagne mérite encore la moindre confiance et nous fier en son engagement, quand nous savons le cas qu'elle en fait ?

Du reste, la preuve de l'impossibilité d'une société des nations comprenant l'Allemagne a été faite. Car n'était-ce pas une société des nations, le pacte liant l'Allemagne aux autres nations de l'Europe pour la reconnaissance de la neutralité de la Belgique ? Et on sait avec quelle désinvolture l'Allemagne a déshonoré sa parole dans ce contrat. Rien de commun politiquement avec l'Allemagne, si on ne veut pas être trompé !

Mais il faut l'exclure aussi des relations économiques, et la raison en est simple. Expansion économique est synonyme, en Allemagne surtout, de prolongement de l'activité nationale.

Les relations économiques sont des moyens de s'infiltrer, de s'insinuer sournoisement dans la vie des autres peuples, pour espionner, pour corrompre les consciences, pour établir des points d'investissement éventuel dans l'avenir.

Lier partie avec l'Allemagne économiquement, c'est ouvrir dans son propre pays une brèche à l'invasion pendant la paix, à la domination insensible de l'Allemagne.

Le mécanisme de son action est simple. Quelque arrogants et orgueilleux qu'ils soient à la guerre, les Allemands redeviendront humbles et utilitaires en temps de paix. Organisation de bandits en armes ou agencement de commis voyageurs, voilà les deux faces de la vie allemande. Depuis le moindre Boche jusqu'à leur Kaiser, tous sont des agents commerciaux logés à la même enseigne. Le commerce allemand, aidé par la Banque allemande, arrive, à force de mauvaise foi, de bassesse et d'insistance, à accaparer le monde. Leurs talents d'insinuation com-

merciale ne leur suffiraient pas, s'ils n'avaient un allié dans la place au cœur de tout pays, *c'est la finance internationale* qui est aux gages et au service de l'Allemagne, laquelle emploie l'internationalisme comme agent de propagation et de corruption en sa faveur. Quel est le moyen de se défendre contre cette trame de spéculation et d'espionnage ? Un seul. N'avoir aucune relation commerciale ni économique avec l'Allemagne. J'entends d'ici la protestation de tous ceux qui regardent avant tout leur profit personnel, et il y en a malheureusement beaucoup, — commerçants, industriels, courtiers, placeurs, banquiers, — qui gagnent peut-être davantage au trafic avec un pays où le commerce peut faire des concessions qu'aucun autre pays ne peut égaler, car elles contiennent des sacrifices consentis par l'Allemagne dans des buts politiques et militaires, placement à longue échéance, qui rapporteront le jour où l'Allemagne déclarera une nouvelle guerre. J'entends aussi la protestation des économistes, disant qu'on ne peut rompre des relations avec un pays limitrophe, que l'Europe ne peut se passer de l'industrie allemande ; que cela est contraire à l'utilité générale et antiscientifique au point de vue économique. Si ces affirmations étaient vraies, il faudrait alors se résoudre à subir toujours la mainmise allemande sur l'Europe, l'espionnage et la menace de préparation de guerre. Mais la réalité n'est pas si catégorique qu'on veut le dire, ni l'industrie allemande et la vie industrielle si indispensables au monde.

Certes, il y aurait quelques personnes, beaucoup de personnes même, désavantagées ; ce sont celles

justement qui gagnent d'une manière presque inexplicablement facile. Mais qu'importent ces déboires matériels si la sécurité de l'État en sort raffermie !

Les industries allemandes ayant poussé jusqu'aux dernières limites la recherche de l'abaissement du prix de revient, en fabrication intensive, il est évident qu'elles peuvent procurer aux commerçants des marchandises sensiblement égales en valeur à d'autres et à des prix inférieurs. Mais, est-ce à dire qu'on ne puisse se passer d'elles, ou qu'on ne puisse pas les concurrencer ? Est-ce rigoureusement vrai au moins qu'une telle intensivité de vie industrielle soit une nécessité et un bien ? Je ne le pense pas. Car, différente en cela encore de l'Allemagne, la France pourrait à la rigueur, étant donnée la grande diversité de ses formes de production, se suffire à elle-même. Son pays contient toutes les matières premières nécessaires à la vie ; son commerce et son industrie, après avoir réalisé leur tâche nationale complète, auraient encore un champ d'action illimité dans les rapports avec ses alliés d'Europe et du Nouveau Monde. Complétée et renforcée par des échanges avec ses alliés, la France peut constituer un organisme absolument complet et hautement agissant de vie commerciale et industrielle et de richesses normales et saines.

Ah ! je comprends et je vois très bien pourquoi l'Allemagne, surtout si elle n'arrive pas à mettre complètement en coupe réglée la Russie, ne peut, elle, se suffire à elle-même, et a un besoin absolu des rapports commerciaux et industriels avec la France et ses alliés. Car, où prendrait-elle tous les

produits nécessaires à sa vie, et où écoulerait-elle toutes ses ferrailles et toute son industrie ? Elle vivrait à demi étouffée sous l'amas de cette sinistre production industrielle outrancière, privée des biens que donnent la vie vraie et franche, normale et naturelle de la production agricole, des dérivés du soleil et de la nature, dont le sort a privé son pays brumeux et antipathique. Et ce serait là, en même temps qu'une des formes de la punition qu'on doit lui infliger, le secret peut-être de la supériorité qu'on pourrait faire valoir envers elle, le jour où on croirait que, revenue à de meilleurs sentiments, on pourrait reprendre certains rapports. Mais on ne peut, prétendent quelques économistes, se passer de l'industrie allemande, si développée, si diverse, ou alors, clament désespérés les commerçants avides, en de beaucoup moins bonnes conditions de revient. Où a-t-on pris cela, et qu'est-ce qui le prouve ? Rien. Affirmation dénuée de fondement. Ne se rendent-ils pas compte cependant que ces cris de détresse sont le reflet inconscient de la désespérance allemande ?

Certainement l'idéal de l'indépendance économique de l'effort pour se suffire à soi-même, de constituer un Etat ferme réalisant ce qu'on a appelé l'autarchie économique, constitue presque une impossibilité matérielle pour l'Allemagne et l'acculerait à des désastres, parce que la nature est contre elle sur ce point. Pour elle, par conséquent, et de son point de vue, les économistes précités ont raison ; mais pour la France et surtout pour la France et ses alliés, unis économiquement, c'est justement le contraire qui est vrai.

En effet, la seule supériorité de production de

l'Allemagne, de laquelle découle sa puissance économique, est due au fait qu'elle s'est trouvée être plus riche à la fois en houille et en fer qu'aucun autre pays de l'Europe.

Or, s'il est vrai que la France se trouvait à la fin du XIXe siècle en état d'infériorité de ce point de vue, il n'en est pas moins vrai, que, depuis 1890, on découvrit dans les régions de Longwy, de Nancy et surtout de Briey, un immense bassin minier qui est de beaucoup le plus riche du monde.

Après la guerre, l'énorme bassin de Briey s'accroîtra du vaste gisement qui le prolonge vers Metz et Thionville dans la Lorraine que l'on devra rendre à la France.

C'est une nouvelle réserve de plus d'un milliard de tonnes. Cette restitution sera en même temps une perte irrémédiable pour l'industrie germanique, car l'Allemagne tirait de là presque tout son minerai de fer. Elle sera de ce moment ainsi tributaire de l'étranger et surtout de la France. Mais il y a mieux, la France de demain va pouvoir trouver en Lorraine de fortes productions houillères : la région de Thionville à Forbach renferme d'excellentes mines de charbon, et le bassin houiller de la Sarre est un des plus riches. La restitution de ces contrées, qui font partie de l'ancienne Lorraine française, s'impose, et ainsi les seuls deux produits dont la France pouvait manquer jusqu'ici, elle les aura abondamment après la guerre ; et cela établit définitivement sa plénitude de suffisance économique. Ce qui donne une haute importance — en dehors du rétablissement du droit violé, — à la restitution de la Lorraine et de l'Alsace à la France, c'est que de cette

façon, privée du fer et du charbon qui facilitait ses entreprises militaires, l'Allemagne sera dans la difficulté de faire la guerre, et l'Europe sera garantie réellement contre ses aventures. Est-ce à croire que par le fait que la situation de production minière sera inversée après la guerre la France devra se lancer à corps perdu dans la lutte pour la suprématie économique et pour la conquête industrielle du monde, comblant ainsi le vœu de ceux qui soupirent après l'industrialisation forcenée de l'Allemagne et qui proposent cette dernière en exemple à la France, sur ce point ? — Je ne le crois pas et, à dire vrai, aimant beaucoup la France, je ne le désirerais pas pour elle ; cela ferait dériver son activité et son génie dans un sens mécanique, impropre à ses qualités. Et cela altérerait ses attributs personnels.

Je considère que, quoique la prospérité industrielle normale d'un pays soit une force pour lui, l'engoûment excessif et exagéré pour l'industrie est une des formes des névroses de la vie moderne. J'ai été surpris, je vous l'avoue, d'entendre, il y a quelque temps, une des plus belles intelligences françaises faisant l'apologie de l'esprit de spécialisation des Allemands et proposant l'exemple de leur industrialisation trépidante et totale à la France, dont l'esprit de généralisation et d'élévation lui semblait démodé, et dont l'activité trop peu mécanique lui semblait arriérée. D'abord, étant donné le chiffre inférieur de sa population relativement à l'Allemagne, la lutte sur le terrain industriel et de production intensive serait difficile pour la France. L'Allemagne pourra toujours produire davantage et à meilleur marché. Même si elle pouvait essayer

de vaincre sur ce terrain, la France ne devrait pas s'entraîner à le faire. Ce serait admettre la plate-forme de vie et de combat économique proposée par l'Allemagne et tomber définitivement dans le piège tendu par elle.

Que l'Allemagne transporte toute son activité dans l'industrie, cela s'explique. N'ayant aucune autre ressource de vie, pas suffisamment d'agriculture et peu de produits naturels, il lui faut s'adresser à d'autres, pour qu'en échange de ces produits qu'ils ont eux elle leur offre ceux de son industrie. L'industrie qui produit des objets, le commerce qui les place, les banques qui en facilitent la circulation, c'est la vie de l'Allemagne, sa seule activité normale. Mais que la France, et comme elle les pays producteurs tombent dans le panneau et admettent comme terrain de lutte économique celui justement indiqué par l'Allemagne, et le seul qui lui convienne, c'est inconcevable et ne peut s'expliquer que par un mirage de son esprit abusé par l'habileté allemande. Comment ! la France a toutes les supériorités de production sur l'Allemagne. Elle a chez elle tous les produits agricoles essentiels, toutes les industries nécessaires à son développement normal, et toutes les formes supérieures de l'activité industrielle.

Et elle aurait la naïveté de se lancer dans l'industrie à outrance pour transporter la lutte sur le seul terrain favorable à l'Allemagne, et de laisser, ne pouvant tout faire, dépérir la base paysanne, celle qui est indispensable à tout peuple qui a souci de sa sécurité. Mais ce serait de l'aberration pure. La formule de lutte économique de la France est tout autre, et beaucoup plus avantageuse que celle de l'Allemagne.

La France a, pour opposer à l'industrie inférieure quantitative allemande, sa production industrielle qualitative, laquelle, s'adressant à une élite, peut prétendre équivaloir le nombre par sa valeur.

La France n'a donc aucun intérêt à changer ses industries de goût, d'art, de fini, contre des industries grossières de nombre et de quantité. En outre, elle perdrait son charme et son originalité si elle voulait ressembler à l'Allemagne, s'assimiler à son activité. L'humanité serait diminuée si la France rejetait ses qualités propres pour s'affubler d'un caractère d'emprunt De la terre de France une poésie s'exhale qui pénètre toutes les manifestations de la vie humaine sans jamais détacher l'homme de la nature. Pour chercher à conquérir l'hégémonie industrielle, il faudrait qu'elle sacrifiât l'agriculture ; or, l'agriculture est la vie vraie : les hommes entretenus à la sagesse par le spectacle quotidien du rythme continu de la nature. Il vaut mieux renoncer aux extrêmes succès de l'industrie qu'aux garanties sérieuses d'une activité moins spécialisée, ainsi que le disait si justement M. C. Jullien.

Le génie de la France n'est pas dans un trop exclusif avenir d'affaires. Il ne faut pas se laisser dominer par l'âpre désir d'un enrichissement illimité. Il faut au cœur d'un peuple un idéal qu'il ne peut trouver dans le spectacle des activités fiévreuses et mercantiles. Le fameux mirage de l'enrichissement est désastreux pour les nations au même degré que pour les individus. Il compromet leur dignité morale et la pacification de la société humaine. Du bien-être pour tous, c'est entendu, mais il ne faut pas se laisser hypnotiser

par les grandes entreprises de gains illimités. C'est parce que l'Allemagne, depuis la guerre de 1871, n'a songé qu'à s'enrichir par l'industrie et le commerce à outrance qu'elle a perdu ce qui lui restait de vertu et qu'elle est sur le point de conduire le monde à l'abîme. Que les peuples civilisés se gardent de lui ressembler ! Que la France au moins se détourne de cette foire d'empoigne qu'est la folie de la surproduction industrielle : elle sortirait de sa nature [1].

Travailler avec énergie et une patience infinies chez soi, dans son domaine et pour les siens avant tout, cette doctrine de nationalisme économique est la vérité, tandis que l'épouvantable internationalisme économique est une aberration de l'esprit humain. La guerre actuelle prouve que le monde a fait fausse route.

A cette France ainsi faite, la Roumanie apportera toute sa collaboration et toute son activité économiques. Que ne donnera-t-elle pas qui ne puisse être mis en valeur, pour le bien commun, par le génie clairvoyant de sa grande associée.

La France peut trouver en Roumanie toutes les richesses naturelles complémentaires à son développement et à son expansion coloniale et civilisatrice dans l'Orient.

La Roumanie a besoin de la France pour que celle-ci mette en valeur par son énergie, par sa compréhension méthodique des choses, par la clarté de sa vision ordonnée et entreprenante, les liens innombrables qu'elle possède, et la France a besoin

1. Voir Jullien, *Revue Bleue*, 1918.

de la Roumanie qui lui fournira un appoint appréciable à son activité par l'adjonction de ses échanges, qui s'élevaient en 1911 à 1 261 000 000 de francs.

La France pourrait supplanter dans le commerce extérieur de la Roumanie les rapports que celle-ci avait avec d'autres pays.

Il faut qu'à la domination profonde de l'esprit français sur la culture roumaine corresponde aussi une liaison économique beaucoup plus efficace et plus accentuée.

Le problème se pose de la façon suivante pour la France, ainsi que pour ses alliés et pour leurs intérêts supérieurs : pour s'opposer aux menées toujours grandissantes de l'Allemagne en Orient, pour empêcher l'accaparement du monde oriental, il faut de toute nécessité un pays allié, qui soit en même temps digne et capable de ce rôle, ami sûr désigné par tous ces liens naturels quelquefois plus forts que la volonté, indéfectiblement et indissolublement fidèle à la France, et par elle aux alliés communs, qui puisse dans l'intérêt général constituer un rempart infranchissable aux convoitises et aux poussées allemandes et barbares. Ce pays ne peut être que la Roumanie, car surtout depuis le sinistre effondrement de la Russie, dû à l'action néfaste de l'internationalisme complice de l'Allemagne, on ne peut compter principalement et essentiellement que sur la Roumanie.

De par sa situation même, campée sur le Danube et possédant les parties essentielles de ce fleuve, ainsi que ses aboutissants à la mer Noire, intercalée entre l'Autriche, bastion avancé de l'expansion

allemande vers l'Orient et l'Asie, et constituant le point d'appui initial d'une ligne de barrage qui part de la mer Noire et du Danube pour passer par la Serbie, l'Italie, se rallier à la France, entravant ainsi l'expansion de l'impérialisme pangermaniste vers la Méditerranée, la Roumanie constitue naturellement le pivot de la politique orientale des peuples civilisés et la garante de l'équilibre européen en Orient.

Ce rôle essentiel, et, je le répète, d'intérêt vital pour la France et ses alliés, la Roumanie peut et doit le jouer. Il faut pour cela qu'elle soit en mesure de le tenir.

Reconstituée et formée selon les principes supérieurs de cette grande guerre, la Roumanie formera un groupe national, le plus unitaire qui soit, de plus de douze millions d'habitants, forts, décidés, remplis de haine contre les barbares et d'affection instinctive et raisonnée pour la France et pour les pays de l'Entente. Ce groupe possède dans son pays, plein de toutes les richesses naturelles, mises en valeur et exploitées avec la collaboration ingénieuse de tous ses amis, une force économique et industrielle insoupçonnée.

L'agriculture roumaine et sa production en céréales. fruit du labeur plein d'amour d'une terre aux germinations presque miraculeuses, par un artisan idéal, le paysan roumain, dépasse tous les pays du monde, sauf l'Argentine.

Mais que ne donnera-t-elle pas, quand une culture intensive, progressive et rationnelle aura remplacé dans toute l'étendue du pays les moyens de produire par ailleurs encore primitifs!

Quelles réalisations présentes, d'autre part, et quelles espérances illimitées ne doit-on pas attendre de son industrie pétrolifère? Pour des raisons assez complexes et spéciales à exposer, elle n'a donné jusqu'à ce jour qu'une infime partie de ce qu'on peut et doit attendre d'elle. Et les gisements de charbon et de minerai de la Transylvanie, et les cours d'eaux nombreux et encore non réglés, source infinie de houille blanche, réservoirs inépuisables d'énergies industrielles et mécaniques, avec quelle abondance et quelle profusion ne se trouvent-ils pas répandus en Roumanie! Un vaste horizon d'entreprises industrielles, un monde de richesses nouvelles à inaugurer et à exploiter s'ouvrent à l'activité collaboratrice du génie français, de la volonté et de la ténacité roumaines, de leur amour communiant dans la voie du bien.

La nouvelle, la grande, la définitive renaissance intellectuelle de la Roumanie se sera ainsi faite encore une fois par la France ; son génie remplissant sa mission à jamais bénie dans le monde aura ainsi réveillé à la vie plénière l'âme d'un peuple encore sous l'effet de l'oppression millénaire des Barbares, d'un peuple de paysans braves, loyaux et intelligents, et ranimé ainsi de nouvelles et de fortes lumières collaboratrices de la grande œuvre de civilisation du monde.

Il semble que le moment était inopportun et mal choisi de parler de l'union indestructible de la Roumanie à la France, de leurs beaux projets d'avenir libérateur et créateur, ainsi que de leurs promesses de grande vie commune, à l'instant même où la réalité a l'air de donner un démenti douloureuse-

ment sanglant à cet idéal. Est-ce quand la Roumanie, acculée, sommée de subir sous forme de paix une véritable strangulation physique qui déshonore ceux qui la lui imposent, parce qu'elle est dictée à la faveur de la lâcheté de quelques voisins dont s'est servie la bassesse d'âme d'une force plus confiante en la corruption qu'en elle-même? Est-ce en ces moments tragiques et décevants qu'il convenait de parler de l'organisation d'un avenir de gloire et de beauté?

Et cependant, n'est-ce pas avant d'entrer dans l'engourdissement malheureux de la contrainte qu'on doit revoir ses rêves et les caresser encore une fois, afin de pouvoir vivre jusqu'au jour certain, et qui approche, de l'immanente justice, dans l'espoir de leur réalisation? C'est en s'endormant du sommeil lourd de la mort apparente qui précède toutes les grandes rénovations qu'un être ou un peuple revit sa vie, s'affirme à nouveau dans les pensées d'avenir et qu'il se prépare de la sorte à l'opération cruelle qui lui donnera la délivrance, à travers la douleur. C'est un grand, douloureux et tragique sacrifice que subit en ce moment la Roumanie crucifiée sous la forme d'une paix que son âme révoltée rejette avec dégoût; on lui impose en réalité une capitulation et une occupation déguisée et odieuse, comme tout ce qui est allemand.

Tel un homme qui, surpris, assailli par une bande d'assassins, bâillonné, violenté, indique d'un geste contraint à ses assaillants, qui sont en même temps des voleurs, l'endroit où se trouvent son argent, ses trésors, ayant l'air de consentir pour

avoir la vie sauve. Telle la Roumanie ! Peut-on appeler du nom de paix l'opération éhontée et criminelle qu'accomplit actuellement l'Allemagne aux yeux du monde écœuré? Ne pouvant que se laisser égorger ou se taire, la Roumanie se tait pour ne pas être égorgée. Voilà le sens de son attitude.

Et pendant ce temps, les Allemands, sous forme de paix, la volent, pour eux et pour leurs complices ; je ne citerai comme preuve de leur vol que la prise de la Dobroudja. La Roumanie a eu la Dobroudja en 1878, en échange de services rendus à la Russie et à la Bulgarie ; en la lui prenant, la Roumanie est frustrée de toute la contre-valeur de ses efforts. Mais la Roumanie à en outre payé douloureusement l'acquisition de cette contrée, en se voyant prendre par la Russie la partie de la Bessarabie qui lui appartenait ; elle a donc été frustrée une deuxième fois de toute la valeur du prix donné pour cette acquisition. Enfin la Roumanie est volée par cet acte infâme une troisième fois, parce que ce qu'on lui a donné en 1878 était une province sans valeur, malsaine, marécageuse et inculte. Tandis que celle qu'on lui reprend aujourd'hui est un pays qu'elle a assaini, civilisé, mis en valeur par son activité et ses capitaux. La Dobroudja de 1916 avec ses richesses, son port de Constantza, construit totalement par l'effort roumain, est une création roumaine et, par conséquent, même si elle avait jamais été une province bulgare, la prise d'aujourd'hui constituerait par elle-même un immense vol de tout ce que les Roumains ont englobé en elle de travail et de capitaux.

La Roumanie est donc trahie, violentée, volée,

mais elle ne désespère pas de l'avenir. Elle se prépare dans la douleur profonde, condition nécessaire de tout ce qui se produit de grand, à l'accomplissement de son devoir envers l'humanité. Confiante dans la réussite de la cause générale du bien, confiante dans son sort, quand la tourmente cessera, la Roumanie affermie, élevée par les épreuves subies, proclamera avec ses alliés le Droit. Le monde a besoin detoutes ses clartés, et la lumière roumaine, assombrie un moment par les brouillards épais et perfides du Nord, brillera de nouveau, *plus éclatante encore*, sur le ciel des idéalités reconquises.

VI

La politique nationale et l'esprit public en Roumanie,

PAR

J. GAVANESCO

Professeur à l'Université de Jassy.

Quand on se propose d'étudier la politique nationale et l'esprit public roumain, la première question qui se présente, c'est de préciser en quoi consiste cette politique et cet esprit public.

La politique nationale roumaine ?

C'est celle qui s'est manifestée en Roumanie au moment où l'humanité a été ébranlée dans ses fondements par le terrible conflit de la guerre mondiale.

Cette guerre a joué, pour la connaissance des hommes et des peuples, le rôle d'une force réactrice qui a révélé les propriétés cachées, les tendances profondes, inconscientes, des âmes.

C'est la guerre qui a révélé, sous le camouflage de la « kultur » allemande, la vraie nature teutonne, faite de mensonge, de cruauté, de tendances sanguinaires et rapaces.

C'est la guerre qui a révélé la fureur touranienne de la rapacité magyare sous la fanfaronnade d'un

libéralisme faux, tout aussi faux qu'était comique l'allure chevaleresque qui faisait sonner bruyamment les éperons sous le drapeau impérialiste du Kaiser, pour finir par chanter, après la défaite de l'Allemagne, tout aussi bruyamment, les sérénades amoureuses à la France.

C'est la guerre qui a révélé la nature de bête fauve de ce peuple qui, sur l'échelle de l'évolution humaine, est resté au-dessous du plus bas échelon de la civilisation européenne, — vous avez compris le Bulgare ; être sans âme et sans foi, qui aime déchirer de ses propres dents les entrailles de son ennemi, tombé dans le piège qu'il lui a tendu en lui montrant le drapeau blanc.

C'est la guerre qui a révélé l'état des ténèbres mystérieuses de l'âme slave, spécialement le manque absolu de toute préparation civique et politique du grand peuple russe, qui, rejetant le joug humiliant de la tyrannie tzariste, s'est jeté d'un coup dans le chaos effrayant de l'anarchie bolcheviste, sans possibilité d'en sortir et de se créer seul une forme de vie politique normale, qui demande à l'homme, pour sa construction, le sacrifice de ses penchants égoïstes, la maîtrise de soi-même devant la tentation des instincts.

C'est toujours la guerre qui, sous les apparences trompeuses des luttes politiques troublantes, qui n'était que l'écho du développement énorme d'un grand peuple civilisé vivant en liberté, a révélé dans l'âme française cette solidarité profonde, cette discipline morale admirable, qui sont les conditions naturelles de toute *Union sacrée* au moment du danger public.

Et pour en revenir à nous, à la petite sœur éloignée de la France, à la sœur latine à laquelle Trajan, voulant sans doute la rendre heureuse, donna, il y a 1 800 ans, comme demeure la « Dacie heureuse », — *Dacia felix*, — où, après avoir souffert pendant des siècles, elle commence enfin à voir s'élever à l'horizon le soleil brillant d'une nouvelle destinée, — donc, pour en revenir à nous, n'est-ce pas encore la guerre qui a prouvé, d'une manière expérimentale, la solidité des idées d'ordre et de respect envers la loi dans l'âme des paysans roumains qui, même dans la situation la plus désespérée de l'esclavage allemand, n'ont voulu écouter qu'avec mépris les tentations subversives des suggestions bolchevistes ?

Comme on reconnaît à cette attitude de dignité dans le malheur, de loyauté dans le bouleversement général, les vrais descendants de ce peuple roi, qui a donné au monde la conscience du droit et de la légalité !

Pourquoi nous étonner que la guerre, révélatrice infaillible de la nature réelle des peuples, ait été la force supérieure qui détermina la vraie voie politique de la nation roumaine ?

*
* *

Quand la grande guerre éclata, elle trouva la Roumanie liée à la politique de la Triple Alliance.

Aux premiers grondements du canon, la conscience profonde de la nation roumaine s'éveilla, intégrale.

Comme saisie par une force surnaturelle, la Rou-

manie, au lieu de suivre le courant qui l'entraînait vers l'impérialisme germano-hongrois, s'arrêta, cherchant une autre orientation. A la place de l'ancienne politique de calcul, au jour le jour, se dressa devant elle, impérieuse, la politique des grandes fatalités historiques, dictée par le caractère même de la race, qui conduit les peuples sur la voie de leurs destinées, vers la grandeur ou la mort.

Ἦθος ἀνθρώπον δαίμων,

disait la sagesse ancienne.

Au premier *Conseil de la Couronne*, qui devait décider de l'attitude de la Roumanie dans la guerre mondiale, le vieux roi Carol, dont le nom était associé dans l'esprit du peuple roumain aux souvenirs glorieux de la guerre pour l'Indépendance et à la fondation du royaume roumain, le roi, dont le tact, la prudence, la sagesse avaient réussi, pendant les 49 ans de son gouvernement, à conquérir le respect, la confiance, l'obéissance du pays, se vit seul dans son désir de marcher avec l'Allemagne, avec laquelle il avait conclu un traité, sans consulter préalablement la volonté du peuple, il est vrai.

La déclaration de la neutralité, c'était la rupture définitive des liaisons simplement officielles, et par conséquent superficielles, c'était la proclamation du droit du peuple à décider seul de son sort, en conformité avec sa libre volonté.

Le vieux roi, qui avait cherché le bonheur de sa vie dans l'harmonie des intérêts de ses deux patries, — l'une, patrie de naissance, l'autre d'adoption, — n'a pas pu résister au conflit d'inimitié irréductible entre elles, conflit transformé dans son âme en lutte

tragique, écrasante, entre les inclinations du cœur et la loi du devoir.

Passant par-dessus le cadavre de sa victime, le conflit implacable entre des tendances irréconciliables s'aplanit dans l'âme du roi Ferdinand, le successeur de Carol, par la victoire de la volonté nationale, qui imposa la formule de sa propre politique.

Et cette politique nationale fut exprimée définitivement les 15-28 août 1916, quand la Roumanie, déclarant la guerre à l'Autriche-Hongrie pour la libération des millions de Roumains gémissant sous le joug séculaire de la tyrannie germano-magyare, se jeta dans le tourbillon furieux du carnage mondial, sous le drapeau de la liberté des peuples, élevé par l'Entente.

Voilà la politique dont je me propose de chercher l'explication.

Je ne la trouverai pas loin, cette explication. Elle est contenue dans la seconde partie du titre de ma conférence : L'esprit public roumain.

*
* *

La politique inaugurée par la Roumanie au mois d'août 1916 a été l'expression de cet esprit public roumain qui l'explique, comme la cause explique son effet.

La cause a précédé, certes, de beaucoup, son effet.

L'esprit public roumain qui a conduit à la guerre est d'une date bien plus ancienne que la politique ententiste.

Sans le poursuivre jusqu'à ses origines mêmes,

qui ne le reconnaît pas déjà dans ce mouvement de révolte populaire qui, en 1871, a empêché violemment les Allemands de fêter à Bucarest leur victoire sur la France ?

Faut-il le préciser davantage dans ses manifestations depuis le commencement de la guerre en août 1914 ?

C'est cet esprit public qui, bientôt après que le Conseil de la Couronne eut décrété la neutralité, organisa, en l'honneur du « grand Roumain » Nicolas Filipesco, dans la capitale du royaume, l'inoubliable accueil d'un enthousiasme fou, parce qu'il avait, le premier de nos hommes politiques, émis l'opinion que la neutralité ne devait être considérée que comme provisoire.

C'est cet esprit public qui a salué, d'une manière au moins aussi éclatante et bien plus significative encore, dans la personne du général Pau, quand il traversait la Roumanie pour se rendre en Russie, le représentant de la France héroïque, de la France toujours aimée, non seulement dans ses moments glorieux, mais plus encore dans ses moments d'angoisse, de la France qu'on voulait voir victorieuse dans la terrible lutte contre son ennemi séculaire.

Par cet accueil qui transforma le passage du général Pau à travers la Roumanie en une véritable voie triomphale, l'âme roumaine avait déjà déclaré sa guerre à l'Allemagne.

C'est le même esprit qui, toujours pendant la neutralité officielle de la Roumanie, faisait courir les citoyens, en masses compactes, aux réunions provoquées par les universitaires, par la « Ligue pour

l'unité nationale de tous les Roumains », par les hommes politiques qui demandaient l'entrée en guerre de la Roumanie à côté de l'Entente, pour la réalisation de la justice dans le monde, ce qui, pour nous, signifiait la libération des millions d'âmes roumaines du joug séculaire de l'étranger.

Quels jours d'enthousiasme national, inoubliables, pour celui qui les a vécus ! Afin de ne pas dépasser les limites tracées à ma conférence par son plan général et par la loi de la proportion, je dois endiguer obstinément le courant des souvenirs qui m'assaillent.

Mais je vois quand même devant moi les salles bondées d'auditeurs qui venaient s'écraser pour écouter les orateurs demandant l'entrée de la Roumanie en guerre. Et je vois les rues pleines de personnes qui n'avaient pas pu trouver place dans les salles, et les processions en longues lignes interminables de manifestants portant des écriteaux : *Nous voulons la guerre! — A bas l'Allemagne ! — A bas l'Autriche! — Vive la France !*

C'est le même esprit public qui, dans un des innombrables meetings nationaux, s'exprimait par la grande éloquence de mon ami Delavrancea, quand ce puissant orateur populaire, sous le tonnerre des applaudissements du public, s'écriait : « Mieux vaut être vaincus à côté de la France que vainqueurs avec l'Allemagne ! »

Qui aurait jamais osé dire le contraire?

Personne.

Voulez-vous vous faire une idée de la puissance morale de l'esprit national ?

Malgré l'entière liberté laissée par le gouverne-

ment à la manifestation de *toutes* les opinions, — je souligne *toutes*, — personne, pendant les deux années de neutralité, n'a osé tenir une réunion publique pour proposer l'entrée en guerre de la Roumanie à côté de l'Allemagne. Et il ne manquait pourtant pas chez nous de bochophiles assez audacieux. Quel pays n'a pas eu les siens? Et il y a eu aussi en Roumanie, comme dans tous les pays, belligérants ou neutres, une propagande allemande assez bien organisée. C'est le propre de l'Allemand d' « organiser » quoi que ce soit, une association ouvrière aussi bien qu'un assassinat, avec des moyens d'action grands et variés.

La seule voie que l'idée teutonne ait eu le courage de prendre pour se manifester a été celle de la presse, voie ouverte, qui l'a conduite cependant au néant d'efforts ridicules.

La différence entre la propagande faite par des réunions publiques et celle faite par la presse est, sans doute, un effet d'illusion à l'avantage de la dernière. Une réunion sans auditeurs n'a pas lieu. Un journal sans lecteurs paraît quand même, s'il trouve des ressources. La mentalité allemande, par une psychologie d'une myopie caractéristique, s'est contentée ici une fois de plus de l'illusion.

Je dois ajouter que la réalité du courant national, voulant affirmer son existence, se voyait obligée parfois de fouler aux pieds cette illusion incommode.

Les vitres des rédactions des journaux hostiles à l'idéal national roumain ont volé souvent en éclats, sous la pression de la révolte publique.

C'est cet esprit public qui a dicté à la Roumanie

la politique de guerre à côté de la France. C'est lui qui a soutenu l'élan héroïque dans la lutte, le courage dans les heures d'angoisse, et l'espoir de la résurrection à l'heure du crucifiement.

*
* *

Quelques faits montreront l'état d'esprit de la population pendant la domination allemande.

Quand la mission militaire française quitta Jassy, une manifestation populaire imposante montra à l'envahisseur abhorré l'amour reconnaissant et endolori de la Roumanie pour la France. Des larmes coulèrent des yeux de ceux qui devaient rester sous le joug, comme des yeux de ceux qui devaient les quitter, sans pouvoir les secourir. Et des cris : *Au revoir !* se firent entendre d'un côté comme de l'autre.

Presque en même temps une autre manifestation émouvante montrait la haine contre l'envahisseur. Les mutilés de guerre, sortis des hôpitaux militaires avec tout le personnel, hommes et femmes, qui les soignaient, et suivis de la population de Jassy, parcoururent les rues portant des pancartes et criant : « A bas l'Allemagne ! Nous voulons la guerre ! »

Les menaces, les amendes, la prison, ne purent empêcher la récidive, sous différentes formes, du même sentiment.

Les officiers roumains ne voulaient pas saluer les officiers allemands ni répondre à leur salut.

De la part des civils la même attitude. Quand des officiers allemands paraissaient dans les rues, pendant que les passants faisaient semblant de ne pas

les voir, des sifflements, sortis on ne savait d'où, les accompagnaient partout. Et, ce qui montre l'humour satirique de l'esprit latin, par-ci, par-là, on leur adressait, en guise de salut, à haute voix, des paroles roumaines que les Allemands prenaient pour des formules de politesse et qui n'étaient que des injures cinglantes à l'adresse de l'ennemi odieux[1].

Parfois, quand le commandant en chef entrait dans les locaux publics, comme la confiserie Tufli de Jassy par exemple, dans l'espoir d'essayer de s'approcher un peu plus de cette population intraitable, l'orchestre roumain jouait la *Marseillaise* et le commandant sortait, jurant de se venger, en fixant le prix de l'insulte à une amende de quelques milliers de poules ou de cochons. La nature, éternellement affamée, des Allemands trouvait ainsi le moyen de se faire nourrir par *la Marseillaise*.

*
* *

Mais la conscience nationale voulait une expression plus solennelle. Et comme la botte allemande, appesantie sur la poitrine de la Roumanie ligotée, rendait impossible une telle expression, l'esprit public roumain trouva le moyen de se manifester quand même ; il s'éleva tout d'un coup, avec la même fermeté, au delà des frontières de la Roumanie étranglée ; il apparut sur la terre bénie de la France immortelle, patrie des libertés humaines.

Il se fit entendre, d'abord par la voix de la *Colo-*

1. Raconté par un diplomate français arrivé de Roumanie. (*Le Matin*, 13 juillet 1918.)

nie roumaine de Paris, ensuite par celle du *Conseil national pour l'unité de tous les Roumains*.

L'âme de la Roumanie, meurtrie par la douleur due à la trahison du seul allié auquel l'Entente avait pu donner la délégation de l'aider dans la lutte ; l'âme de la nation roumaine, écrasée sous le poids désespérant de l'esclavage imposé, sous le nom de paix, — *paix allemande*, — de Bucarest, a trouvé l'énergie de crier, par la protestation de la Colonie roumaine de Paris, toute son indignation contre la sinistre hypocrisie de la cruauté barbare, cachée sous les clauses d'un traité de paix mensonger, toute sa foi dans le triomphe final des armées de l'Entente, des armées du Droit[1].

Dans le même sens parla ensuite le *Conseil national*, au nom de la nation roumaine entière, aussi bien au nom de la Roumanie enchaînée que des provinces broyées sous le joug austro-magyar[2].

*
* *

Comment s'est formé cet esprit public roumain, si conscient de son but, si persévérant dans ses tendances ?

Si l'on répondait, d'une manière générale, que parmi ses causes génératrices entrent, pour une très grande part, les institutions d'éducation, l'école, l'Université en tête, l'affirmation paraîtrait d'une vérité sinon banale, en tout cas assez terne, par sa généralité même.

1. *Les Protestations de la Colonie roumaine de Paris du 10-23 février et du 10-23 mai 1918.*

2. *Actes et Documents concernant la Question Roumaine*, Paris, P. Dupont, 1918.

Observons plutôt les faits, pour concrétiser les idées.

Les organes dont s'est servi à l'étranger la conscience nationale pour exprimer, dans la triste liberté de l'exil, ses aspirations, ses croyances, ses décisions, c'est-à-dire le *Comité de la Colonie* et le *Conseil national*, sont en grande partie constitués par les professeurs universitaires. Et, si l'on considère l'action du journal *la Roumanie*, — cette tribune nationale élevée par l'initiative et la persévérance patriotiques de M. P. Brastashanu, — on voit se répéter le même fait : toujours les professeurs universitaires constituant l'armée permanente des écrivains dévoués à la propagande de la vérité roumaine.

C'est un indice du rôle qu'ont joué les universités dans la formation de l'esprit et dans la détermination de la politique actuelle de la Roumanie.

En effet, ce sont les universités roumaines qui, les premières, ont manifesté le tréfond de l'âme nationale, en répondant, par une offensive énergique, au manifeste des 93 intellectuels allemands qui voulaient couvrir sous les auréoles des noms de Kant, de Gœthe, de Beethoven, les horreurs inouïes de la guerre allemande, guerre de rapacité et de domination criminelle. Ce sont elles qui, en même temps, ont exprimé la sympathie chaleureuse et l'admiration enthousiaste de la nation roumaine pour la civilisation française.

Ce sont elles qui ont pris l'initiative de demander formellement l'entrée de la Roumanie en guerre, aux côtés de l'Entente : l'Université de Bucarest, par des résolutions officielles, l'Université de Jassy,

en commençant, par l'infatigable élan patriotique de ses étudiants, la série de ces réunions publiques dont le mouvement, chaque jour plus irrésistible, ne cessa qu'avec l'entrée de la Roumanie en guerre, — son but final.

*
* *

A la formation de l'esprit public a beaucoup contribué, certes, la littérature nationale.

En premier lieu, je dois mettre les écrivains qui ont montré l'unité organique de toute la nation roumaine et son origine latine. Chroniqueurs, historiens et philologues, Miron Costin au XVII^e^ siècle, Dem. Cantemir, Shincaï, Pierre Major au XVIII^e^ siècle, — le dernier par ses *Elementa linguæ daco-latinæ* — pour ne citer que les plus anciens, ont donné, dans leurs études, une base objective, un appui scientifique aux aspirations et aux sentiments nationaux.

En parlant de l'influence de la littérature, nous pensons naturellement d'abord aux créations littéraires, œuvres de l'imagination qui, touchant à l'idéal national, allument dans les âmes l'amour de la patrie. Leur effet sur l'esprit est plus direct. Mais on peut dire qu'elles ont toujours été mises en valeur par l'école.

C'est l'école qui, cueillant, dans ses anthologies, comme dans des foyers lumineux, les rayons épars de l'inspiration patriotique, les a dirigés, en faisceaux enflammés, vers la conscience nationale de la jeunesse.

En commençant par le poète Ianco Vacaresco qui, il y a plus d'un siècle, chantait :

O, si nous pouvions reconquérir
Ce que nous avons perdu !...

jusqu'à Eminesco, avec sa plainte :

Du Dniester jusqu'à la Theïs,

en passant par Mureshanu, avec son hymne héroïque :

Réveille-toi, Roumain...

tous les grands écrivains nationalistes ont dû pénétrer dans les écoles afin de pouvoir s'adresser de plus près à l'âme roumaine et rayonner ensuite dans toutes les manifestations de la vie publique nationale.

*
* *

Je n'oublie pas l'influence qu'ont exercée les civilisations étrangères.

Les civilisations étrangères ? Non. Il n'y en a qu'une qui mérite d'être relevée spécialement dans un aperçu général et rapide : c'est la civilisation française, avec sa grande et brillante littérature, avec son inépuisable source d'idées, de mouvements et de réformes sociales et politiques ; avec l'éclatant exemple de son amour sincère de la liberté qui a illuminé le monde ; avec cet évangile puissant de la dignité humaine qui s'appelle « Les Droits de l'homme » ; avec tout l'élan de beauté, de lumière, de générosité qui la caractérise.

Oui, la France a depuis longtemps répandu sur la Roumanie le charme de sa grâce naturelle, de son esprit, de sa civilisation, qui, du reste, avait conquis toute l'Europe, le monde entier. Quand la langue

française est devenue la langue de la diplomatie et des rapports internationaux, prenant ainsi à peu près la place et le rôle de la langue latine au moyen âge ; quand, dans les cours européennes les plus rébarbatives, comme celles de Berlin et de Pétrograd, la langue française, le protocole français, l'art français, la mode française, les manières françaises ont été l'idéal et le modèle vers lesquels tendaient la vie et les manifestations de tous, — qu'y avait-il d'étonnant que les intelligences des principautés roumaines, aussi, gravitassent, pleines d'admiration et d'enthousiasme, vers la lumière qui se dégageait du génie de la France ?

Mais on dut s'apercevoir, peu à peu, — en tout cas, nous sommes en état de le constater aujourd'hui, — qu'aux causes qui poussaient tout le monde à imiter la vie française s'ajoutait, dans l'âme de ces descendants des légionnaires et des colons roumains, une autre cause, spéciale, profonde, longtemps inconnue parce que inconsciente, — c'est-à-dire, ce tressaillement involontaire du cœur à l'appel mystérieux de la voix ancestrale, de la race ; cette attraction irrésistible, qui s'exerce entre deux êtres de la même origine quand leurs âmes, mises en contact, font entendre spontanément l'harmonie préétablie de leurs sentiments, de leurs pensées, de leurs sympathies réciproques.

*
* *

Nous touchons là à la cause centrale de toutes les influences qui forment et dirigent un esprit public.

Car au-dessus de l'influence des Universités et de l'école, au-dessus de l'influence de la littérature, de

la presse, au-dessus de toutes les influences venant de l'intérieur ou du dehors, il y en a une dont c'est peu dire qu'elle les surpasse, dont il est plus juste de dire qu'elle leur donne la vie, que c'est leur cause première.

C'est l'*âme nationale* elle-même, l'âme latine du peuple roumain.

Des profondeurs insondables de sa constitution intime, l'âme ethnique crée ses organes d'orientation dans le monde, en leur imprimant la direction de croissance qui correspond au type morphologique du caractère de sa race ; ainsi de l'énergie mystérieuse de la semence se développent les parties constitutives de l'organisme d'une plante, d'après le modèle tracé dans les formes immanentes, invisibles, du type de son espèce.

Et plus la vitalité de la race est supérieure, plus infaillible est sa fonction qui sélectionne, assimile ou rejette les influences extérieures en raison de leur degré de parenté avec la nature spécifique de la race.

C'est ce qui explique l'influence qu'a eue la civilisation française sur toute notre culture nationale, donc aussi sur la formation de notre esprit public.

C'est ce qui explique, d'autre part, pourquoi l'âme roumaine est restée réfractaire à l'influence germanique.

Même si la civilisation française n'avait pas été, dans l'époque moderne, cette splendide manifestation, que tout le monde connaît, du génie latino-grec, qui, à son tour, a été, par les immortelles créations de l'antiquité classique, la plus éclatante manifestation du génie humain, sa puissance de

pénétration sur l'âme roumaine aurait toujours été plus grande que celle d'une autre civilisation allogène.

Et, même si la culture allemande avait été vraiment plus considérable encore qu'elle ne l'est en réalité, son influence sur la manière de penser, de sentir du peuple roumain, serait restée fatalement presque nulle.

L'Allemagne aurait pu, — heureusement on ne devra plus dire *elle pourrait*, — nous conquérir économiquement, commercialement, industriellement, militairement, jamais elle n'aurait pu conquérir notre âme.

La différence de race en est une garantie. Mais j'en connais une autre.

J'aime à l'accentuer ici, non pas poussé par la haine que la conduite barbare des Allemands envers ma patrie me donne le droit de me sentir dans l'âme, mais inspiré par une considération tout à fait objective.

*
* *

La conquête des âmes ne peut être réalisée que par un peuple civilisé.

Or, je conteste au peuple allemand cette qualité.

Sans doute, l'Allemagne a eu beaucoup de philosophes — même trop. Elle a eu un développement technique merveilleux, destiné à la satisfaction des besoins de la vie physique. On pourrait donc dire que l'empire du monde des idées et celui du monde matériel lui appartenaient.

Qu'est-ce qui manque encore à la notion « culture » pour qu'elle soit complète?

Presque rien — et tout : c'est ce qui constitue son essence même.

Entre la pensée et la jouissance, il y a tout un monde moral, dont la nature caractérise l'âme d'un homme ou d'un peuple.

Ce n'est pas celui — homme ou peuple — qui connaît beaucoup de choses et qui vit dans l'abondance, qu'on appelle homme ou peuple civilisé, mais bien celui qui, vivant pour un but noble, traduit en actions les belles idées de sa pensée supérieure.

Le peuple allemand a eu, certes, des philosophes, il n'a pas eu une philosophie, — une idée haute et souveraine, qui guidât sa vie publique, — un *vitæ, dux*.

Les idées de ses penseurs sont restées enfermées dans les livres, elles ne sont pas descendues jusqu'à lui, n'ont pas touché les ressorts de sa vie collective, ne se sont pas traduites en institutions publiques.

Regardons les peuples vraiment civilisés.

La pensée *anglaise* n'est pas restée sur le papier, elle a été une force sociale vive, elle a donné naissance aux institutions publiques, grâce auxquelles les droits et la volonté des citoyens ont trouvé leur libre manifestation.

Le principe de la démocratie britannique, sur lequel est basé le système constitutionnel et parlementaire, devint ensuite, en passant l'océan, une grande et belle République. Devant l'élan humanitaire, devant la passion de la justice, dont s'est mon-

trée capable la puissante République des Etats-Unis, on ne sait pas ce qu'on doit admirer le plus dans l'esprit américain : du sens pratique, qui paraissait le caractériser, ou de l'idéalisme qui en constitue l'essence.

Et quel spectacle grandiose nous présente l'âme de la France !

La pensée de ses philosophes, passant dans la foi du peuple, devint le facteur décisif de la volonté nationale, et, guidant le mouvement violent de la Grande Révolution, elle s'est transformée en institutions permanentes de la vie publique. La *Liberté*, l'*Égalité*, la *Fraternité*, inscrites sur les monuments de la *République Française*, ne sont pas de simples mots, ce sont des principes actifs qui régissent la volonté du peuple dans ses manifestations politiques.

*
* *

Où voit-on un tel spectacle dans l'histoire de l'Allemagne ? Quelles sont les institutions politiques, réalisées par la volonté du peuple allemand, en accord avec les grandes idées morales et sociales de ses philosophes ?

Serait-ce l'expropriation forcée des Polonais, afin de les expulser de leur propre pays, conformément — peut-être — à l'impératif catégorique de Kant ?

Et je laisse de côté tant d'autres exemples similaires ; je laisse de côté, sans les oublier, aussi, les crimes commis par les Allemands partout, pendant la guerre, et qui attendent le châtiment.

Serait-ce la récente république d'Ebert improvisée de par l'ordre de la démocratie occidentale victo-

rieuse, grâce à l'épée de Foch, république camouflée par un impérialisme inné et incorrigible ?

Serait-ce le principe de l'organisation allemande, que les savants allemands voulaient porter à travers le monde derrière leurs canons à longue portée ?

Nous connaissons une autre organisation de l'ordre que celle obtenue à la manière teutonique, par la soumission devant la force. Nous connaissons celle qui s'obtient par la libre adhésion des volontés à la loi établie dans le but de réaliser un idéal supérieur de justice ; nous connaissons celle qui, dans le conflit mondial, terminé le 11 novembre 1918, a triomphé pour toujours.

Nous la connaissons, et c'est pour cela aussi que nous ne craignons plus le péril allemand.

C'est cet esprit de liberté, si opposé à la mentalité allemande de contrainte, qui est destiné à conquérir les âmes. Et, quand il s'ajoute au génie latin, comme c'est le cas de l'esprit français, sa puissance de conquête sur l'âme du peuple roumain devient irrésistible et fatale.

Ne voit-on pas là une loi naturelle qui pourrait servir de base à une politique d'une grande portée internationale ?

Permettez-moi, pour finir, d'en tracer en quelques lignes le cadre et la signification.

*
* *

Pour garantir la paix du monde contre l'expansion allemande vers l'Orient, au delà de la chaîne des Etats slaves, nouvellement établis ou restaurés, comme la Yougo-Slavie, la Tchéco-Slavie, la Pologne,

la plus sûre cloison étanche ne peut être qu'une cloison de nature intellectuelle.

La force de pénétration des flots allemands, foncièrement matériels et mécaniques, ne s'arrête que devant les barrières de l'esprit.

Pour élever et soutenir ces fortifications de l'esprit, qui pourrait mieux que la France travailler, au nom de l'humanité civilisée ?

Et la France, sur la collaboration de qui pourrait-elle mieux compter que sur celle de la Roumanie ?

Et la Roumanie, à son tour, sur qui pourrait-elle s'appuyer mieux que sur la France, dans sa lutte pour l'affirmation de son génie latin contre l'invasion du germanisme ?

L'ancien esprit public roumain, en restant toujours le même dans ses tendances naturelles, doit s'armer d'idées nouvelles, pour formuler et soutenir une nouvelle politique, qui, conservant son caractère de politique nationale, sera aussi une politique de race et, en même temps, dépassera la sphère des intérêts nationaux et de race pour embrasser ceux de l'humanité entière, pour devenir mondiale.

Par cela, nous nous conformons à l'esprit des temps nouveaux : nous considérons les problèmes de la politique nationale à travers le prisme des intérêts de l'humanité.

*
* *

Nous vivons le grand moment historique où les lois du développement de la solidarité humaine, longtemps méprisées, brisent les obstacles qui arrêtaient leur réalisation.

Et leur marche vers le but final se déroule si rapi-

dement qu'elle parcourt, en quelques jours, la ligne d'évolution destinée à un siècle.

En parlant de la nécessité d'émanciper les nations, nous voilà arrivés devant la tâche d'organiser l'humanité en une unité solidaire.

Cause ou prétexte de la guerre mondiale, la bombe qui a éclaté à Sarajevo le 28 juin 1914 a donné, dès le commencement, au frisson moral qui a parcouru toute l'humanité le sens d'un problème posé à la conscience humaine par l'état d'esclavage des nationalités et par leurs droits à une vie libre.

La loi naturelle du progrès, qui avait recouru à la guerre pour réaliser, en première ligne, la libération de nations et leur établissement en des Etats ethniques, travaille à présent, sous nos yeux, à l'accomplissement de l'autre condition du progrès : — *l'intégration* — en créant « la Société des nations ».

Ainsi, les principes de la grande Révolution française ont-ils repris le fil historique de l'organisation des sociétés humaines. Les articles des « Droits de l'homme » reparaissent dans leur ancienne rédaction, n'ayant de changé que le mot *individu*, remplacé par le mot *nation*.

Si, pour écrire dans l'âme de la démocratie moderne l'évangile de *liberté*, *égalité*, *fraternité*, entre les citoyens, la fatalité a voulu qu'on versât du sang, une autre fatalité historique, plus terrible encore, a voulu qu'on versât encore plus de sang pour que, dans la conscience humaine, fût inscrit cet évangile entre les nations. Et il a été versé « le sang impur » dont parle *la Marseillaise*, pour assainir l'organisme social de l'humanité; et il a été

versé aussi le sang pur des héros, pour racheter les droits imprescriptibles des nations au libre développement dans un monde libre, basé sur la justice et la fraternité.

La loi de l'évolution humaine se trouve ainsi en plein procès de réalisation.

Nous avons la consolation suprême de voir que les énormes sacrifices des nations, grandes ou petites, n'ont pas été faits en vain.

Nous avons la consolation, encore plus grande, de constater que ce monde n'est pas un chaos, mais bien un cosmos, régi par des lois, et que ces lois, dans lesquelles nous pouvons voir une volonté providentielle, sont les lois de la justice invincible, les lois de la vie et du progrès universels.

VII

La Roumanie et le principe des nationalités[1],

PAR

D. NEGULESCO,

Professeur à l'Université de Bucarest,
Ancien député.

Un des principes de la Révolution française est le principe de la souveraineté nationale. Ce principe, appliqué à l'intérieur, conduit à ce que l'Etat est l'émanation de cette souveraineté. Cette souveraineté, appliquée à l'extérieur, aux relations entre les peuples, conduisait fatalement à la proclamation du principe des nationalités. Ce principe signifie que les nations, c'est-à-dire les groupements d'hommes, liés entre eux par la communauté de traditions, liés entre eux par les tombeaux de leurs morts et les aspirations des vivants, puissent vivre une vie de liberté et non pas d'esclavage.

C'est l'honneur de la Révolution française d'avoir formulé pour la première fois le principe des nationalités. Ce droit nouveau fut formulé dans les débats de l'Assemblée constituante sur le droit de paix et de guerre, en mai 1790. Le discours de Volney[2] à l'Assemblée constituante est comme une introduction

1. Voir l'article de la *Revue hebdomadaire*, décembre 1918.
2. *Moniteur réimpr.*, IV, p. 403.

à la paix perpétuelle de Kant. « Jusqu'à ce jour, dit Volney, l'Europe a présenté un spectacle affligeant d'orgueil apparent et de misère réelle ; on n'y comptait que des maisons de princes et des intérêts de familles. Les nations n'y avaient qu'une existence accessoire et précaire ; on portait en dot des peuples comme des troupeaux. Pour les menus plaisirs d'une tête, on ruinait une contrée; pour les pactes de quelques individus, on privait un pays de ses avantages naturels. »

« Vous changerez, Messieurs, un état de choses si déplorable; vous ne souffrirez plus que des millions d'hommes soient le jouet de quelques-uns qui ne sont que leurs semblables, et vous rendrez leur dignité et leurs droits aux nations. La délibération que vous allez prendre aujourd'hui a cette importance qu'elle va être l'époque de ce grand passage. Aujourd'hui, vous allez faire votre entrée dans le monde politique. Jusqu'à ce moment, vous avez délibéré dans la France et pour la France. Aujourd'hui, vous allez délibérer pour l'univers et dans l'univers. Vous allez, j'ose le dire, convoquer l'assemblée des nations. »

L'Assemblée constituante adopta ce principe quand elle décréta, le 22 mai 1790, la formule proposée par Mirabeau : « Que la nation française renonce à entreprendre aucune guerre en vue de faire des conquêtes et qu'elle n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. »

Kant, s'inspirant des mêmes idées, proclame à son tour qu'il n'y a de droit des gens ou droit international public qu'entre peuples libres. C'est l'idée maîtresse de Voltaire, de J.-J. Rousseau et de la

philosophie française du XVIII^e siècle, que, pour avoir la paix dans le monde, il faut commencer par supprimer les tyrans.

Quand Napoléon I^er voulut conquérir le monde, on souleva l'Europe contre lui, en faisant appel au principe des nationalités. Plus tard, à Sainte-Hélène, il était revenu au véritable principe qui doit dominer l'humanité : « Savez-vous, disait-il, ce que j'admire le plus dans le monde? C'est l'impuissance de la force pour organiser quelque chose de durable. Il n'y a que deux puissances : le sabre et l'esprit. A la longue le sabre est toujours battu par l'esprit. »

Pour consacrer ce principe, la France, l'Angleterre et la Russie signèrent le traité de Londres, du 6 juillet 1827 qui conduisait à l'émancipation de la Grèce, et livrèrent la bataille de Navarin, chantée par Victor Hugo.

En 1859, la France, au nom du principe des nationalités, envoya son secours à l'Italie pour chasser les Autrichiens et inscrivit sur son drapeau tricolore : Magenta et Solférino. En 1859, Napoléon III apporta son concours à l'unité roumaine : la Valachie et la Moldavie se réunirent sous le nom de Roumanie.

Si l'on examine la pensée allemande, on constate deux courants opposés et contradictoires : le premier, synthétisé par Kant et Fichte, représente la période antérieure à la guerre de 1870; le second, c'est le courant qui domine depuis l'avènement de l'impérialisme allemand.

Kant et Fichte arrivent aux mêmes conclusions. Chaque nation, comme chaque individu, a le droit à la vie. Cela signifie que la nation doit s'organiser

elle-même en corps légal ; qu'elle doit elle-même choisir ses méthodes et ses directions politiques.

C'est un crime pour l'humanité que de laisser une nation englobée dans une autre qui, seule, est constituée en État : « La vie nationale, disait Fichte, s'éteint dès qu'elle est inoculée à une vie étrangère ; la nation meurt, elle est tuée, elle est anéantie, et ce peuple est effacé de la liste des nations. »

C'est le principe des nationalités, tel qu'il fut ainsi exposé par Kant et Fichte, qui servit de base à l'unité allemande. Mais au moment de la signature du traité de Francfort, lorsque fut proclamée l'unité allemande et que le nouvel empire engloba les provinces françaises d'Alsace et Lorraine, ce principe était à la fois consacré et trahi. Il semble que les Allemands mettent beaucoup de passion à proclamer les vérités pour mieux avoir l'occasion de les trahir.

Aujourd'hui, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et leurs satellites s'opposent de toutes leurs forces au principe des nationalités, tel qu'on le conçoit en France et dans les pays alliés, et dont Comte, Renan, Spencer, Boutroux, Seignobos, sont parmi les plus grands représentants.

La pensée allemande contemporaine et celle de ses alliés se présentent sous des aspects différents pour expliquer l'assujettissement de certaines nations.

* * *

La première théorie adoptée par les Allemands, c'est que la force prime le droit. On ne peut parler d'un droit des nationalités, car un droit dépourvu de force n'est pas un droit.

M. Czernin et le comte Hertling ont montré ce que les puissances centrales entendent par le principe des nationalités. Ils croient que la force de l'État doit imposer sa force aux différentes nationalités qui le composent, car, comme ils disent, « tout cela est une question de politique intérieure et non pas internationale ».

Ils font semblant de ne pas se rappeler que la question d'Alsace-Lorraine a troublé la paix du monde pendant près de cinquante ans et que la question des peuples opprimés a été la cause de la Grande Guerre. Le principe des nationalités a, par sa nature, un caractère international, non seulement au regard du passé, pour faire cesser les injustices commises, mais au regard de l'avenir, pour que la paix puisse régner dans le monde.

Une seconde théorie allemande pour combattre la théorie des nationalités est celle qui prend comme fondement du droit la conception de la culture. Les nations se divisent en nations de culture, *Kulturvolker*, et en nations de nature, *Naturvolker*. Les nations de véritable culture ont seules le droit à la vie. Et il en est une seule qui puisse prétendre à la véritable culture, c'est la nation allemande. Le peuple allemand, dont le Kaiser est d'essence divine, a le devoir d'organiser le monde. Toutes les cultures inférieures seront transformées par leur absorption dans la culture allemande. Cela explique la politique du Kaiser de conquérir le monde. C'est la *Veltpolitik* dont parle Bülov dans son livre sur la politique allemande.

D'après un troisième système, la nationalité est une chose respectable en soi ; mais on ajoute qu'on

doit se méfier des jugements subjectifs. Il n'y a que les jugements objectifs qui ont une valeur. Le sentiment qui conduirait un peuple à disposer de son sort est un jugement subjectif, dont on ne peut tenir compte. Il faut demander l'opinion des hommes compétents, qui peuvent formuler un jugement objectif sur la destinée d'une nation. Or, il n'y a que les savants allemands qui peuvent former de pareils jugements. Leurs savants sont arrivés à démontrer que les Alsaciens-Lorrains, qui se croient Français, les Roumains d'Autriche-Hongrie, qui se croient Roumains, se trompent, car objectivement ils sont de nationalité allemande, autrichienne ou hongroise. C'est à Brest-Litovsk, où les représentants de l'impérialisme allemand sont venus délibérer les conditions de la paix générale avec les représentants des maximalistes, qu'on a, encore une fois, formulé cette théorie. Les Allemands ont déclaré là-bas que les nègres des colonies allemandes sont tellement Allemands qu'un *referendum* n'est pas nécessaire.

Voici comment la réponse allemande exprime cette idée : « Le fait que, dans les colonies allemandes, les indigènes malgré la plus grande pratique, malgré les chances minimes de succès contre des adversaires plusieurs fois supérieurs en nombre et disposant des renforts illimités venant d'outre-mer, restèrent fidèles jusqu'à la mort à leurs amis allemands est une preuve de leur dévoûment ; leur résolution de rester en toute circonstance aux côtés de l'Allemagne est un témoignage dont le sérieux et le poids l'emportent sur toute manifestation possible de leur volonté par un vote. »

Quand il s'agit, au contraire, de l'Alsace-Lorraine, de la Pologne, de Trieste ou du Trentin, et de toutes les provinces roumaines ou serbes qui gémissent sous la domination étrangère, les puissances centrales ne reconnaissent plus le principe des nationalités.

Cette théorie allemande est très bien synthétisée par le mot célèbre de Frédéric II : « Quand je fais une conquête, je trouve toujours un pédant pour me justifier. »

* * *

M. de Bertha, auteur hongrois, est un de « ces pédants » dont parlait Frédéric II. Dans un livre, *les Magyars et les Roumains devant l'histoire*, qu'il a publié en français, il cherche à démontrer que les Roumains n'ont pas de droits historiques en Autriche-Hongrie. Il prétend que nous n'avons pas un titre valable de propriété immémoriale.

M. de Bertha cherche à reproduire les arguments de Rœsler, qui, en 1871, publia à Leipzig les *Romanische Studien* et veut établir : que la Transylvanie et les autres pays ont été abandonnés par toute la population roumaine qui, devant les invasions barbares, se retira, en 270, avec les légions d'Aurélien, au sud du Danube et qu'ainsi au x^e^ siècle, lors de leur invasion en Hongrie, les Hongrois n'ont pas trouvé de population roumaine ; aux XI^e^ et XII^e^ siècles, les Roumains seraient revenus dans les pays qu'ils habitent encore aujourd'hui ; que, par conséquent, les Roumains ne peuvent pas invoquer le droit du premier occupant et qu'au contraire les Hongrois peuvent l'invoquer contre les Roumains.

Une série de documents trouvés par nos historiens nous fournissent de précieux arguments pour réfuter cette thèse. Le document de Bella IV, de 1247, parle de l'existence des deux principautés dans les Carpathes.

D'autres documents, de 1222 et 1291, prouvent que les Roumains avaient en Transylvanie une propriété immémoriale et qu'ils prenaient part à l'assemblée politique de la Diète de Transylvanie. Si les Roumains étaient des pâtres nomades, comme affirment MM. Rœsler et de Bertha, comment expliquer qu'ils aient eu des principautés? Comment expliquer leur droit de propriété immémoriale en Transylvanie et le droit de prendre part aux délibérations politiques?

M. Rambaud, le grand historien français, a raison de dire: « Il est impossible que, sur un signe d'Aurélien, la population roumaine eût pu se transporter, tout entière, de l'autre côté du Danube; impossible aussi que, tout entière, elle eût pu ensuite émigrer de cette rive droite pour réoccuper la rive gauche (la Transylvanie et le Banat). »

Enfin, après quatre ans de guerre, nous avons acquis la certitude que, devant les plus barbares invasions, les populations restent pour garder les terres léguées par leurs ancêtres. Que si les légions d'Aurélien se sont retirées, cela ne démontre pas que le territoire a été abandonné par toute la population.

*
* *

Si nous examinons l'âme du peuple roumain dans les provinces opprimées, nous constatons des manifestations multiples de leur volonté de vivre comme

nation libre, unie à la mère patrie. C'est la langue qui s'est conservée avec sa pureté latine. Le costume national, tel qu'on le voit sur la colonne de Trajan à Rome, n'a même pas changé, après tant de siècles de domination étrangère. Les coutumes n'ont pas varié non plus. Le peuple est toujours resté attaché à ses souvenirs. Les persécutions hongroises n'ont eu d'autre résultat que de réveiller la conscience nationale roumaine.

L'empereur Trajan, en 107, passa le Danube sur le fameux pont, dont les vestiges se conservent encore aujourd'hui, et fonda la Dacie Trajane entre la mer Noire, le Danube, le Dniester et la Tissa. Cette province, colonisée par les Romains, subit l'influence de Rome pendant deux siècles. En 270, l'empereur Aurélien, devant l'invasion des Goths, retira ses légions sur la rive droite du Danube. La population, abandonnée à son sort, fut forcée de subir de nombreuses invasions barbares.

Les régions occupées par la population roumaine se trouvaient entre deux mondes aux caractères très distincts : le monde de Byzance et le monde de Rome. Rome fut vite remplacée par les Germains et, au x^e^ siècle, arrivèrent les Hongrois, qui envahirent le pays habité par les Roumains. Byzance fut vite remplacée par Constantinople. Pendant quatorze siècles, nous avons lutté pour notre indépendance nationale contre des adversaires beaucoup plus nombreux qui, souvent, furent vaincus.

Le mot roumain doit donc se rapporter non seulement aux Roumains qui habitaient la Roumanie avant la guerre, mais encore à tous les Roumains qui habitent la Bukovine et de l'autre côté des Car-

pathes dans le Banat, la Transylvanie, le Maramuresh, la Crishana et de l'autre côté du Pruth jusqu'au Dniester et à la mer Noire.

Ils représentent un total d'environ 15 millions : 7 millions et demi se trouvaient en Roumanie avant la guerre, 4 millions se trouvent en Autriche-Hongrie, 2 millions et 300 000 se trouvent en Bessarabie. Il faut encore ajouter 800 000 qui habitent en Macédoine dans les montagnes du Pinde et d'Albanie et 200 000 qui se trouvent dans la région du Timok en Serbie.

Depuis le commencement de l'histoire roumaine, l'unité nationale et politique de tous les Roumains a été réalisée en 1599 par Michel le Brave, vainqueur des Turcs, des Polonais et des Hongrois. Comme ce rêve national n'a été réalisé que par lui, il est resté dans notre histoire le symbole de notre idéal national. Les provinces roumaines de Hongrie ont été perdues au x^e^ siècle à cause de l'invasion hongroise.

Par le traité de Kajanardji, du 2 février 1775, on reconnut à l'Empire ottoman la suzeraineté sur les principautés danubiennes ; le protectorat en appartenait à la Russie. L'Autriche voulait à tout prix conquérir les principautés danubiennes ; mais, n'ayant pas le pouvoir de le faire, elle se contenta de la partie nord de la Moldavie, c'est-à-dire de la Bukovine. La convention pour la cession de la Bukovine fut signée par la Turquie et l'Autriche le 4 mai 1775. Malgré les protestations du divan de Moldavie et malgré la demande faite à la Russie de défendre les intérêts de l'Etat moldave, en vertu du protectorat reconnu par le traité de Kajanardji, la Russie garda le plus complet silence, qui ne peut s'expliquer que par les relations établies entre

l'Autriche et la Russie par le partage de la Pologne.

Quelle a été la valeur du traité par lequel la Turquie cédait un territoire qui ne lui appartenait pas ? Car elle n'avait sur la Moldavie, en vertu du traité de Kajanardji, qu'un simple droit de suzeraineté. Il est temps de réparer l'injustice du passé.

En examinant les chiffres de la population, on constate une flagrante violation du principe des nationalités. D'après la statistique officielle de 1910, la population roumaine s'élève à 280 000 habitants environ représentant 34 p. 100 de la population et constituant la majorité dans cinq districts. La population ruthène s'élève à 300 000 habitants, représentant 38 p. 100 de la population et constituant la majorité dans six districts. L'Allemand ne représente que 21 p. 100 et ne constitue la majorité dans aucun district. Cependant la langue officielle est la langue allemande, et depuis cent trente-trois ans le pays se trouve sous la domination des Habsbourg.

Par le traité de Bucarest de 1812, la Russie, qui voulait devenir une grande puissance dans les Balkans, acquiert la Bessarabie, qui faisait partie de la Moldavie. Malgré les protestations de la population, la Turquie, qui était l'Etat suzerain, ne put rien faire. Après la catastrophe de Napoléon en Russie, Alexandre Ier était devenu le maître de l'Europe. Le Congrès de Paris nous redonne les trois districts, Bolgrad, Kahul et Ismaïl ; mais, en 1878, le Congrès de Berlin, inspiré par Bismarck, nous reprenait la Bessarabie.

En Bessarabie, les écoles roumaines furent fer-

mées et à leur place il n'y avait que quelques écoles russes. Dans les églises, la langue roumaine fut remplacée par la langue russe. Cette politique de dénationalisation a obtenu quelques résultats. On a réussi à russifier 75000 habitants, qui, avec les 160000 Russes, forment une infime minorité à l'égard de la population roumaine pure qui s'élève à 2300000 habitants. Lorsque, après la révolution russe de 1906, une certaine liberté fut admise, une propagande nationale roumaine naquit en Bessarabie. Pendant que l'anarchie éclatait partout, la Bessarabie se constituait, le 15 décembre 1917, en république indépendante sous le nom de république moldave, pour rappeler qu'elle faisait autrefois partie de la principauté de Moldavie. L'assemblée du pays, sous la présidence d'un professeur roumain, Yancouletz, vota le 9 avril 1918 la réunion de la république moldave à la Roumanie. Tous ces faits attestent que l'âme roumaine n'a pas cessé de battre en Bessarabie.

*
* *

Au XVIII[e] siècle, les grands philosophes, Voltaire, Diderot, d'Alembert, Rousseau, répandaient en Europe et dans le monde entier les grandes idées de liberté et d'égalité individuelles et de la liberté des peuples. Ces grandes idées pénétrèrent les esprits des Roumains qui se trouvaient sous la domination hongroise. En 1784, la révolution roumaine éclata en Transylvanie. Les châteaux des nobles magyars sont détruits, les nobles passés par les armes, excepté les femmes et les enfants. Partout les révolutionnaires proclament la déchéance

de l'autorité hongroise, l'abolition des privilèges féodaux et la libération de l'esclavage de la nation roumaine. Arrêtés et condamnés à mort, Horia, Closca et Crischan ne peuvent réussir à réaliser l'idéal national. Cette révolution, étouffée dans le sang, présente le plus grand intérêt pour l'histoire. C'est par elle que s'est affirmée la volonté de la nation roumaine de faire triompher ses droits imprescriptibles.

Après le Congrès de Vienne et les traités de 1815, les Etats vainqueurs des armées napoléoniennes ont cherché à empêcher à l'intérieur de leurs Etats la diffusion des idées de liberté et d'égalité apportées par les armées de la République et de l'Empire. Pour assurer le maintien de la paix, ou plutôt pour s'assurer entre eux contre les idées de liberté de leurs peuples, les souverains de Russie, d'Autriche, d'Angleterre et de Prusse conclurent la Sainte-Alliance. Metternich en fit un instrument de guerre dans l'Autriche contre toutes les revendications des nationalités.

Les paroles que l'empereur d'Autriche prononça au lycée de Laybach en 1821 nous montrent son esprit absolutiste : « Tenez-vous à ce qui est ancien, car cela est bon. Quiconque me sert doit enseigner ce que j'ordonne. Celui à qui cela ne va pas ou qui vient avec des idées nouvelles n'a qu'à s'en aller. Sinon, je le renverrai moi-même. »

L'idée de reconstitution nationale apparut cependant dans toute sa force au XIX^e^ siècle. L'histoire de toutes les nations fut complètement bouleversée par l'apparition de la nouvelle idée du réveil national. Une pléiade de jeunes prêtres transylvains durent

aller à Rome pour compléter leurs études de théologie. En contact avec la civilisation romaine, ils sentirent leur origine latine, qui avait tant de ressemblance avec celle de Rome. C'est à Blaj, en Transylvanie, qu'on commença à reprendre l'idée de l'unité nationale.

En 1839, on fonda le journal la *Gazette de Transylvanie*, qui devait si largement contribuer à la propagande de l'idée nationale. En 1840, Mureschano, le grand poète transylvain, publia l'hymne national roumain : *Eveille-toi, Roumain, de ton sommeil de mort*. C'était le cri de révolte contre les persécutions hongroises et le réveil national de tous les Roumains.

En 1848, les idées libérales devaient éclater en Autriche avec grande fureur. Les Hongrois voulaient se libérer de la domination autrichienne.

Dès le début de la révolution, conduite par Kossuth, la Diète proclama l'autonomie de la Hongrie, l'émancipation des paysans, l'abolition du régime féodal et l'égalité de tous les Magyars. Par ce système, Kossuth avait avec lui tout le pays. Lutter pour la révolution, c'était lutter pour sa liberté personnelle. L'empereur n'avait pas devant lui l'insurrection d'une ville, comme celle de Vienne, mais la révolution de tout un peuple luttant pour ses droits. C'est dans la même situation que se sont trouvées les armées coalisées contre les armées françaises de la Révolution.

Mais quelle sincérité dans la Révolution française, qui proclama les principes d'égalité et de liberté, qui devaient dominer dans le monde, et quelle hypocrisie et quel mensonge dans la révolution magyare

de 1848, qui admettait la liberté et l'égalité pour les Magyars et l'asservissement pour les autres nations.

Kossuth, le grand inspirateur de la révolution, qui était venu en Angleterre, pour déterminer un courant en faveur de la libération des nationalités asservies par l'Autriche, oublia vite toutes les idées qu'il avait défendues jusqu'alors. On édicta l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie. On n'admit comme langue d'Etat que la langue magyare et dans les fonctions publiques que des Magyars. C'est contre cette servitude que Auram Jancou se mit à la tête de la révolution de la nation roumaine, qui, pour échapper à la domination hongroise, fut obligée, avec les autres nationalités, de prêter son concours à la cour réactionnaire de Vienne.

C'est à Blaj, en Transylvanie, que, le 3 mai 1848, quarante mille paysans transylvains entendirent Barnutziu et Schaguna proclamer le droit à la vie de la nation roumaine. Puis l'assemblée prêta le serment national qui se terminait ainsi : « Je jure de défendre nos lois et notre langue roumaine ; je jure de défendre la liberté, l'égalité et la fraternité. Conformément à ces principes, je respecterai la nationalité de tous les habitants de la Transylvanie, en exigeant d'eux de me respecter moi-même dans la même mesure. Je ne tenterai d'asservir personne et ne souffrirai pas d'être asservi. »

La réunion proclama en même temps l'autonomie de la Transylvanie et sa volonté de rester fidèle à la maison d'Autriche. Pourquoi, en 1848, n'a-t-on pas proclamé l'union de la Transylvanie avec la Roumanie ? A cette époque, la Roumanie n'existait pas ;

il n'y avait que les deux principautés, la Valachie et la Moldavie, sous le protectorat de la Russie.

La lutte fut acharnée contre l'armée régulière hongroise, qui, finalement, fut vaincue à Vilagos par les armées russes, envoyées par le tsar Nicolas Ier, qui mettait grande hâte à éteindre le feu révolutionnaire en Hongrie par crainte de le voir éclater en Pologne. L'Autriche ne devait avoir aucune reconnaissance pour la nation roumaine. Jancou, l'ancien chef révolutionnaire roumain, fut découragé par l'indifférence de l'empereur. Quand le gouvernement autrichien lui offrit des décorations, il les refusa par ces paroles mémorables : « J'ai combattu pour les droits de ma nation et non pour des faveurs personnelles. »

Peu de temps après, quelques troubles éclatèrent. On l'accusa d'en être l'inspirateur. On le jeta dans la prison d'Alba Julia, où il périt comme tant d'autres. C'est ainsi que disparut ce « roi des montagnes », comme on l'appelait, et c'est ainsi que l'Autriche montra sa reconnaissance à la nation roumaine, qui avait lutté contre les Hongrois et juré fidélité à l'empereur sur le champ de la liberté de Cluj.

Dans cette longue période de misère, les Roumains ont eu l'occasion, à travers les siècles, de bien connaître la psychologie du peuple autrichien et celle du peuple hongrois. Ils en sont arrivés à la conclusion que la mort est préférable à la vie en commun.

Les Roumains connaissent l'esprit autrichien, imbu de mensonges et de volte-face, encourageant une nationalité contre l'autre, pour que par leurs divisions elle puisse régner. *Divide et impera* est

la formule que la maison des Habsbourg employa pendant des siècles. Prise quelquefois de remords, la conscience des souverains se révoltait contre leurs propres actions : « Quel exemple nous donnons au monde, écrivait Marie-Thérèse, en prostituant notre honneur et notre réputation pour un morceau de Pologne, de Valachie et de Moldavie ! »

Son complice Frédéric II appréciait à sa juste valeur les angoisses de la reine : « Elle pleurait toujours et prenait toujours. » Les Roumains connaissent l'ingratitude autrichienne. Celle de 1848 ne pourra jamais s'effacer de leur mémoire. Les Roumains ne pourront jamais oublier que le vieil empereur François-Joseph n'a respecté ni la parole qu'il leur avait donnée ni même son serment de fidélité à la constitution de la principauté de Transylvanie.

La Transylvanie avait son autonomie depuis 1667. Ses relations de droit public avec l'Autriche furent réglées à cette date par le célèbre « Diplôme Léopoldien ». Il constituait la principauté de Transylvanie avec sa Diète, son gouvernement, avec ses propres lois, et l'empereur d'Autriche, pour bien montrer l'union avec cet Etat autonome, prenait le titre de prince de Transylvanie, après avoir juré, devant la Diète, fidélité à la Constitution. L'empereur François-Joseph a reconnu la validité du « Diplôme Léopoldien ». Il déclare, dans le message adressé à la Diète, qu'il reconnaît « l'importance politique et juridique de ce diplôme à jamais mémorable ». Et après avoir juré fidélité à la constitution de la Transylvanie, c'est le même empereur qui reconnaît, quelques années plus tard, par l'acte dua-

liste, l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie. Cette date de 1867 est mémorable dans l'histoire du peuple roumain. Depuis lors, il eut à connaître les persécutions hongroises dans toute leur rigueur.

Après la grande défaite de Sadowa, l'Autriche fut exclue de sa grande situation politique en Occident. La place était désormais occupée par la Prusse. Bismarck lui conseilla de jouer un rôle considérable en Orient et d'arriver à Salonique, avec Budapest comme centre principal de la nouvelle politique. Le comte Jules Andrassy fut chargé, en 1867, de former le premier cabinet hongrois. Sous le nouveau régime dualiste, la Hongrie constituait un Etat souverain avec des droits égaux à l'Autriche. Les deux Etats souverains, l'Autriche et la Hongrie, n'existent comme unité que vis-à-vis de l'étranger. Les citoyens sont ou autrichiens ou hongrois.

La Transylvanie perdra de ce moment toute son autonomie et sera purement et simplement incorporée à la couronne de Saint-Etienne. Depuis lors, les Roumains ont eu l'occasion de mieux connaître les mensonges et la brutalité magyars. Pour tromper l'Europe et le monde entier, le droit de toutes les nationalités fut proclamé, en vertu de la célèbre loi de 1868.

Cependant, par des voies détournées et par un abus de pouvoir, les droits les plus sacrés furent méconnus. Le droit de réunion n'existe pas pour les Roumains. Chaque assemblée est dissoute par les gendarmes. Les abus de pouvoir s'exercent d'une manière croissante en matière de délits de

presse. Pendant les vingt dernières années, les journalistes roumains ont eu à subir cent années de prison et 300000 francs d'amende. Par la suppression du droit de réunion et de la liberté de la presse, on tenta d'étouffer la pensée roumaine.

Ce n'était pas encore suffisant. Il fallait des persécutions politiques, et elles furent exercées avec toute la passion magyare en matière électorale. Il fallait à tout prix étouffer au parlement la voix d'une nationalité qui représentait la moitié de la nation magyare. Les aristocrates hongrois ne pouvaient admettre le suffrage universel, la Hongrie étant en danger devant les nationalités. Ils inventèrent alors les fameuses circonscriptions électorales pour s'assurer la majorité voulue. La circonscription est très grande, c'est-à-dire embrasse de nombreuses communes quand il s'agit de la population roumaine, et la circonscription est très petite quand il s'agit de la population hongroise. Chaque circonscription a un nombre égal de représentants. Par ce système, ils sont arrivés à avoir 320 circonscriptions à majorité hongroise et 50 circonscriptions à majorité roumaine. On serait tenté de croire que les Roumains peuvent être élus, au moins dans cinquante circonscriptions électorales roumaines. Pas le moins du monde.

Le comte Tisza, l'un des grands persécuteurs des nationalités, compléta le système électoral. Chaque électeur doit prouver qu'il connaît parfaitement le hongrois. La moindre faute, devant une Commission spéciale, lui enlève le droit de vote. A côté de ce système pacifique, le comte Tisza et ses successeurs ont su toujours employer la force des baïon-

nettes. Six Roumains furent tués aux élections de 1906 et dix à celles de 1910. Aux dernières élections, deux corps d'armée furent mobilisés. C'est par ce système que, aux dernières élections, les 50 circonscriptions électorales roumaines n'ont pu élire que 5 députés roumains, tandis qu'à la Chambre magyare il y a environ 200 députés magyars. Cela veut dire que, pour 40 000 Magyars, il y a un député, tandis qu'il faut 700 000 Roumains pour avoir un représentant.

Huit millions de Hongrois devant 10 millions de différentes nationalités : voilà une situation inquiétante pour la nation magyare. Cette minorité a cru pouvoir trouver le moyen de gouverner en dénationalisant et magyarisant les autres nations. C'est en 1875 que furent fondées, dans toutes les communes, les « Kistedovo », ou écoles enfantines, où doivent être conduits les enfants de trois à cinq ans. Comme les parents s'y opposent, c'est le gendarme du village qui arrache l'enfant au sein de sa mère. Les écoles primaires sont toutes des écoles hongroises. En présence de cette situation, les Roumains créèrent à leurs frais des écoles qui s'élevaient en 1900 à 3279.

M. Apponyi, l'ancien ministre de l'Instruction publique, avait fermé toutes les écoles roumaines et slaves de la Hongrie et avait créé 1600 écoles primaires hongroises destinées, d'après ses propres expressions, « à réprimer les tendances centrifuges des nationalités et à renforcer l'esprit civique dans les régions non magyares ».

Toute cette situation ne pouvait pas durer. Etre citoyen et cependant ne pas pouvoir exercer ses

droits primordiaux, était une situation révoltante, qui, au lieu de rapprocher les deux peuples, ne pouvait qu'éloigner le peuple opprimé de son oppresseur.

En 1892, toutes les plaintes roumaines furent exposées dans un célèbre mémoire, appelé *Memorandum*, et une délégation, à la tête de laquelle se trouvait le célèbre père Lucaci, fut chargée de le remettre à l'empereur François-Joseph, qui refusa de le recevoir. Ce *Memorandum* donna naissance à un procès célèbre. Les signataires, l'élite intellectuelle roumaine, furent traînés devant les tribunaux sous la terrible accusation de machinations ourdies contre la sûreté de l'Etat hongrois. Ils furent tous condamnés : Lucaci à cinq ans de prison ; les autres à des peines variant entre dix-huit mois et cinq ans. Les juges eurent honte devant leurs victimes. Le procureur général Jeszenski eut le courage de leur dire : « Vous êtes les condamnés, mais nous sommes les vaincus. »

Le procès du *Memorandum* représente une date très importante dans l'histoire de la conscience nationale roumaine. On comprit des deux côtés des Carpathes que la vie en commun avec les Hongrois était l'esclavage et que la véritable vie de liberté était l'union à la mère patrie.

Depuis lors, les mêmes procédés de magyarisation ont continué, avec plus de force encore. Ils ont trouvé la dernière forme de persécution : la persécution religieuse. Les Roumains sont orthodoxes. La majorité ne reconnaît pas le pape, il y en a qui le reconnaissent, les uniates, et qui forment 1 million et demi sur un total de 4 millions.

Le service a toujours été officié en roumain. Tout récemment l'Eglise roumaine unie fut placée sous l'autorité d'un évêché hongrois. La langue hongroise fut introduite comme langue rituelle, malgré les protestations de toute la population roumaine. Le procès de Satmar et de nombreuses condamnations en furent la suite.

Les persécutions systématiques, que je viens d'énumérer, ne sont-elles pas la plus visible preuve de l'existence d'une âme roumaine ? Si les Roumains avaient voulu rester attachés aux Hongrois, pourquoi, depuis le commencement de la guerre, y a-t-il eu 20 000 condamnations à mort ou à la prison et pourquoi tous ces efforts pour étouffer la nation roumaine ?

Pourquoi, car ce n'est plus un secret pour personne, permettait-on aux régiments roumains, après la déclaration de guerre, de mettre la cocarde tricolore à leurs képis ? La même cocarde pour laquelle, avant la guerre, il y avait eu tant de condamnations ? Pourquoi avoir lancé le mensonge que la Roumanie avait été attaquée par les Russes et qu'il fallait la sauver ? Pourquoi, quand on faisait conduire les bataillons roumains à une mort certaine, dans les plus terribles assauts, leur permettait-on de chanter l'hymne national ? C'est que le gouvernement austro-hongrois se rendait compte que l'âme roumaine des Roumains d'Autriche-Hongrie battait à l'unisson de celle des Roumains du royaume de Roumanie.

Enfin, lorsqu'ils connurent la vérité, le nombre considérable des déserteurs roumains d'Autriche-Hongrie qui se trouvaient en Russie et qui ont

demandé par milliers à verser leur sang pour le drapeau de la Roumanie contre l'Autriche-Hongrie, n'est-il pas la merveilleuse attestation de l'existence d'une conscience nationale roumaine ?

D'ailleurs le Roumain ne pourra plus avoir confiance dans la parole donnée par ses oppresseurs. Le savant philosophe M. Boutroux, parlant des puissances centrales, fait la remarque suivante : « Ils ont l'art d'admettre les mots tout en repoussant les choses. Ils parlent de liberté et démocratie avec une certaine élégance. Mais ce qu'ils appellent liberté, eux, ce qu'ils appellent démocratie, c'est l'asservissement. »

*
* *

L'empereur détrôné d'Autriche avait proclamé le principe du fédéralisme dans le manifeste lancé à son peuple. Chaque nationalité « formera sur le territoire qu'elle habite son propre organisme constitutionnel ». « Mon gouvernement est chargé de préparer sans retard la transformation de l'Autriche. » Le manifeste s'appliquait seulement à l'Autriche, mais non pas au royaume de Hongrie, qui s'était séparé de l'Autriche, ni à la Bosnie ni à l'Herzégovine. Et l'ex-empereur, pour montrer que rien ne sera changé à l'intérieur de la Hongrie, ajoutait que le nouvel état de choses « ne porte aucune atteinte à l'intégrité de la Sainte Couronne hongroise ». En d'autres mots, on était disposé à reconnaître certains droits aux Roumains et aux Slaves de l'Autriche, mais on les refusait aux 3 700 000 Roumains et aux plusieurs millions de Slaves de Hongrie. Pourquoi ce privilège pour la

nation magyare ? Est-il admissible qu'à la suite de la Grande Guerre, qui a bouleversé l'humanité, pour faire triompher la justice et le droit, on puisse parler encore d'une nation qui soit tenue en esclavage par une autre ? Que la nation magyare se borne dorénavant à se gouverner elle-même, qu'elle ne cherche plus à dominer et à asservir. Rien d'ailleurs ne nous lie aux Hongrois, ni la langue, ni la religion, ni les souvenirs de l'histoire ; au contraire, ce calvaire d'esclavage pendant des siècles a mis dans les cœurs des Roumains la haine de l'opprimé contre l'oppresseur. La guerre actuelle a dressé entre les deux nationalités une barrière infranchissable. Le fédéralisme est possible entre des peuples qui ont des traditions communes et des affinités qui les rapprochent mutuellement. Il est impossible entre des peuples qui se haïssent depuis des siècles.

La solution qui sera donnée aux nationalités de l'Autriche-Hongrie agira toujours sur la question d'Orient, source éternelle de guerres et de conflits. Le fédéralisme austro-hongrois serait le théâtre de nouvelles luttes pour l'avenir entre le pouvoir central qui, menacé de toutes parts, voudrait revenir au dualisme d'autrefois et entre les États fédérés qui chercheraient leur indépendance complète pour réaliser l'union à la mère patrie.

La proclamation du principe des nationalités est non seulement un principe de justice universelle, qu'on doit appliquer d'une manière égale à toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie, ce principe est encore une nécessité pour garantir dans l'avenir la paix du monde. Conserver une Autriche-Hongrie

confédérée, ce sera conserver à l'Allemagne un Etat vassal ayant une population de 52 millions d'habitants. Le pouvoir central, pour pouvoir dominer les nationalités, s'appuiera nécessairement sur l'Etat allemand, et la paix du monde pourra de nouveau être troublée. Au contraire, en partageant l'Autriche-Hongrie, au lieu d'avoir un Etat vassal de l'Allemagne, on se trouvera devant des Etats qui ont toujours montré un antagonisme à la domination allemande et ont épousé la cause de l'Entente. Une grande Pologne, une grande Serbie avec les Yougo-Slaves, un Etat tchéco-slovaque, une grande Roumanie, représenteront un total de presque 100000000 d'hommes et formeront une barrière infranchissable à toute expansion allemande en Orient.

L'arrêt de mort du fédéralisme austro-hongrois a été prononcé par le président Wilson. Ce sont les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves qui ont été reconnus comme membres de la famille des nations et capables de disposer d'eux-mêmes : « Le président n'est donc plus dorénavant libre d'accepter une simple autonomie de ces peuples comme une base de paix, mais est obligé d'insister sur le fait que ce sont eux et non pas lui qui devront juger en quelle manière une action du Gouvernement autro-hongrois pourra satisfaire leurs aspirations et leur conception de leurs droits et de leur destinée comme membres de la famille des nations. » Le président Wilson proclame la véritable solution du principe des nationalités. Tous les droits que les autres accorderont, même sincèrement, aux nationalités ne pourront plus être pris en considération. Ce sont

elles-mêmes qui doivent dans l'avenir régler leur sort pour satisfaire les aspirations qui les animent.

Le Gouvernement français a compris les souffrances de notre nation, qui, séparée depuis des siècles, attend l'heure de la libération. Dans sa lettre du 10 octobre, M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, reconnaît l'existence du *Conseil national de l'Unité roumaine* pour faire cesser la situation inique des « populations roumaines encore séparées de la mère patrie ». Ce Conseil s'est constitué à Paris sous la présidence de M. Take Jonesco, l'ancien vice-président du Conseil des ministres. Le rôle joué par M. Take Jonesco pour décider notre pays à entrer en guerre à côté de l'Entente, brisant les chaînes du passé, lui donne l'autorité nécessaire pour parler au nom des Roumains des deux versants des Carpathes. Il est secondé par un Comité de plusieurs membres, parmi lesquels on retrouve les noms des deux grands martyrs, l'un condamné à la prison, l'autre condamné à mort : Lucaci et Goga sont les symboles vivants des aspirations nationales roumaines. Et pendant que leur voix se fait entendre en France et dans les pays de l'Entente, réclamant la libération des Roumains qui ne peuvent plus supporter la domination étrangère, la voix du député roumain Alexandre Vaïda se fait entendre à la Chambre hongroise malgré les protestations de l'assemblée. Il déclare, au nom du Comité exécutif du parti national des Roumains vivant en Hongrie, refuser de reconnaître l'autonomie du Parlement hongrois et déclare représenter la nation roumaine et défendre ses intérêts au Congrès de la Paix.

La voix du président Wilson ne pouvait plus se

faire attendre. Après avoir proclamé le droit à la vie à la nation polonaise, tchèque et yougo-slave, le principe des nationalités ne pouvait pas s'arrêter dans son application à la nation roumaine, qui depuis des siècles subissait la domination étrangère. Dans son message du 6 novembre, le président Wilson informe le Comité national de l'Unité roumaine que « le Gouvernement des Etats-Unis n'est pas sans se soucier des aspirations du peuple roumain aussi bien à l'extérieur que dans les limites du royaume et qu'il ne négligera pas d'exercer au bon moment son influence, afin que les justes droits politiques et territoriaux du peuple roumain soient obtenus et assurés contre toute agression étrangère ».

Le 11 novembre, M. Balfour, dans une lettre adressée à M. Take Jonesco, le président du Conseil national de l'Unité roumaine, affirme la sympathie du Gouvernement anglais pour « la tâche de libération et de restauration qui se trouve devant lui ».

L'application du principe des nationalités à la nation roumaine a pour notre cause une importance considérable. La France, l'Italie, l'Angleterre, les Etats-Unis reconnaissent le droit à la vie de la nation roumaine. La question de l'unité roumaine est définitivement gagnée, elle n'attend que la ratification par le Congrès de la Paix. Dorénavant, toutes les Nations, grandes ou petites, auront le même droit à la vie. Les pays de l'Entente ont voulu sceller par leur éclatante victoire sur les puissances centrales les principes de justice universelle qui doivent garantir la paix du monde.

Pendant que les armées de l'Entente marchent victorieuses pour affranchir les peuples qui gémissent

encore sous la domination étrangère, pendant que les empereurs et les rois abdiquent en hâte pour pouvoir fuir le ressentiment de leurs propres peuples, la Hongrie, séparée de l'Autriche, se proclame en république et, au lieu de reconnaître le droit à la vie de la nation slave et de la nation roumaine, continue à affirmer l'unité de l'État magyar. Les démocrates hongrois croient que les principes wilsoniens vont s'arrêter à la frontière hongroise et lancent, le 2 novembre, au monde entier un message pour proclamer cette unité.

Le Conseil national de l'Unité roumaine, par un manifeste adressé au monde civilisé, dénonce l'habileté magyare : « Jamais l'Histoire n'a enregistré un acte d'hypocrisie politique plus flagrant que ce document menteur qui, dénaturant les faits, jette un défi au martyre millénaire des peuples opprimés de Hongrie, essayant de créer au profit de certains gouvernements criminels une situation d'équilibre en face du triomphe des principes de justice représentés par les Puissances alliées. » « Le Conseil national de l'Unité roumaine, fermement convaincu que l'Histoire universelle contemporaine refuse toute tentative qui pourrait perpétuer sur le continent la tyrannie du mensonge et la brutalité, dénonce au monde civilisé la manœuvre de Budapest. »

L'affirmation de l'Etat unitaire magyar présente pour les Karolyi une grande utilité pratique. C'est grâce à elle que huit cours martiales étaient occupées à juger et à condamner à mort les Roumains accusés d'agitation politique contre l'Etat hongrois. Les dernières nouvelles nous font connaître que la population roumaine de Transylvanie s'est soulevée

contre la tyrannie magyare. Dans différentes villes, les écussons magyars furent arrachés, et les drapeaux tricolores roumains flottèrent sur les édifices publics. Plusieurs agents du comte Karolyi furent lynchés par la foule à Najivarad et à Blaj. Les prisons furent détruites et les condamnés politiques portés en triomphe. Le Conseil national roumain de Transylvanie a fait appel aux troupes roumaines venant du front, leur demandant de former une armée nationale transylvaine.

La Roumanie ne pouvait pas rester indifférente aux persécutions et aux condamnations en masse. Malgré l'occupation allemande, des manifestations enthousiastes en faveur des Alliés, qui avaient fait leur apparition aux bords du Danube, eurent lieu en différentes villes. C'était l'approche de l'heure de la libération de la Roumanie et de nos frères d'Autriche-Hongrie. Le Gouvernement Marghiloman n'avait plus l'autorité nécessaire pour pouvoir gouverner. Sa force était empruntée à la force des puissances centrales, qui était irrémédiablement compromise. Le Gouvernement militaire du général Coanda avait pour mission d'apaiser le peuple qui ne pouvait plus supporter l'exploitation allemande et qui avait commencé à s'agiter par des mouvements révolutionnaires. « Mon gouvernement, dit le roi Ferdinand, dans son manifeste lancé au pays, réalisera les réformes constitutionnelles qui assurent à tous les citoyens le suffrage universel et aux paysans la propriété de deux millions d'hectares. » Ce gouvernement avait encore pour mission de venir en aide aux Roumains d'Autriche-Hongrie. Une déclaration de guerre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie était

la seule solution pour réaliser les aspirations de tout un peuple. Quand les troupes victorieuses de Franchet-d'Esperey franchirent le Danube, le 9 novembre, et s'avancèrent en Valachie, elles trouvèrent les troupes roumaines en pleine mobilisation contre les troupes des puissances centrales. Le 11 novembre, l'Allemagne, en acceptant les conditions de l'armistice, était contrainte d'évacuer le territoire de la Roumanie, et cela nous facilitait la tâche de pouvoir venir en aide aux Roumains qui, depuis tant de siècles, subissaient la domination hongroise.

La victoire des Alliés sur les puissances centrales, l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, par la proclamation du droit à la vie en faveur de toutes les nationalités, ouvrent pour la Roumanie de grandioses perspectives.

Dans l'Europe nouvelle, qui doit être l'Europe, non pas des Etats, mais des nationalités, la grande Roumanie rassemblera dans son sein tous les éléments épars accablés depuis des siècles sous les violences étrangères. Dans ce pays foncièrement démocrate, toutes les races et toutes les croyances jouiront de la plus grande liberté. Pour que cette Roumanie de l'Europe nouvelle soit véritablement grande, il faut que son âme s'étende en dehors de ses frontières, pour que non seulement les Roumains de la Valachie et de la Moldavie continuent à ressentir les bienfaits de la civilisation des puissances de l'Entente et spécialement de la civilisation française, mais encore et surtout que les Roumains, qui depuis mille ans gémissent sous la domination hongroise, puissent enfin ressentir les bienfaits de la civilisation grâce à

laquelle le droit a triomphé contre la force. C'est dans cette nouvelle Roumanie qu'on constatera que la nation roumaine a une âme pour vivre, qu'elle peut former une unité, une réalité vivante et respectée.

Quand une nation affirme avec tant de conscience sa volonté de vivre comme nation libre ; quand, à toutes les heures de son histoire, elle cherche à secouer la domination étrangère et à réaliser l'unité nationale; quand, aujourd'hui encore, elle affirme, par l'étroite union de tous les Roumains, l'intégrité de son patrimoine moral, agrandi par l'orgueil du devoir accompli ; quand elle veut vivre avec ses morts sur le sol légué par ses ancêtres, on ne peut pas lui refuser le droit à la vie, car, comme dit Gœthe : « Celui-là seul mérite la vie qui essaie chaque jour de la reconquérir. »

VIII

L'ensemble des intégrations roumaines et leur justification,

PAR

J. URSU,

Professeur à l'Université de Jassy,

Il n'existe pas dans l'histoire un peuple dont la vie soit plus tragique et les territoires plus déchirés que ceux du peuple roumain. Les causes de cette tragédie presque deux fois millénaire peuvent être recherchées dans les conditions de sa naissance, dans la situation géographique et dans les circonstances historiques.

Le vautour romain déploya ses ailes au Ier siècle de l'ère chrétienne jusqu'au Bas-Danube. Mais on s'aperçut que la défense des provinces, situées sur la rive droite de ce fleuve, ne pouvait être assurée, qu'à la condition de posséder le fort naturel des Carpathes estiques, c'est-à-dire le plateau transylvain, et cela d'autant plus qu'il était habité par une race qui mettait en danger par ses incursions d'au delà du Danube la domination romaine dans ces contrées.

Après un remarquable effort, l'empereur Trajan

amena sous la domination romaine ce fort et, sur les ruines de l'Etat dace, il reconstitua une nouvelle province romaine avec les frontières entre la Tissa, le Danube et le Dniester, emmenant un nombre infini de colons qui furent installés dans les villes et les villages, disent les historiens romains.

Grâce aux richesses de cette province, les colons ont progressé en une si large mesure que leur bonheur se traduisit sur les monnaies par l'inscription *Dacia Felix.* Malheureusement, ce bonheur ne dura que très peu. Le peuple roumain prit naissance dans un temps où l'empire était en déclin et attaqué si souvent par les hordes barbares que les empereurs romains se virent dans l'impossibilité de défendre continuellement ce fort, qui était la forteresse de la Transylvanie d'aujourd'hui, et durent se résigner à quitter les colons en les laissant au simple jeu du hasard.

Cet abandon fut la cause initiale et fondamentale de la tragédie du peuple roumain, dont le sort ressemble à celui d'un enfant quitté tout jeune par ses parents. Sans appui et sans conseils, il dut tracer lui-même sa vie. Qui ne connaît les déboires et le sort tragique de ces petits qui ont le malheur de se trouver dès leur enfance sans parents qui auraient pu leur aplanir les difficultés de la vie? Le sort de cet orphelin, descendant des colons abandonnés par Rome, devait être d'autant plus triste qu'il habitait un pays situé en dehors du Danube, qui fut la limite naturelle de l'empire.

En même temps ce fort de la Transylvanie était malheureusement situé juste sur le chemin que traversaient tous les barbares qui dévastèrent l'Eu-

rope pendant le moyen âge. Entre les bouches du Danube et les Carpathes de la Moldavie et de Galicie (de nos jours), il y a comme une porte ouverte qui a servi comme lieu d'entrée pour les Huns, les Avares, les Hongrois, les Cumans et les Tatars, hordes épouvantables qui ont dévasté et exploité la nation roumaine.

Leur invasion a été comme un déluge dévastateur mais passager, concrétisé par le vieux dicton roumain : l'eau passe, les pierres restent. De ces peuples touraniens, seuls, les Hongrois réussirent à s'acclimater et à former un Etat durable, grâce au baptême reçu de Rome, qui leur donna non seulement le droit de cité en Europe, mais en même temps la protection du plus puissant facteur du moyen âge, la papauté.

Dans la lutte entre ce peuple de proie, dominé par l'esprit centralisateur, et les Roumains, peuple d'agriculteurs et de bergers, divisés d'après l'esprit décentralisateur dominant en Europe au moyen âge en plusieurs petits Etats, ces derniers finirent par être soumis.

Dès lors, politiquement la nation roumaine fut coupée en deux. La conquête de la Transylvanie par les Hongrois fut le second acte du drame du peuple roumain. Car ce fait rendit impossible pendant des siècles la réintégration de la nation roumaine en un Etat unique et la força à dépenser son énergie au profit des étrangers. A partir de ce moment, les Roumains d'outre-monts ont eu à parcourir, sous le rapport politique, le dur chemin de la tyrannie magyaro-allemande, pendant qu'à ceux compris entre les Carpathes, le Danube et le Dniester, le sort

réserva une meilleure part, ayant eu la possibilité d'avoir durant quelques siècles une glorieuse vie politique, qûi leur permit de contribuer en une large mesure à défendre l'Europe contre le péril turc.

Car la plus grande victoire contre les Turcs fut gagnée par un prince moldave, Étienne le Grand, au XV^e^ siècle. Néanmoins, les Roumains des principautés durent se résigner, épuisés, après de longs combats, à devenir tributaires des Turcs, qui, dès le XV^e^ siècle, extorquèrent économiquement la Valachie et la Moldavie de telle manière qu'elles perdirent leur force d'expansion.

Vers la fin du XVI^e^ siècle, cependant, le prince Michel le Brave releva le drapeau de le libération du joug ottoman et reconstitua, malheureusement pour une courte durée, l'état militaire de l'ancienne Dacie, emmenant la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie sous le même sceptre politique.

Mais celui-ci ne pouvant résister à la coalition magyaro-allemande, les principautés retombèrent sous l'influence des Turcs. Ceux-ci étaient obligés, d'après les capitulations, de défendre l'intégrité territoriale des principautés. Malgré cela, en 1772, ils vendirent aux Autrichiens le nord de la Moldavie avec l'ancienne capitale Suczava, territoire baptisé du nom de Bukovine, et, en 1812, ils cédèrent comme s'il s'agissait d'une chose qui leur appartenait, presque la moitié de la Moldavie aux Russes, la Bessarabie.

Voilà comment le corps de la nation roumaine fut divisé et exploité par trois Etats étrangers, les Roumains de Transylvanie, Banat, Crishana et Bukovine, par les Autrichiens, ceux de Bessarabie par la

Russie, tandis que les principautés roumaines continuèrent à être tributaires des Turcs.

L'union incomplète de 1859 ramena sous le même étendard seulement la moitié du peuple roumain ; de sorte que, au moment où la guerre éclata, la situation des Roumains qui attendaient la réintégration dans un seul Etat était la suivante :

La Transylvanie, le Banat, la Crishana, la Maramuresh étaient détenus par les Hongrois, la Bukovine par les Autrichiens et la Bessarabie par les Russes.

La Transylvanie, quoique soumise aux Hongrois depuis le XI^e^ siècle, garda à travers les âges sa propre autonomie et ne fut annexée à la Hongrie qu'en 1867. Quoique opprimés et exploités, les Roumains restèrent le seul élément qui habite en masse compacte depuis la proximité de la Tissa jusqu'aux Carpathes. Cette masse compacte n'était interrompue que de petits îlots d'Allemands venus comme colons au XII^e^ siècle, et d'une petite île de Szeklers, qui sont des Hongrois, emmenés comme colons au XI^e^ siècle. Les autres étrangers forment l'élément flottant des fonctionnaires et des commerçants.

Malgré les attentats qu'ils eurent à subir de la part des Hongrois, qui ont toujours été obsédés de l'idée de magyarisation par tous les moyens, la dernière statistique hongroise (1910), assez dénaturée, nous donne, sur une superficie de 57 804 kilomètres carrés, 1 540 088 Roumains vis-à-vis de 289 470 Magyars, 496 606 Szeklers et 234 085 Saxons. Ces derniers ne forment pas un élément compact, et il n'existe aucune commune habitée par eux sans qu'on y trouve un nombre considérable de Roumains.

Du reste, les Saxons ont demandé à l'assemblée qui eut lieu le 8 février à Medias leur union avec la Roumanie. En même temps, les Hongrois ne forment pas une masse compacte non plus. Ils sont plutôt disséminés dans les grandes et les petites villes, spécialement comme fonctionnaires et commerçants. Seuls quatre districts situés à la frontière moldave sont en masse homogène, quoique, parmi eux, on retrouve quand même beaucoup de Roumains, qui, malgré le milieu, ont gardé leur religion orthodoxe.

A une masse compacte de 1540088 Roumains, d'après la statistique magyare, — en réalité plus de 2000000, — les Magyars ne peuvent opposer que la masse homogène des quelques centaines de mille Szeklers, qui, du reste, ont toujours vécu dans la sphère économique des principautés.

Au point de vue ethnique, l'union de la Transylvanie à la Roumanie est donc complètement justifiée.

Le Banat forme une unité géographique indivisible, étant limité par le Danube, la Tissa, le Mures et les monts Carpathes, qui l'unissent à la Transylvanie. La statistique magyare, toujours portée à diminuer l'élément roumain autochtone, montre que, sur une superficie de 28543 kilomètres carrés, vivent 615336 Roumains, 198222 Hongrois, 387545 Swabes et 284329 Serbes.

Dans cette mosaïque de races, les Roumains ont donc gardé, malgré la vicissitude des temps, une grande majorité. Pendant qu'ils forment l'élément autochtone et homogène, aucune autre race, venue comme colons au moyen âge ou dans les temps modernes, n'habite en masse compacte et ne forme que des îles

dans la mer roumaine. Même les Serbes, qui sont concentrés en grand nombre dans le district de Torental, n'habitent pas en masse compacte, car ils sont disséminés parmi les Swabes et les Roumains, de sorte qu'ils n'ont nullement une base légitime, au point de vue ethnique, pour prétendre l'annexion de cette province à la Serbie, d'autant plus que le Banat est un secteur bien défini du grand cercle roumain formé par les anciennes limites de la Dacie, la Tissa, le Dniester et le Danube.

Le Banat n'a jamais été divisé. Même les barbares, Huns, Avares, Hongrois et Autrichiens, ont toujours respecté sa parfaite entité géographique, car il est arrosé par les rivières qui prennent leur source et qui finissent sur cette parcelle de terre en lui servant d'artères économiques. On ne pourrait couper en deux ces eaux sans faire péricliter le développement économique des deux côtés, d'autant plus que les habitants de la montagne changent leurs produits avec ceux de la plaine. Ils ne peuvent pas vivre les uns sans les autres. C'est pour le même danger que les Swabes, qui ont la majorité numérique dans les deux départements convoités par les Serbes, ont demandé la réunion du Banat à la Roumanie. Si une puissance étrangère possédait les bouches du Mures, la Transylvanie même en souffrirait économiquement, car c'est sur cette artère principale que ses produits sont destinés à s'écouler par la Tissa dans le Danube.

Les Serbes, en s'obstinant à demander cette parcelle du Banat, malgré l'engagement que la Roumanie a pris de ne pas construire de forts ou de tenir des garnisons en face de Belgrade, risquent de

ruiner économiquement toute la province, de provoquer des incidents de frontières et de jeter la semence de la haine entre deux nations destinées à vivre en parfaite harmonie.

Dans l'intérêt de cette amitié, il est de toute nécessité de laisser aussi dans l'avenir la frontière naturelle du Danube, étouffant nous-mêmes nos sentiments profonds et légitimes pour nos frères qui habitent en masse compacte dans la vallée du Timoc. Or les prétentions serbes nous font supposer qu'ils veulent fonder de notre côté du Danube une marche, qui serait non seulement une provocation, mais une perpétuelle menace pour la Roumanie, qui par réaction se verrait obligée de poursuivre la même idée dans la vallée du Timoc, d'autant plus que le territoire compact habité par les Roumains est en forme de quadrilatère, donc très approprié pour une marche contre la Serbie. Persistant dans leur plan, les Serbes risquent de nous éloigner à jamais, après avoir indisposé les Italiens, qui, comme nous, ont été leurs bienfaiteurs dans les heures dures qu'ils ont eu à traverser.

Nous espérons tout de même qu'au dernier moment la sagesse des hommes politiques serbes se rendra compte que c'est dans leur intérêt de renoncer à une politique de provocation vis-à-vis de la Roumanie, d'autant plus que celle-ci, par le traité de 1916, s'était obligée à dédommager les Serbes du Banat qui désireraient rentrer en Serbie, exemple que les Serbes pourraient suivre envers les Roumains de la vallée du Timoc qui voudraient s'établir en Banat.

Une politique d'entendement et de sagesse ainsi

que l'échange d'habitants aplaniraient pourtoujours ce différend.

La Crishana, qui a une superficie de 20824 kilomètres carrés, est habitée, d'après la statistique magyare, par 694 294 Roumains et par 492380 Hongrois ; on peut donc voir que même d'après ces chiffres officiels, peu favorables aux Roumains, ceux-ci ont la majorité.

Le Maramuresh, avec une superficie de 16213 kilomètres carrés, compte, toujours d'après la statistique désavantageuse que les Hongrois dressent sur les autres nationalités, 277617 Roumains vis-à-vis de 217897 Hongrois. D'après le principe ethnique, la Roumanie a donc le droit de revendiquer ces provinces.

La Bukovine, quoique un petit pays de 10000 kilomètres carrés, qui fut ravie par les Autrichiens à la Moldavie, renferme une grande partie de notre glorieux passé. Chaque parcelle de terre est une page d'histoire qui nous parle de la vaillance de nos prédécesseurs, dont la plupart y ont leurs tombeaux, comme Etienne le Grand et ses ancêtres. Après le rapt, les Autrichiens se donnèrent comme tâche de dénationaliser cette province en lui donnant en même temps un coloris étranger. La politique autrichienne favorisa l'immigration des Ruthènes, qui furent favorisés au détriment de l'élément roumain autochtone ; mais, malgré cela, le pays garda son caractère roumain.

La Bessarabie, qui est la partie de a Moldavie comprise entre le Pruth et le Dniester, fut annexée de la même manière que la Bukovine, en 1812, par la Russie. Quoique les Russes n'aient pas excellé

par un bon traitement, les Roumains forment aujourd'hui même l'immense majorité du pays. La statistique officielle russe donne 1897800 Roumains vis-à-vis de 707000 hommes non Roumains, dont la plupart sont formés par des Russes qui sont surtout des fonctionnaires. Au point de vue ethnique, l'union de la Bessarabie à la mère patrie est plus que justifiée.

Les Roumains de Transylvanie, de la Crishana, du Maramuresh et du Banat ont envoyé des députations au nombre de plus de 100000 personnes à la grande assemblée nationale d'Alba Julia, le 1er décembre 1918, pour demander la réunion de tous ces pays, — le Banat y compris, — à la Roumanie. L'acte de réunion garantit les plus larges droits pour les minorités non roumaines. C'est cet esprit tolérant, qui est le caractéristique de tous les peuples latins, qui a poussé les Saxons et les Swabes habitant les pays roumains à demander aussi leur réunion à la Roumanie. De même le gouvernement provisoire de la Bukovine, élu par l'assemblée nationale formée par les Roumains, et toutes les autres nationalités, excepté les Ruthènes, demandèrent, le 28 novembre 1918, leur réunion à la Roumanie.

Aussi la Bessarabie, après la désagrégation de la Russie, proclama par l'organe du Conseil national, élu sous le régime russe, d'abord l'indépendance, et ensuite, le 9 avril 1918, sa réunion à la Roumanie.

Tous les pays roumains qui proclamèrent ainsi spontanément leur réunion à la mère patrie n'ont fait qu'écouter la voix impérative de la nature, c'est-à-dire de la situation géographique d'après laquelle tous ces pays sont destinés à former un organisme

unitaire. Car tout le territoire compris entre le Danube, Tissa et Dniester, forme une entité indivisible. Ce sont deux cercles concentriques, l'un formé par le plateau transylvain, d'où prennent leurs sources toutes les rivières qui arrosent tous les territoires roumains, et l'autre cercle formé par les plaines, limité par le Danube, la Tissa et le Dniester, dans lesquels débouchent toutes les rivières qui prennent leurs sources dans le cercle montagneux transylvain. Donc toutes les rivières qui arrosent les pays roumains prennent leurs sources et finissent sur le territoire roumain compris entre le Danube, la Tissa et le Dniester.

De cette parfaite unité géographique dérive l'intérêt économique qui existe entre les habitants du plateau transylvain, qui échangent leurs produits miniers et industriels avec les produits agricoles des habitants de la plaine. Tous les pays habités par les Roumains forment ainsi des secteurs bien définis du même cercle.

En dehors de cette réciprocité d'intérêts économiques entre les plaines et les montagnes, il y eut toujours l'unité d'âme et de langage, qui s'explique par les conditions dans lesquelles s'est formée la nation roumaine et surtout par l'extraordinaire unité géographique. Car les principautés roumaines se formèrent par l'infiltration des habitants du plateau transylvain, qui fut le plus intensivement colonisé par les Romains.

Les Carpathes n'ont jamais formé une barrière, même lorsqu'ils sont devenus une frontière politique. Car de tout temps, pendant l'été, les sommets des Carpathes furent habités par tout un monde de ber-

gers qui descendaient avec leurs familles et leurs biens, en automne, vers les plaines du Danube, pour y retourner comme les hirondelles au printemps suivant.

Ce furent en grande partie ces transhumants qui peuplèrent pendant des siècles les plaines de la Valachie et de la Moldavie, qui ont servi de liens entre les Roumains de montagne et ceux de la plaine, entretenant ainsi l'union d'âme et de langage.

Dans le continuel flux et reflux qui fut toujours entre les montagnes et les plaines, les Carpathes formèrent le nœud principal qui servit de lien entre les Roumains du royaume et leurs frères de Transylvanie et du Banat.

De plus, les princes roumains ont toujours cru de leur devoir d'étendre leur sphère d'influence sur nos pays d'au delà des Carpathes, et cela peu de temps après la fondation des principautés. Du reste, l'histoire nous dit que les princes qui fondèrent les États dans ces zones intra et subcarpathiques étaient d'origine transylvaine. D'ailleurs, cette unité d'âme et de langage fut reconnue par plusieurs écrivains étrangers qui s'occupèrent de l'histoire des peuples anciens. On peut citer comme exemple le secrétaire du roi Ferdinand, qui écrivait à son maître au XI^e^ siècle que, si le prince moldave Rarès entrait en Transylvanie, « les Roumains qui possèdent une grande partie du pays accouraient dans son camp, car ils ont la même langue ».

Grâce à cette remarquable unité d'âme, les Roumains purent lutter contre les persécutions des Magyars calvinistes, qui s'efforcèrent de les entraîner aussi dans leurs croyances.

Pour la conservation de leur foi, ils furent beaucoup aidés par les boyards, les évêques et les princes des principautés.

Michel le Brave, le grand conquérant de la Transylvanie, redoubla d'efforts afin que cette union de croyances fût encore plus cimentée par le fait que le clergé devait être dispensé des charges féodales et par la fondation de la métropolite d'Alba Julia, dont le titulaire devait recevoir l'investiture à Bucarest.

Même après l'effondrement de l'œuvre de Michel le Brave, l'union d'âmes resta si remarquable que le patriarche de Constantinople, Cyrille Lucaris, écrivit en 1629 au prince de Transylvanie que la conversion des Roumains de Transylvanie au calvinisme était une chose impossible, tant que le lien du sang restera si puissant entre ceux-ci et les Roumains de Valachie.

Les métropolites moldaves Varlam et Dosoftei, ainsi que le traducteur de la Bible d'Alba Julia, déclarent qu'ils écrivent pour servir la nation roumaine tout entière.

Il n'existe pas un seul chroniqueur roumain aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles qui n'ait relevé cette unité d'âme et d'origine des Roumains. L'un d'eux, Miron Costin surtout, affirme que, « dans tous les trois pays », c'est-à-dire en Transylvanie, Valachie et Moldavie, le peuple se flatte d'être appelé du nom de roumain qui dérive de Rome, et que « tous les Roumains ont la même origine et forment une même nation ».

On rencontre la même opinion chez tous les autres chroniqueurs comme Nicolas Costin et Cantemir. Le prince Brancovanu, de Valachie, de même

que les boyards, ne reculèrent devant aucun sacrifice, au moment où les Habsbourg voulaient briser l'unité d'âme par la conversion des Roumains au catholicisme.

En 1848, lorsque les Roumains protestèrent contre l'annexion de la Transylvanie à la Hongrie, les représentants du courant nationaliste comme Cuza, Negri Alexandri, s'empressèrent à prendre part à la grande assemblée de protestation qui eut lieu dans la plaine de la Liberté à Blaj (Transylvanie).

Cette unité d'âmes fut remarquée à cette époque par plusieurs écrivains français, qui demandent dans leurs livres l'union de tous les Roumains dans un seul organisme politique.

Ainsi par exemple Vaillant écrivait vers 1840 que : « les Roumains de la Dacie tendent à l'union et que les hommes d'étude et d'inspiration n'ont d'autre but que de rendre à leurs concitoyens le souvenir d'une même origine et de leur donner l'espoir de relier entre elles, à l'aide du temps, les diverses provinces qui constituaient jadis la Dacie Trajane[1] ».

C'est de la même manière que s'exprima Regnault vers 1855, qui plaida dans son livre pour la fondation d'un grand État roumain par la réunion de la Transylvanie, du Banat, de la Bessarabie et des deux principautés en un seul État : « En effet, disait Regnault, pourquoi les autres Roumains, soit de Bukovine, soit de Temesvar (Banat), de la Bukovine ou de la Bessarabie, seraient-ils séparés de leurs

1. A.-A. Vaillant, *la Roumanie*, ou Histoire, langue, littérature, orographie, statistiques des peuples de langue d'or, Ardialiens, Valaques et Moldaves, résumés sous le nom de « Roumains », t. III, p. 220.

frères ? Pourquoi les exclure de la tzara (patrie), qu'ils invoquent ? » C'est pourquoi ils demandent : « La réunion en un seul empire de tous les Roumains, depuis le Dniester jusqu'à la Tissa, depuis la frontière de la Galicie jusqu'aux bords du Danube, comprenant, par conséquent, la Bessarabie, la Bukovine, la Moldavie, la Valachie, la Transylvanie et le Banat de Temesvar. Malgré tant de déchirements séculaires, tous ces pays ont conservé l'unité de race, l'unité de langue, l'unité de mœurs et de sentiments. Tous ils aspirent à l'unité politique [1]. »

Ce fut la même chose lorsque les Magyars, après la brutale annexion de la Transylvanie de 1867, menacèrent les Roumains de magyarisation. La réaction se fit sentir par l'agitation de la presse de Roumanie. Ainsi le journal irrédentiste : *Unitatea Nationala* de Bucarest (n° 30 de février 1885), s'exprime de façon suivante : « Aux Roumains on rend impossible toute lutte ouverte et toute résistance légale. Quand cette œuvre d'étouffement sera parachevée, la lutte d'elle-même se transportera dans la nuit des conspirations, et nous ne doutons point que l'amertume et la haine se concentreront à tel point qu'un jour elle éclatera plus terrible que jamais et détruira les bases mêmes de l'édifice entier du despotisme magyar. Nous avons foi en ce dénoûment, nos rangs grossissent chaque jour, et cela nous réjouit, quelles que soient les larmes que nous verserons encore, les souffrances qui seront encore endurées. »

En 1878, à l'occasion de la glorieuse campagne

1. Elias Regnault, *Histoire politique et sociale des Principautés danubiennes*, Paris, 1855, p. 538.

roumaine contre la Turquie, le même écho de l'unisson de sens inverse et les glorieux faits d'armes de l'armée roumaine furent chantés même jusque dans les derniers temps par nos frères de Transylvanie.

De même la campagne de 1913 contre les Bulgares révolutionna l'âme des Roumains de Transylvanie et de Bukovine, ce qui contribua beaucoup à la décision que prit l'Autriche-Hongrie de déchaîner la guerre à la Serbie, guerre qui fut en réalité déclarée au traité de Bucarest.

Lorsque l'union de la Moldavie et de la Valachie devint un fait accompli (1859), et surtout depuis la création du royaume (1881), un courant des plus puissants se forma en faveur de la Transylvanie, qui obligea le roi Carol à garder le secret, lorsqu'il engagea la Roumanie dans la Triple Alliance, c'est-à-dire au système des puissances centrales.

Après le déchaînement de la guerre européenne, le pays entier réclama de prendre sa part aux côtés des Alliés pour libérer les frères subjugués de Transylvanie et de Bukovine, qui étaient menacés dans leur existence par les Magyars et les Allemands.

Vainement le roi Carol invoqua en plein conseil de la couronne le traité qui nous unissait aux empires centraux, et tout aussi vainement il vanta la formidable puissance de l'Allemagne. Il resta isolé, et son système, qu'on croyait inébranlable, fut renversé d'un seul coup par l'explosion de l'âme ancestrale roumaine. L'union des cœurs fut plus puissante qu'un édifice artificiel élevé avec méthode et patience pendant près de quarante ans, et tous

les efforts pour détourner les regards des Roumains vers les Balkans se brisèrent au puissant rocher que fut l'âme roumaine, qui indiqua la loi traditionnelle de notre politique dirigée de tout temps vers les Carpathes.

C'est pour sauver cette âme roumaine contre laquelle se dirigèrent tous les attentats des Magyaro-Allemands que la Roumanie tira son épée et fit des sacrifices extraordinaires. Car il ne faut pas oublier qu'elle paya d'un nombre considérable de sa population le geste imposé par son devoir et par son honneur. Elle servit de paratonnerre accueillant la foudre de quatre puissances dans un moment où cessèrent les luttes sur tous les fronts, y compris celui de Salonique, ce qui lui imposa des sacrifices et des efforts exceptionnels. Son agrandissement est donc bien mérité, non seulement du fait des droits sur les pays habités par ses frères, mais aussi par la vie d'un grand nombre de martyrs.

Par son union avec les pays habités par les Roumains d'au delà des Carpathes, de Molua et du Pruth, la Roumanie retrouverait sa forme naturelle, telle que l'a conçue le génie de Trajan, car elle aurait comme centre la couronne de montagnes de la Transylvanie, d'où jaillissent les sources de toutes les rivières qui arrosent tous les pays de race roumaine.

Cette forme donnerait à l'Etat roumain une telle solidité qu'il pourrait non seulement garantir l'existence du roumanisme, mais devenir en même temps une force capable de résister à tout retour offensif des Allemands et de leur barrer la route vers l'Orient. La race roumaine pourra non seulement

conserver son indépendance, mais accomplir sa mission d'élément civilisateur, d'ordre et de paix et contribuer au bonheur de l'humanité.

L'union de tous ces pays donnerait à la Roumanie non seulement des frontières naturelles, mais lui apporterait en même temps une vie roumaine intense, une âme foncièrement roumaine, une conception de vie occidentale, une race exceptionnellement vigoureuse et un esprit véritablement démocratique.

C'est alors seulement qu'on pourra affirmer que la Roumanie est fondée, la race roumaine et la civilisation latine dans les Carpathes sauvées. Et, après dix-huit siècles de luttes et de souffrances, nous pourrons répéter à ce moment-là les vers de notre grand aïeul :

TANTÆ MOLIS ERAT ROMANAM CONDERE GENTEM.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.....	I
I Les provinces roumaines dominées par la Hongrie et leur libération, par THOMAS JONESCO.....	1-18
II La Bessarabie, son rattachement à la Roumanie ; leur rôle envers la future fédération slave-orientale, par D. HURMUZESCO.....	19-41
III Les droits de la Roumanie sur la Bukovine. Rapports de la Bukovine avec la Pologne et l'Ukraine, par V. DIMITRIU.....	42-62
IV L'extension économique de l'Entente en Roumanie, par E. PANGRATI.....	63-85
V Les rapports, moraux, intellectuels et économiques de la Roumanie avec la France, par C. M. SIPSOM.	86-114
VI La politique nationale et l'esprit public en Roumanie, par J. GAVANESCO.....	115-137
VII La Roumanie et le principe des nationalités, par D. NEGULESCO.....	138-168
VIII L'ensemble des intégrations roumaines et leur justification, par J. URSU.....	169-186

61-20. — Saint-Germain-lès-Corbeil. Imp. WILLAUME.

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Extrait du Catalogue.

ALBIN (P.). — **Les grands Traités politiques de 1815 à nos jours.** Préface de M. Maurice Herbette. 2e édit., revue et mise à jour. 1 vol. in-8. 10 fr.

— **Le « Coup » d'Agadir.** *La querelle franco-allemande. Origines et développement de la crise de 1911.* 1 vol. in-16. 5 fr. 75

— *La paix armée.* **I. L'Allemagne et la France en Europe (1885-1894).** 1 vol. in-8.. 7 fr. 50

BASILESCO (Nicolas), professeur à la Faculté de droit de Bucarest. — **La Réforme agraire en Roumanie.** 1 vol. in-16. 5 fr.

— **La Roumanie dans la Guerre et dans la Paix.** T. I. *La Roumanie dans la Guerre.* T. II. *La Roumanie dans la Paix.* 2 vol. in-8. 10 fr.

BOURGEOIS (Léon). — **Le Traité de Paix de Versailles.** 1 vol. in-16. 5 fr.

BARDOUX (Jacques), professeur à l'Ecole des Sciences politiques. — **La Marche à la Guerre.** *Deux Devoirs, Deux Tranchées.* 1 volume in-8. 10 fr.

DAME (Fr.). — **Histoire de la Roumanie contemporaine.** 1 volume in-8. 7 fr.

DEBIDOUR, prof. à la Sorbonne. — **Histoire diplomatique de l'Europe (1814-1876).** 2 vol. in-8 *(Couronné par l'Institut).* 2e éd.... 18 fr.

— **Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin jusqu'à nos jours (1878-1914).**

1re Partie : *La paix armée* (1878-1904). Préface de M. Léon Bourgeois. 1 vol. in-8. 3e édit 7 fr.

2e Partie : *Vers la grande guerre* (1904-1916). 1 vol. in-8, 3e édit. . 7 fr.

La Guerre et la Vie de demain. I. *Enfance et Jeunesse,* conférences faites à l'Alliance d'Hygiène sociale. 1 vol. in-16. 5 fr. 75

II. *Les Risques immédiats de la Guerre et leur réparation.* In-16 5 fr. 75

Intérêts économiques et rapports internationaux à la veille de la guerre, par Divers. 1 vol. in-16. 5 fr. 75

DRAGHICESCO (D.). — **La Transylvanie.** *Esquisse historique, géographique, ethnographique et statistique,* préface de M. Emile Boutroux, de l'Académie française. 1 broch. in-16 avec graphiques et une carte coloriée hors texte. 2 fr.

— **La Bessarabie et le droit des peuples.** Préface de M. Etienne Fournol. 1 broch. in-16 avec une carte coloriée hors texte. 0 fr. 90

DRIAULT (E.). — **La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à nos jours (1917).** 7e édition. Préface de G. Monod, de l'Institut. 1 vol. in-8. 7 fr.

LAURENT (Marcel). — **Nos Gouvernements de Guerre.** *Viviani, Briand, Ribot, Painlevé, Clemenceau.* 1 vol. in-16. 5 fr. 75

LEBRUN (Francis). — **La Dobroudja.** 1 brochure in-16, avec une carte. 0 fr. 90

PAUL LOUIS. — **Le Bouleversement mondial.** 1 vol. in-16. . 5 fr. 75

Les questions roumaines du temps présent, par Divers. 1 volume in-16 6 fr.

SCHEFER (Christian), professeur à l'Ecole des Sciences politiques. — **D'une Guerre à l'autre.** *Essai sur la politique extérieure de la Troisième république* (1871-1914), 1 vol. in-8. 10 fr.

La Vie politique dans les deux Mondes, publiée sous la direction de A. Viallate et M. Caudel, professeurs à l'Ecole des Sciences politiques, avec la collaboration de professeurs et d'anciens élèves de l'École des Sciences politiques.

1re année, 1906-1907, à *7e année, 1912-1913* chac., 1 fort vol. in-8. 10 fr.

WELSCHINGER (Henri), de l'Institut. — **L'Alliance franco-russe.** *Les origines et les résultats.* 1 vol. in-16 6 fr.

752-20. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 1-21.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 01183506 5